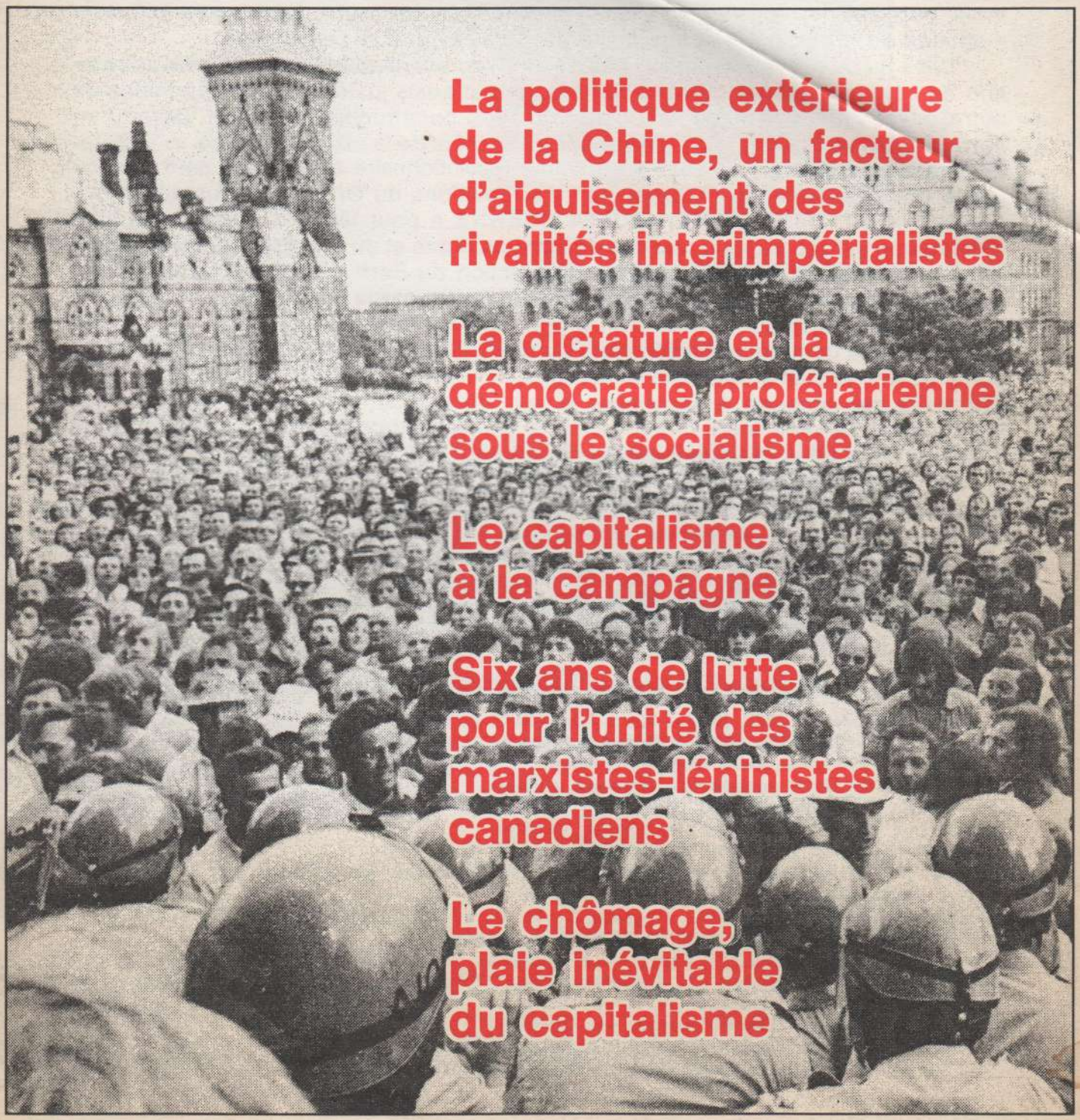
EL (1)

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

No 14 (vol.3, no 2) Décembre 1978 - Janvier 1979



La politique extérieure de la Chine, un facteur d'aiguisement des rivalités interimpérialistes

La dictature et la démocratie prolétarienne sous le socialisme

Le capitalisme à la campagne

Six ans de lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens

Le chômage, plaie inévitable du capitalisme

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore tout aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en nous écrivant, en nous faisant parvenir leurs critiques, en la diffusant auprès de leurs camarades de travail et leurs amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, A/S 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax Nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **110 St-Vallier ouest, Québec, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull-Ottawa: **Boîte postale 1055, Succ. B, Hull, Québec.**
Victoriaville: **Boîte postale 797, Victoriaville, Québec.**
Sorel: **Boîte postale 182, Sorel, Québec.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Regina: **Boîte postale 676, Regina, Saskatchewan.**
Vancouver: **(604-438-3121), 2542 Kingsway E., Vancouver, Colombie-Britannique.**
Trois-Rivières: **Boîte postale 1323, Trois-Rivières, Québec.**
Sherbrooke: **Boîte postale 871, Sherbrooke, Québec.**
Drummondville: **Boîte postale 173, Drummondville, Québec.**
Sag. Lac St-Jean: **Boîte postale 424, Alma, Québec.**
Beauce: **Boîte postale 633, St-Georges est, Québec.**
Est du Québec: **Boîte postale 219, Pointe-au-père, Québec.**
Thetford Mines: **Boîte postale 32, Thetford Mines, Québec.**

TABLE DES MATIÈRES

Editorial

La politique extérieure de la Chine, un facteur d'aiguisement des rivalités interimpérialistes 2

Correspondance

Réponse à la lettre du lecteur de Sherbrooke 8
Lettre de la revue Canadian Dimension et réponse d'EN LUTTE! 11

La dictature et la démocratie prolétariennes sous le socialisme 14
Sous le couvert de "démocratie" et des particularités nationales, les révisionnistes trahissent le socialisme 15
Classes, lutte de classes et dictature du prolétariat sous le socialisme 19
La démocratie prolétarienne est une caractéristique fondamentale du socialisme 23

Le capitalisme à la campagne 28
Le développement du capitalisme à la campagne 29
Les classes sociales à la campagne 33

Six ans de lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens 40
Unir les marxistes-léninistes canadiens autour de la tâche d'édification du parti prolétarien 41
Unir les marxistes-léninistes autour du programme pour le parti prolétarien 45
L'unité des communistes au Canada et dans le monde passe par la défense du programme communiste 49

Le chômage, plaie inévitable du capitalisme 50

Le mouvement communiste international en marche 56
Un document du Parti communiste protugais (reconstruit), la voie de la révolution au Portugal 56

Page couverture: manifestation des agriculteurs canadiens devant le parlement en 1976.

Editorial

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA CHINE UN FACTEUR D'AIGUISEMENT DES RIVALITÉS INTERIMPÉRIALISTES

Il n'est plus rare aujourd'hui d'entendre parler dans la presse bourgeoise du "printemps de Pékin" pour qualifier la nouvelle politique des dirigeants révisionnistes chinois. Les journalistes bourgeois sont par contre silencieux sur le fait que, du "printemps de Prague" en 1968 au "printemps de Pékin" en 1978, on retrouve une même solution de continuité: le révisionnisme. La presse bourgeoise est depuis un an friande des révélations qui nous viennent de Chine, mais ce qu'elle est moins empressée à nous montrer, ce sont les conséquences de la politique de grande puissance que pratique aujourd'hui la Chine dans le contexte de la crise actuelle de l'impérialisme. "L'ouverture de la Chine au monde", c'est en fait son ouverture au marché impérialiste et sa participation croissante aux rivalités interimpérialistes. Plus encore, la réinsertion d'un nouveau maillon dans la chaîne impérialiste ne peut signifier qu'un aiguisement encore plus grand des rivalités interimpérialistes, aiguisement qui se fait principalement au profit de la superpuissance américaine et du bloc des pays de l'OTAN — pour le moment. Pour comprendre la portée d'un tel événement qui vient transformer les rapports de force mondiaux, il faut surtout comprendre dans quelle conjoncture il survient, il faut comprendre qu'il apparaît dans une conjoncture d'aiguisement sans pareil de la crise impérialiste.

* * *

Après une période de relative tranquilité, après la période d'après-guerre, où grâce à l'intervention importante de l'Etat dans l'économie, grâce au crédit à la consommation, aux dépenses improductives tel l'armement, et grâce aux succès relatifs de sa politique néocoloniale, l'impérialisme avait connu une relative prospérité. Après tout cela, voilà que la crise se révèle pour ce qu'elle est, et qu'elle atteint de nouveaux sommets.

L'inflation, le chômage, l'instabilité monétaire, même

pour les monnaies qu'on jugeait les plus sûres, les surplus de production et la baisse de la productivité dans tous les pays capitalistes font partie d'une situation pour ainsi dire de crise permanente, d'une crise dont c'est toujours les masses qui font les frais. La situation en est rendue à un point tel que plus aucun économiste bourgeois n'a la prétention d'avancer qu'on puisse résoudre la crise, préférant se contenter d'appeler à en limiter les effets, à prendre le mal en patience en attendant... la prochaine crise.

En parallèle, les rivalités entre les monopoles et les groupes monopolistes s'aiguisent de jour en jour à l'échelle du monde. Faut-il ajouter que partout le lobbying des monopoles auprès des Etats impérialistes est devenu monnaie courante. Les scandales de Lockheed au Japon et au Canada ne sont que la pointe de l'iceberg des pouvoirs considérables qu'exercent les groupes monopolistes et les cartels sur les décisions des gouvernements bourgeois. C'est sur la base d'une telle conjoncture que s'élève la rivalité sans cesse croissante des rapaces impérialistes pour se repartager le monde.

Depuis quelques années, nous avons assisté au renforcement des deux grands blocs impérialistes, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, dirigés respectivement par les Etats-Unis et l'URSS. Nouveaux crédits militaires puisés à même les fonds publics, achats des armes les plus sophistiquées qui tuent les hommes en laissant intacts les moyens de production, intervention dans la vie politique de différents pays, voilà ce dont on discute à l'OTAN comme aux conférences du Pacte de Varsovie. La rivalité des superpuissances, loin de se limiter à l'Europe, s'étend aujourd'hui dans de nombreux pays du monde, en Asie, et en Afrique. Ce dernier continent, avec le Moyen Orient, ayant été dans la dernière année, le terrain principal de leurs affrontements où le social-impérialisme est intervenu militairement par l'intermédiaire des soldats cubains de "son ami Fidel".

La crise politique qui sévit en Iran nous a révélé un autre aspect de la politique des superpuissances, à savoir leur collusion lorsqu'il s'agit de s'opposer à la révolte des masses. Alors même que le régime du shah, soutenu inconditionnellement par l'impérialisme américain, fait face au plus grand mouvement révolutionnaire qu'il ait rencontré, alors qu'unanimement les masses en révolte réclament la destitution du shah et l'abolition de toute monarchie, l'impérialisme soviétique s'est opposé ouvertement à la révolte populaire, préférant, comme Carter, préserver ses contrats pétroliers. En appuyant le seul parti d'opposition légal dans le pays, l'URSS a soutenu le maintien de la situation actuelle par un moyen détourné.

Rivalité grandissante pour le repartage du monde et collusion lorsqu'il s'agit de s'opposer au mouvement révolutionnaire, voilà bien la politique de l'aigle et du faucon, une politique qui est en train, malgré les déclarations pompeuses, de devenir celle aussi de la Chine. La Chine, qui précisément dans la crise iranienne, a pris le

parti de la collusion avec l'impérialisme américain et du soutien au shah d'Iran en s'opposant directement au mouvement révolutionnaire iranien et en le qualifiant de "mouvement initié de l'extérieur", suivant les termes mêmes du shah, ce qui devait servir à justifier les toasts de Houa Kouo-feng avec le bourreau Palahvi.

Il ne fait pas de doute aujourd'hui que l'ennemi principal de la Chine, ce n'est pas le révisionnisme, mais bien l'impérialisme soviétique, qui constitue le principal rival de la politique chinoise. Fortement armé aux frontières de la Chine, présent, comme la Chine, dans bien des mouvements de libération dans le monde, en plein développement en Afrique et en Asie, pouvant lui aussi se cacher sous le masque du socialisme et de la lutte contre l'impérialisme, l'URSS est bel et bien le principal obstacle au développement d'une "Chine puissante" à travers le monde d'ici l'an 2000... pardon, d'ici 1990 aux dernières nouvelles. Un diplomate anglais au Japon, lors du voyage de Teng Siao-ping dans ce pays, était bien justifié d'affirmer que la Chine est devenue le meilleur allié de l'OTAN en Asie. Il ne s'agissait pas d'une phrase en l'air...

Parallèlement, la politique chinoise intervient au moment où des puissances impérialistes autrefois vaincues sont maintenant en pleine expansion, soit l'Allemagne et le Japon. Le militarisme allemand et japonais est en train de reprendre du poil de la bête, et du même coup, ces pays sont en train de prendre une part de plus en plus grande dans les rivalités interimpérialistes. Ce n'est pas sans raisons que le Yen et le Deutsch Mark (DM) comptent parmi les monnaies les plus fortes du monde. Cela dans deux pays où l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat et la domination du mouvement ouvrier par la bourgeoisie a été poussée à un très haut niveau. En Allemagne, en particulier, le mouvement fasciste renaît de ses cendres et cela en toute légalité.

S'appuyant sur ces pays dits du "second monde", la Chine devait conclure récemment avec l'Allemagne des contrats s'élevant à 14 milliards de DM pour la réalisation de 20 projets d'exploitation de mines de charbon et de lignite, en même temps qu'elle signait un traité de paix et amorçait des accords importants avec l'empereur Hiro Hito. Toujours dans ces pays dits du "second monde", la Chine offrait à l'impérialisme français sa main-d'oeuvre pour transformer sur place des matières premières étrangères dans les secteurs de l'industrie légère, de l'électronique et des textiles, en même temps qu'elle réalisait d'importants achats d'armes en Angleterre.

Ces événements récents ne peuvent nous amener à d'autres conclusions que le triomphe de la politique révisionniste au sein du Parti communiste chinois aura pour résultat immédiat de faire de la Chine un puissant allié de l'impérialisme américain et des pays du bloc de l'OTAN, comme ce fut le cas de la Yougoslavie dans les années 40 qui devait elle aussi ouvrir ses portes à cette puissance impérialiste et se faire un agent actif de l'impérialisme américain contre l'URSS alors socialiste. Or, dans le contexte de l'aiguisement généralisé des con-

tradictions interimpérialistes, cette politique ne peut qu'accentuer ces mêmes contradictions et favoriser les facteurs de guerre tout en renforçant la montée de la réaction dans les pays dont la Chine est devenue l'alliée, et cela, quoiqu'en disent les dirigeants chinois.

La politique d'alliance avec l'impérialisme américain, pour l'instant, n'est que le résultat du triomphe en Chine d'une politique révisionniste et chauvine et donc de la poursuite d'intérêts de grande puissance qui sont propres à la Chine... Son intervention récente dans les Balkans, et dans le Sud-Est asiatique, ainsi que son amitié particulière avec Tito de Yougoslavie le démontrent amplement. Qu'est donc allé faire Houa Kouo-feng en Yougoslavie sinon faire la cour au dirigeant du mouvement des pays non-alignés et tenter de développer son influence sur ce même mouvement? En soutenant le mouvement des non-alignés et celui des pays du dit "tiers-monde", la Chine tente tout simplement de se constituer son propre champ d'influence, de prendre sa part du gâteau de l'impérialisme.

A quoi riment aussi ses interventions en Roumanie auprès du premier ministre Ceaucescu, dans une région pourtant déjà fort convoitée par les puissances impérialistes? Pourquoi venir y aggraver encore plus les contradictions, sinon pour tenter de ravir à l'URSS ces pays qui prennent de plus en plus leurs distances face au Pacte de Varsovie? Enfin, à quoi riment les appels à unir dans le vaste "front uni" les Chinois qui vivent dans tout le Sud-Est asiatique, pourquoi cette préoccupation soudaine dont fait même état la nouvelle constitution chinoise? Pourquoi, sinon pour mettre la main sur les centaines de milliers de dollars de capitaux détenus par ces Chinois d'outre-mer et inviter ceux-ci à venir les investir au pays où ils pourront dorénavant rapporter des profits?

Non, la politique chinoise est bel et bien l'expression d'intérêts chauvins visant à faire de la Chine une grande puissance, sauf que cette puissance, elle ne sera pas socialiste, mais impérialiste. Bénéficiant du prestige de la révolution anti-impérialiste de 1949 et de la Révolution culturelle, la nouvelle politique chinoise peut causer de grands torts aux peuples du monde, non seulement en aiguisant les rivalités interimpérialistes, mais aussi par la présence même de la Chine dans de nombreux mouvements de libération à travers le monde, et de ses agents dans le mouvement ouvrier international, qui, loin de rechercher le triomphe de la révolution prolétarienne, chercheront à collaborer avec l'impérialisme et à y défendre les intérêts du chauvinisme chinois.

Mais les conséquences de la politique chinoise ne s'arrêtent pas là. En effet, le triomphe de la ligne révisionniste à la direction de l'Etat chinois vient en fait d'offrir sur un plateau d'argent près d'un quart de la population mondiale au marché impérialiste.

L'impérialisme se caractérise justement par la lutte inlassable que se mènent les puissances impérialistes pour le repartage du monde, car à l'époque de l'impérialisme, les pays impérialistes ne peuvent plus conquérir

de nouveaux marchés qu'au prix d'une rivalité sans cesse accrue pour se repartager les marchés, tous les pays étant partie prenante de la chaîne impérialiste. C'est en ce sens que le triomphe de la révolution en URSS et en Chine avait soustrait ces pays de la chaîne impérialiste, faisant ainsi reculer le camp de l'impérialisme au plan politique comme au plan des marchés. Le triomphe de la ligne révisionniste ne peut avoir au contraire pour résultat que d'offrir à l'impérialisme un nouveau Klondike, une nouvelle région du monde non encore exploitée par aucune puissance impérialiste.

Les révisionnistes chinois n'ont pas fait mentir cette vérité lorsqu'ils ont ouvert dans la dernière année leurs portes aux capitaux étrangers. C'est ainsi que le vice premier ministre Kang Shih-en, ministre de la Commission économique, déclarait à une mission d'industriels français que le Chine était disposée à accepter des investissements directs de l'étranger dans les entreprises chinoises sous forme de sociétés d'économie mixte. Toutes les puissances impérialistes occidentales n'ont pas manqué de flairer la bonne affaire, même les impérialistes canadiens dont une délégation d'hommes d'affaires revenait récemment de Chine.

Tout ce défilé des financiers américains, allemands, français et canadiens, l'établissement sans précédent des sièges sociaux des plus grands monopoles internationaux à Hong Kong pour pouvoir transiger de plus près, et le développement des transactions directes entre les entreprises chinoises et les monopoles impérialistes, tout cela ne peut que contribuer là encore, à accroître les rivalités interimpérialistes au profit des impérialistes occidentaux. Il n'est pas étonnant de voir en contre partie l'URSS tenter de convaincre les puissances de l'OTAN de ne pas transiger avec la Chine et s'insurger à chaque nouveau traité. Tout aussi "lucides" que les défenseurs de la "théorie des trois mondes", les impérialistes soviétiques ont vu le danger qui les menaçait dans la politique chinoise et le renforcement de l'impérialisme américain. Quant aux "théoriciens" de la "théorie des trois mondes" qui, comme Jurquet du Parti communiste marxiste-léniniste français et Hill d'Australie, et quant à leurs adeptes de la Ligue au Canada, qui se seront réjouis de ces mauvais coups infligés à "la puissance la plus dangereuse", ils n'auront fait qu'applaudir une fois de plus au renforcement de l'impérialisme et de la réaction dans le monde.

La nouvelle politique de grande puissance de la Chine aura des conséquences importantes dans le contexte actuel des rivalités impérialistes où elle vient favoriser l'aiguisement des contradictions qui existaient déjà dans la conjoncture internationale et soutenir directement la montée de la réaction et du fascisme dans les pays impérialistes.

Mais le toast du shah d'Iran avec Houa Kouo-feng n'a guère ébranlé la détermination du peuple iranien, pas plus que le lobbying des diplomates chinois auprès des Etats impérialistes n'ébranlera la lutte du prolétariat international.Certes, la nouvelle politique des dirigeants

chinois vient renforcer les forces de la réaction dans le monde et elle constitue une défaite temporaire de la révolution. Mais il est une réalité toute aussi actuelle qui ne rentre pas dans les schémas abstraits de la "théorie des trois mondes", et c'est la montée de la révolte des masses partout dans le monde y compris le développement de mouvements révolutionnaires qui menacent directement le pouvoir bourgeois impérialiste dans certains pays.

Alors que l'impérialisme et les monopoles se démènent dans leurs contradictions, à la faveur de celles-ci, on assiste à une poussée nouvelle de la lutte du prolétariat et des masses laborieuses dans tous les pays presque sans exception. En Amérique du Sud, les nombreuses dictatures, les gouvernements fascistes n'ont pas réussi à freiner l'assaut des masses contre l'oppression qu'elles subissent. Le régime de Somoza au Nicaragua ne tient encore qu'à un fil. En Rhodésie et en Namibie, les peuples de ces pays ont réussi à ébranler le régime raciste. Le prolétariat des pays capitalistes avancés résiste à l'aggravation de la crise dans chacun de ces pays. En France, en Italie, en Angleterre, le mouvement gréviste a réussi plus d'une fois à ébranler les régimes politiques, et des sections de plus en plus grandes du prolétariat international prennent conscience que la misère, le chômage, l'oppression nationale ne finiront qu'avec le système qui leur a donné naissance: le capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme. C'est là une réalité toute aussi fondamentale de notre époque, à savoir que l'impérialisme, c'est aussi l'époque de la révolution prolétarienne. En regard de l'analyse actuelle, cela doit nous amener à la conclusion que la domination et les succès de l'impérialisme que nous avions connus à la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont bel et bien terminés, et que des tempêtes révolutionnaires se préparent dans le monde.

La bourgeoisie n'est pas en mesure de se tirer de la crise, seul le prolétariat est en mesure d'y apporter une solution révolutionnaire, pourvu qu'il sache justement tirer les acquis de l'histoire, en particulier de l'exemple chinois et s'armer d'un véritable parti marxiste-léniniste et d'un programme lui traçant le chemin de la révolution prolétarienne plutôt que de l'amener dans des voies de garage. C'est cela qu'il manque aujourd'hui au prolétariat canadien, comme au prolétariat de plusieurs pays capitalistes pour le mener à l'assaut du pouvoir bourgeois.

Correspondance

APPEL À NOS LECTEURS

La presse communiste, ce n'est pas la propriété privée de quelques rédacteurs ou de quelques grands financiers en quête de profits. Non! La presse communiste, c'est d'abord et avant tout un outil de combat contre les idées de la bourgeoisie et pour l'affirmation du point de vue de la classe ouvrière. Et cela est aussi vrai pour une revue théorique qui mène la lutte pour la défense et l'affirmation de la **théorie révolutionnaire du prolétariat**, ce phare indispensable dans la guerre de classes, ce phare qui éclaire notre combat quotidien par l'expérience accumulée de la lutte plus que centenaire du prolétariat mondial.

Dans le combat entre les théories de la bourgeoisie et le marxisme-léninisme, la revue théorique est une arme essentielle qu'il nous appartient à **tous** de construire et d'éprouver. Car l'analyse objective de la société canadienne, car la formulation de la stratégie de la révolution socialiste, ne peuvent s'élaborer que dans le feu de l'action, que dans les premiers rangs du front de la lutte des classes. Voilà pourquoi, camarades, la correspondance à la revue est si importante car notre arme idéologique ne vaudra rien si chacun de nous ne prend pas la responsabilité de lui donner son tranchant et de la pointer vers le camp ennemi.

Nous ne devons pas avoir peur de la controverse. Bien au contraire, nous devons la rechercher car nous savons, nous communistes, que les idées justes, que la vérité, sont indissociables du combat, de la polémique contre les idées erronées, d'où qu'elles viennent et quels que soient les déguisements dont elles se parent. Ecrire à la revue, exprimer ouvertement son point de vue sur un aspect ou l'autre des questions décisives de programme, sur un aspect ou l'autre de l'analyse de la conjoncture et aussi sur la forme, l'orientation, les acquis et les faiblesses de la revue théorique, voilà non seulement une nécessité mais un devoir pour celui qui a à coeur en toute chose de faire triompher la vérité contre les falsifications de ceux qui cherchent à retarder notre marche en avant.

Qui peut et qui doit écrire à la revue? Tout le monde! Qu'il s'agisse d'un ami du mouvement marxiste-léniniste, d'un groupe progressiste ou d'un simple individu, tous doivent prendre l'initiative d'écrire à la revue pour marquer leur accord ou leur désaccord, pour faire part des controverses suscitées à l'occasion de l'étude ou de la discussion de la revue, pour indiquer les insuffisances, pour compléter ou rectifier des arguments à la lumière de leur propre expérience pratique ou de leurs connaissances particulières. Ecrire à la revue, ce n'est pas seulement écrire à l'équipe rédactionnelle, mais c'est aussi et surtout engager le débat à l'échelle de tout le Canada pour faire rayonner d'un éclat toujours plus vif ce grand phare qui nous mènera à coup sûr à la victoire.

Réponse à la lettre du lecteur de Sherbrooke

Dans le dernier numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, nous avons publié la lettre d'un lecteur de Sherbrooke (Qué.) sur l'analyse de classe du prolétariat. Voici notre réponse à cette lettre.

La lettre du lecteur de Sherbrooke publiée dans le dernier numéro **d'UNITÉ PROLÉTARIENNE** soulève un nombre considérable de problèmes, la plupart importants, concernant l'analyse de classes de la société capitalistes. Plusieurs d'entre eux seront abordés dans les prochains numéros de la revue, notamment les questions du semi-prolétariat, de la paysannerie (dans le présent numéro) et des ménagères. Nous ne répondrons ici qu'aux deux questions qui concernent directement la définition du prolétariat et que le camarade pose ainsi:

"Cependant, l'article néglige deux choses primordiales:
1) division sociale/technique du travail entre le travail manuel et le travail intellectuel et la valorisation de ce dernier en société capitaliste;
2) la base matérielle du prolétariat (et la base matérialiste de toute analyse marxiste-léniniste de cette classe): la production de la plus-value. Là-dessus, l'exposé est confus: est-ce le principe qui est remis en question ou la définition du travail productif? Il est mentionné justement que la production de plus-value n'est pas une condition suffisante d'appartenance au prolétariat; mais on omet de préciser que c'est une condition nécessaire: **il n'y a pas de prolétaires qui ne soient pas directement ou indirectement productifs** (au sens large, incluant sa "réalisation en profits" tel que le sous-entend la revue".

La première réponse qu'il faut faire au camarade est toute simple: où donc est-il allé chercher ce prin-

cipe marxiste-léniniste qui fait de la production de la plus-value une "-condition nécessaire" d'appartenance au prolétariat? Comme nous l'avons affirmé dans l'article du numéro 12, ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont établi une telle relation nécessaire entre l'appartenance au prolétariat et la production de la plus-value. Nous avons montré au contraire comment un tel point de vue, sur lequel s'appuient notamment les révisionnistes, contredit même jusqu'à un certain point les lois du développement capitaliste telles que les ont expliquées Marx et Engels dès la fin du XIXe siècle. Il faut se méfier de ces "principes", venus on ne sait d'où, qui s'avèrent souvent être des moyens subtils pour camoufler et déformer les véritables questions... de principes!

Le problème est d'autant plus grand que premièrement, le développement même du capital l'a amené à accroître considérablement la sphère de la production des marchandises et à se la soumettre dans sa quasi-totalité (les arts, les loisirs, la santé, etc., pour ne prendre que ces exemples, qui étaient autrefois des activités effectuées en dehors de la production sociale, sont maintenant devenus des secteurs entièrement soumis au capital et à ses lois); deuxièmement, ce mouvement s'est accompagné d'une prise en charge directe par ce même capital des activités liées à l'échange et à la circulation des marchandises: les biens autrefois produits par les entreprises capitalistes, mais vendus par les petits commerçants et boutiquiers, sont aujourd'hui vendus dans leur majorité par des entreprises capitalistes, c'est-à-dire exploitant du travail salarié.

Un développement aussi considérable du capitalisme ne pouvait avoir d'autre effet que d'accroître l'importance et le nombre du prolétariat, "seule classe qui croît avec le capital" (K. Marx). Et c'est précisément ce fait fondamental que camouflent ou cherchent à camoufler ceux qui font de la production de la plus-value, et pire même, de la production des biens matériels, une condition d'appartenance au prolétariat (Voir à ce propos UNITÉ PROLÉTARIENNE, no. 12, pp. 26-28). Notre lecteur **semble** en être conscient et accepte le fait que doivent être inclus dans le prolétariat les travailleurs salariés exécutants dont le travail est, selon l'expression qu'il utilise, "indirectement productif". Jusque-là, nous sommes tout à fait en accord de part et d'autre. Nous avons en effet montré comment le travail de toutes ces nouvelles couches prolétariennes, quoique non directement productif de plus-value, n'en demeure pas moins essentiel pour assurer les conditions nécessaires à la production de la plus-value et à sa réalisation en profits. En ce sens, il est juste de dire que ce travail est indirectement productif.

Le problème survient lorsque le camarade oppose à ce travail indirectement productif **un travail improductif**. Nous ne croyons pas que cette distinction soit justifiée et on ne peut que souligner, à tout le moins, le caractère peu convainquant de la lettre, qui se contente d'**affirmer** l'existence d'une telle distinction sans même en fournir d'exemple et encore moins de le démontrer.

A notre point de vue, il est idéaliste et contraire à la nature fondamentale du mode de production capitaliste, de croire que le capital puisse maintenir une couche de travailleurs exécutants, de qui il tire une partie de travail non-payé, sans que leur travail ne soit **indirectement productif**. Le capital et les capitalistes n'ont qu'une loi: s'enrichir le plus possible, le plus vite possible et c'est en fonction de cela qu'ils vont engager des travailleurs, bien entendu si l'on se place d'un point de vue d'ensemble. Il est toujours possible que tel capitaliste ou tel Etat capitaliste emploie tel ou tel nombre d'individus dans telle ou telle circonstance, mais d'un point de vue historique et en considérant l'ensemble de la classe capitaliste, le phénomène nous apparaît impossi-

ble et il faudrait, à tout le moins, nous en montrer les manifestations **sociales**.

Les seuls cas où des couches sociales significatives pourraient ainsi se maintenir tout en n'accomplissant pas une **fonction productive au sens capitaliste du terme**, doivent être cherchés dans des couches qui conservent diverses caractéristiques petites-bourgeoisies, comme une partie de la bureaucratie capitaliste privée ou publique, ou carrément dans des couches bourgeoises. Au contraire, si le capital ou son représentant, l'Etat capitaliste, engage des employés de soutien dans les hôpitaux ou les institutions d'enseignement, des commis, des petits fonctionnaires, c'est que leur travail est nécessaire, directement ou indirectement, à l'enrichissement de la classe capitaliste.

C'est d'ailleurs pourquoi nous prenons comme critère d'appartenance au prolétariat, non pas le caractère productif ou pas du travail accompli par tel ou tel groupe de travailleurs, mais plutôt le fait que ce groupe de travailleurs soit **exploité** par le capital (Voir UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 12, p. 28). C'est cette caractéristique fondamentale qui, avec le fait d'être dépourvu de tout moyen de production et de n'avoir aucun contrôle sur l'organisation et les fruits de la production, amène les prolétaires à la nécessité de la révolution socialiste et fait de leur classe la seule qui soit révolutionnaire jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la fin de toute exploitation de l'homme par l'homme.

En ce sens, également, nous ne voyons pas la nécessité de distinguer entre le concept de **prolétariat** et celui de **classe ouvrière**. Or, une telle distinction est d'ailleurs tout à fait absente des ouvrages de Marx, Engels et Lénine et nous n'avons pas encore entendu d'arguments pouvant servir à la justifier.

L'autre point abordé par le camarade est celui de la division entre le travail intellectuel et le travail manuel. Là encore, nous ne sommes pas d'accord avec la critique selon laquelle cet aspect du problème a été secondarisé dans l'article. Au contraire, une partie importante y a été consacrée à démontrer comment le processus de prolétarisation des couches petites-bourgeoises comporte comme élément essentiel la réduction de leurs fonctions à une fonction d'exécution (Voir en particulier les pages 30-33 du no 12).

Ce qui peut expliquer la critique du camarade, c'est une compréhension erronée de sa part de ce qu'est véritablement la division entre le travail intellectuel et le travail manuel. Le trait fondamental de cette division dans toutes les sociétés fondées sur l'exploitation en général, et dans la société capitaliste en particulier, réside dans le fait que, d'une part, une partie de la population contrôle les conditions de son travail et celles de ses subordonnés, tandis que l'autre partie, la majorité, se voit obligée d'exécuter ce que d'autres ont décidé pour elle. En ce sens, le lecteur a tout à fait tort d'associer directement le travail des employés de bureau au travail intellectuel: le travail d'une dactylo de la Great West Life Insurance ou d'une téléphoniste de Bell Canada ne comprend pas une part plus grande de travail intellectuel que celui d'un cheminot du Canadien national ou d'un ouvrier de la Dominion Textile. Il faut d'ailleurs souligner que tout travail comporte une partie intellectuelle, c'est-à-dire une partie qui demande un effort conscient, et même que dans plusieurs cas, le travail des prolétaires demande une part croissante d'effort intellectuel, par exemple dans le cas des machinistes ou des techniciens en informatique. Ce qui est cependant décisif, comme nous l'avons montré, c'est que dans tous les cas les prolétaires doivent exécuter ce que d'autres pensent, planifient et organisent. Cette opposition entre l'un et l'autre va en s'accroissant avec le développement du capitalisme, notamment avec l'introduction massive des machines dans toutes les sphères de l'activité économique, de l'usine... aux bureaux.

Contrairement à ce qu'affirme le camarade en conclusion de sa lettre, nous croyons donc avoir appliqué de façon conséquente et rigoureuse les principes marxistes-léninistes aux conditions concrètes des pays capitalistes avancés. Cela ne nous empêche cependant pas de le féliciter pour sa vigilance tout en l'incitant à corriger les erreurs que nous avons relevées dans sa lettre.

La rédaction
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Lettre de la revue Canadian Dimension et réponse d'EN LUTTE!

Voici la réponse que la revue Canadian Dimension nous adressait, en juin 1978, suite à notre invitation de participer aux conférences d'EN LUTTE! Nous saisissons cette occasion pour répondre aux attaques répétées contre le mouvement marxiste-léniniste canadien de cette revue de Winnipeg qui prétend lutter pour le socialisme. Voici le texte intégral des deux lettres.

13 juin 1978
EN LUTTE!
4933 de Grand Pré
Montréal, Québec

Cher EN LUTTE!

Nous avons reçu votre lettre nous invitant à participer à votre conférence. Malheureusement, il nous a été impossible de vous répondre avant les 10 et 11 juin. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il y a certaines choses que j'aimerais mettre au clair. Premièrement, je tiens à souligner qu'il n'est pas tout à fait juste que nous ayons évité de faire quelque analyse que ce soit de votre groupe. Mais je tiens aussi à souligner que j'ai répondu à une invitation personnelle d'un membre de votre groupe à Montréal, que j'ai eu l'occasion de rencontrer, et que je vous ai envoyé une lettre assez exhaustive sur le style et le contenu de votre journal. Je n'ai jamais reçu de réponse à cette lettre. J'imagine que ma lettre s'est perdue dans vos filières quelque part.

En ce qui concerne notre participation à de futures conférences d'EN LUTTE!, nous tenons à préciser que nous y assisterons en tant que journalistes et non en tant que participants. Comme vous le dites vous-mêmes, nous considérons effectivement qu'EN LUTTE! est désespérément sectaire et doctrinaire, pour ne pas en dire plus long. Vos conférences nous permettraient peut-être de mieux comprendre votre point de vue et votre stratégie en supposant que votre journal ne réussit pas à les rendre correctement.

De toute façon, vous pouvez nous avertir si vous acceptez notre proposition et nous faire parvenir la date de votre prochaine conférence.

Sincèrement,

Canadian Dimension,

Pour répondre brièvement, et avec un certain retard dont nous nous excusons, à votre lettre de l'été dernier, disons simplement que nous la considérons comme un moyen de votre part pour éviter les véritables problèmes que vous impose votre prétention "à éclairer les progressistes canadiens". Nous tenons d'abord à vous faire remarquer qu'EN LUTTE! n'a jamais empêché quiconque d'assister à ses assemblées publiques et d'en rapporter ce qu'ils y ont vu et entendu, à la seule exception d'une petite poignée d'individus qui ont tenté à de multiples reprises de les saboter. Dans ces conditions, vous n'avez besoin d'aucun arrangement particulier pour y assister et en rapporter ce que vous voulez bien en rapporter. Notre journal, qui, soit dit en passant, exprime parfaitement "notre point de vue et notre stratégie", l'a toujours annoncé et expliqué très clairement.

D'autre part, nous n'avons jamais reçu votre lettre contenant une critique plus élaborée de notre journal. Nous apprécierions, si cela vous est possible, en recevoir une copie dès que vous le pourrez même si, encore une fois, le vrai problème n'est pas là. Quel est-il donc exactement?

En réponse à notre lettre vous invitant à participer à la Conférence Nationale sur le programme du prolétariat canadien, vous écrivez: "... nous y assisterons en tant que journalistes et non en tant que participants. Comme vous le dites vous-mêmes, nous considérons effectivement qu'EN LUTTE! est désespérément sectaire et doctrinaire, pour ne pas en dire plus long" (1). Conséquemment, votre revue parle souvent de notre groupe comme d'une "secte". Occasionnellement, lorsque vous êtes plus directs, comme dans votre reportage sur le congrès de la CSN à Québec l'an dernier, vous nous qualifiez de défenseur d'une

"politique sectaire enragée" (2). Il est intéressant de noter que dans ce même article vous conseillez à la CSN de "vaincre *politiquement*" (EN LUTTE! et les autres qui s'opposent à la ligne de la CSN — n.d.l.r.) plutôt que "d'encourager un retour au McCarthysme, cette plaie du mouvement syndical jusqu'à voilà à peine dix ans".

Pourtant, EN LUTTE! vous enjoignait de faire exactement cela en vous invitant à *participer* à la Conférence sur le programme. C'est exactement ce que nous vous demandons de faire quand nous vous encourageons à présenter une critique sérieuse du *Projet de programme pour le parti prolétarien canadien* qu'EN LUTTE! vous a fait parvenir, car seule une telle critique vous permettrait de démontrer *politiquement* et *publiquement* pourquoi vous affirmez que ce programme ne défend pas les intérêts du prolétariat, ne va pas, de façon générale, dans le sens du progrès social; une telle critique vous permettrait de défendre ouvertement vos positions politiques et de vous démarquer clairement des nôtres; une telle critique permettrait au moins de mettre un terme à vos critiques sans fondements de notre ligne et de notre pratique.

Si nous vous demandons cela, c'est parce que, malgré que vous ayez dénoncé "l'anticommunisme" de René Lévesque dans ses sorties contre les "termites", celui de Jacques Benoît dans sa série sur "l'extrême-gauche" publiée par La Presse l'an dernier, et celui de l'exécutif de la CSN lors de son congrès de mai 77 (3), donc, malgré toutes ces dénonciations, votre revue développe objectivement l'anticommunisme. Si vous êtes convaincus que nous sommes "désespérément sectaires et doctrinaires, pour ne pas en dire plus long", si vous avez l'intention de briser avec la tradition anticommuniste et le journalisme jaune, ces activités chéries de la bourgeoisie, si vous respectez le moindrement l'intelligence de vos lecteurs, alors le moins que vous puissiez faire, c'est de leur fournir des faits pour appuyer vos affirmations.

Jusqu'à maintenant, *Canadian Dimension* s'est contenté de répandre des calomnies dans le genre du "sectarisme enragé" sans les prouver par des faits. Quel meilleur exemple de sectarisme que de lancer ce genre "d'étiquette" en refusant de l'expliquer et de l'appuyer par des faits concrets. Cette méthode qui consiste à discréditer les communistes ne peut que nourrir l'anticommunisme que la bourgeoisie encourage largement, surtout en temps de crise comme aujourd'hui, afin de préserver ses profits menacés en réprimant encore plus sauvagement la classe ouvrière.

Votre silence méprisant et votre refus d'appuyer vos accusations sur les faits se cachent en grande partie sous l'allusion que vous faites en ces termes: "pour ne pas en dire plus long", que *Canadian Dimension* se garde bien d'expliquer. Le "plus long" que vous ne voulez pas élaborer, c'est en fait votre opposition de A à Z au contenu du programme de la révolution prolétarienne au Canada que vous n'osez pas affirmer ouvertement.

Selon *Canadian Dimension*, le Canada est une "colonie" (4) ou une "économie satellite, une économie de succursales" (branch-plant resource satellite economy) (5). Cette analyse refuse de reconnaître la nature impérialiste et réactionnaire de la bourgeoisie canadienne et de son appareil d'Etat, en prétendant plutôt qu'ils sont complètement soumis à l'impérialisme américain. Une telle analyse ne sert qu'à justifier une politique nationaliste de renforcement de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie canadienne contre le "pouvoir corporatiste" (et, bien sûr, "étranger"):

"Le mouvement syndical devrait élaborer une alternative au contrôle des salaires. Nous avons besoin d'un plan économique et social détaillé qui démontrerait comment arriver à garantir le plein emploi et à stabiliser les prix; comment rediviser les revenus; comment décentraliser et renforcer l'industrialisation, etc., etc. Ce plan devrait être élaboré en

partant du principe de la guerre idéologique contre le pouvoir corporatiste" (6).

Canadian Dimension dénonce fréquement la social-démocratie, et particulièrement le NPD et leur "capitalisme à face humaine", mais sa "nouvelle stratégie industrielle" ne diffère absolument pas de celle que défendent Broadbent, McDermott et compagnie. En effet, tous ces soi-disant amis de la classe ouvrière défendent le renforcement de l'industrie canadienne (c'est-à-dire, de la bourgeoisie canadienne) et du rôle de l'Etat grâce essentiellement à une stratégie de "planification économique". En fait, ces faux amis ne cherchent qu'à détourner la classe ouvrière de son rôle historique et révolutionnaire: détruire l'Etat bourgeois, exproprier la bourgeoisie, instaurer le socialisme et exercer sa dictature sur la bourgeoisie afin d'en arriver à progressivement éliminer toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Or, ces deux éléments, la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, sont au coeur du *Projet de programme* mis de l'avant par EN LUTTE!.

Quelle position *Canadian Dimension* défend-il en pratique sur ces deux questions? En avril 1977 à Toronto, lors de la conférence "Participation and Power", Cy Gonick, rédacteur en chef de *Canadian Dimension*, a déclaré:

"La réponse au niveau de l'Etat ne peut résider que dans une république démocratique ouvrière, qu'en travaillant au sein du système politique pour en arriver à une situation où l'Etat se *transformera* en un Etat ouvrier... Ce processus sera long et difficile et il faut s'assurer, en tant que travailleurs, que nous avons l'outil politique nécessaire pour y arriver, parce que nous avons définitivement besoin d'un tel outil. Le mouvement syndical en lui-même ne peut nous servir d'outil politique, quoiqu'il peut cependant en être une composante importante. Je ne crois pas qu'il y ait de raccourci pour y arriver ou de nouvelles solutions. Je crois qu'il s'agit plutôt de s'en tenir à la vieille solution de bâtir notre force politique au pays, d'élargir notre base sociale et de nous lancer dans la mêlée pour le pouvoir d'Etat en respectant *le processus démocratique*" (nous soulignons — n.d.l.r.) (7).

Oui, contrairement à vous, Cy Gonick et vos amis de *Canadian Dimension*, EN LUTTE! a en effet toujours défendu une politique sectaire à... l'égard de *la bourgeoisie*! Nous avons toujours lutté pour détruire toutes les illusions réformistes qui mèneraient à croire que la classe ouvrière canadienne peut arriver à débarrasser la société de toute exploitation "en respectant le processus démocratique" ou que l'Etat se "transformera en un Etat ouvrier" sans révolution violente.

Alors que *Canadian Dimension* proclame que "le mouvement ouvrier devra appeler à la transformation du système capitaliste en système socialiste" (8), notre programme, se basant sur une analyse scientifique de l'expérience historique de la lutte de classes, affirme que même si tous les sociaux-démocrates (qu'ils soient à gauche ou à droite de *Canadian Dimension*) s'époumonaient à "appeler" la bourgeoisie canadienne, celle-ci ne rendra pas les armes paisiblement en acceptant son propre anéantissement. Voilà pourquoi vous vous êtes bien gardés de critiquer ouvertement le *Projet de programme*. Votre silence n'a rien à voir avec la peur d'être contaminé par le "sectarisme" d'EN LUTTE!

En conclusion, *Canadian Dimension* sert objectivement de véhicule à une rhétorique radicale qui prône le renforcement de la bourgeoisie et de son Etat, qui diffuse des illusions réformistes dans la classe ouvrière et discrédite les communistes. Il ne faut donc pas se surprendre lorsqu'Eric Kierans et d'autres porte-parole notoires du capitalisme au Canada reconnaissent ouvertement "l'utilité" du travail de *Canadian Dimension* (9). Il ne faut pas non plus se surprendre de voir *Canadian Dimension* publier cette reconnaissance d'un porte-parole de la classe capitaliste canadienne.

Mais il y a peut-être quelque chose qu'il faudrait vous expliquer... Le prolétariat canadien refusera bientôt d'écouter les vieilles "rengaines" de ceux qui se prétendent ses vieux "amis". Réveillez-vous! C'est le chant de la révolution qui grandit au Canada.

EN LUTTE!

---

(1) Lettre de *Canadian Dimension*, 1978
(2) *Canadian Dimension*, vol. 12, no 4-5 (sept. 77)
(3) idem
(4) *Canadian Dimension*, vol. 10, no 1, p. 4
(5) idem, vol. 12, no 4-5, p. 3
(6) idem, vol. 11, no 8, p. 4
(7) *Participation and Power Conference*, Ryerson Polytechnical Institute, Toronto, 15-17 avril 1977, p. 129
(8) *Canadian Dimension*, vol. 12, no 3, p. 25
(9) idem, vol. 13, no 1, endos de la page couverture.

La dictature et la démocratie sous le socialisme

En Chine, les événements se déroulent à une vitesse accélérée. On a l'impression d'une marée qui reflue après de longues années de contrainte. Chaque nouvelle mesure adoptée par les dirigeants actuels du Parti et de l'Etat chinois, et le rythme de ces "innovations", confirment toujours davantage que nous sommes en présence d'un plan mûrement réfléchi. La nouvelle politique est l'application d'une ligne et d'un programme cohérents, dont l'ampleur est sans commune mesure avec la correction de quelques erreurs. Nous assistons à un tournant radical et fondamental auquel n'échappe aucun aspect de la vie du peuple chinois.

Mais, plus encore que le nombre et la vitesse des changements, ce qui doit nous préoccuper, ce sont leur nature et le but qu'ils visent. Ces changements se caractérisent principalement par un affaiblissement de la dictature du prolétariat. Que ce soit dans l'école, dans l'organisation de l'Etat, dans l'organisation du travail et du contrôle de la production, dans le rapport entre le travail intellectuel et manuel, ces changements ont une chose en commun: ils affaiblissent la direction de la classe ouvrière et de son Parti sur la vie du peuple chinois.

Les événements de Chine ne sont pas, et de loin, un cas unique ou nouveau dans l'histoire du mouvement communiste international. Leurs idées maîtresses, Teng Siao-ping et Houa Kouo-feng les ont puisées dans l'héritage du révisionnisme légué par les Kautsky, Khrouchtchev, Tito, Brejnev, Browder et cie, héritage que revendiquent aussi les renégats des partis révisionnistes européens tels Marchais, Berlinger et Carrillo. Cet héritage a pour pièce maîtresse l'abandon de la dictature du prolétariat et la négation de la voie de la Révolution d'Octobre: la voie du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de la machine de l'Etat bourgeois, de l'établissement de la dictature du prolétariat et de son renforcement continu durant toute la période du socialisme, jusqu'au communisme.

Pour voir clair dans la situation actuelle et pour nous armer contre le révisionnisme, nous devons absolument comprendre la nature et les racines historiques des thèses qui font leur apparition à la tête du Parti et de l'Etat chinois. Cette démarche implique nécessairement que nous comprenions en quoi les thèses révisionnistes sont un abandon des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, et comment cet abandon conduit au sabotage de la révolution prolétarienne.

Ce retour critique sur l'histoire du mouvement communiste international montre que les ravages idéologiques du révisionnisme sont plus imposants qu'on serait tenté de le croire. Il montre en particulier que la démarcation et la rupture avec le révisionnisme impliquent beaucoup plus qu'une simple condamnation des représentants les plus évidents de cette trahison. Nous verrons que cette démarche implique un examen critique aussi de certaines thèses et orientations toujours présentes dans le mouvement marxiste-léniniste, en particulier concernant le rapport entre les tâches démocratiques et la révolution socialiste dans les différents pays.

Si les traîtres à la cause du socialisme prennent tant de détours et dépensent tant d'énergies à rejeter la dictature du prolétariat, ce n'est pas un hasard. Pour faire avorter la révolution, pour la liquider là où elle a vaincu, il faut extirper de la conscience des masses ce qui en constitue l'essence révolutionnaire. Pour cela, il faut abandonner la dictature du prolétariat. Mais inversement, si l'on veut faire la révolution, si l'on veut la préserver là où elle a vaincu, il faut placer la dictature du prolétariat au centre de ses préoccupations.

prolétarienne

Sous le couvert de la "démocratie" et des particularités nationales, les révisionnistes trahissent le socialisme

Les révisionnistes sont passés maîtres dans l'art de brouiller le rapport entre les tâches démocratiques et les tâches révolutionnaires, et de faire passer le nationalisme pour une application "créatrice" du marxisme-léninisme.

Parce que le socialisme est, effectivement, pour les larges masses travailleuses, une extension considérable de la démocratie, les révisionnistes en concluent que le socialisme surviendra par suite d'une extension progressive de la démocratie bourgeoise, de la démocratie telle qu'elle est vécue dans le cadre de la domination du capital. Quand les révisionnistes français et italiens déclarent ensemble que *"le socialisme constituera un stade supérieur de la démocratie et de la liberté, la démocratie poussée 'jusqu'au bout' (1)"*,, ils entendent par là que le socialisme sera le résultat, non pas du renversement de la bourgeoisie, mais d'une évolution continue de la démocratie sous le règne du capitalisme. D'où il découle, pour eux, que la révolution et la dictature du prolétariat ne sont plus nécessaires.

C'est cette ligne stratégique qui amena les communistes français à donner le pouvoir politique à la bourgeoisie après la Deuxième Guerre mondiale, sous prétexte qu'il fallait rétablir la démocratie en France, sous prétexte qu'après la défaite du fascisme devait nécessairement suivre une période "démocratique". Comme si le socialisme ne pouvait être instauré qu'après un développement complet de la démocratie bourgeoise.

Il en va de même de la fameuse "voie nationale" vers le socialisme. Sous prétexte que chaque pays parviendrait au socialisme selon ses particularités concrètes, ce qui n'est pas faux, les révisionnistes arrivent à la conclusion qu'il n'y a plus rien d'universel, qu'il n'y a plus de principes ni de lois valables pour tous les pays. Aussi présentent-ils la voie de la Révolution d'Octobre et de la dictature du prolétariat comme une particularité de la révolution russe. C'est ce que disait Tito avant son expulsion du mouvement communiste international, et c'est ce que nous disent aujourd'hui les "eurocommunistes" et les nouveaux dirigeants du Parti communiste chinois.

Une orientation stratégique contre-révolutionnaire

Ce n'est pas d'hier que les révisionnistes invoquent la "démocratie" et la "nation" pour étouffer la lutte révolutionnaire. C'est au nom de ces "valeurs" que les sociaux-démocrates de la IIe Internationale ont abandonné la lutte révolutionnaire pour celle de la rénovation "démocratique" et de "l'indépendance nationale". Derrière la condamnation de la dictature du prolétariat en Russie, par K. Kautsky, le chef de la social-démocratie de l'époque, se cachait l'idée que le socialisme peut très bien se réaliser dans le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise. Le fait que les sociaux-démocrates allemands aient à cette époque accepté d'entrer au gouvernement, qu'ils aient appuyé la bourgeoisie impérialiste de leur pays dans la guerre impérialiste réactionnaire, et qu'ils aient contribué à étouffer la révolution allemande dans le sang, tout cela montre où conduit la conception stratégique du révisionnisme. C'est une conception qui érige une muraille entre les tâches démocratiques et la révolution pour renverser la bourgeoisie, d'une part, et qui prétend que le socialisme doit attendre que soient réalisées toutes les réformes démocratiques qu'**en principe** il est possible de réaliser dans le cadre de la démocratie bourgeoise, d'autre part. Or l'expérience de la révolution dans tous les pays montre au contraire que c'est **par la révolution, après le renversement de la bourgeoisie** et **grâce à l'instauration de la dictature du prolétariat** que les masses travailleuses peuvent accéder à une réelle et large démocratie.

On doit se demander évidemment pourquoi les révisionnistes parviennent à tromper les masses sur cette question fondamentale. Cela tient au fait que dans la très grande majorité des cas, sinon dans tous les cas, la révolution socialiste est précédée de combats politiques à caractère démocratique, pour obtenir les droits démocratiques, pour les rétablir là où ils ont été abolis ou pour les préserver là où ils sont menacés. L'ampleur et la durée de la lutte démocratique avant le renversement de la bourgeoisie sont déterminées par la situation concrète de chaque pays, par le degré de maturité idéologique et organisationnelle des masses travailleuses et par la force relative de l'ennemi de classe. Les marxistes-léninistes n'ont jamais nié que les luttes démocratiques

préparent le terrain de la révolution, en ce qu'elles permettent de rassembler les forces révolutionnaires et de les organiser le plus librement et le plus largement possible. Ils n'ont jamais nié non plus que dans certaines circonstances, la lutte démocratique occupe la place principale dans la **tactique** révolutionnaire, là où, par exemple, n'existe pas la liberté politique. Mais jamais les marxistes-léninistes n'ont dit qu'il existait une loi générale selon laquelle il faut parfaire la démocratie bourgeoise "jusqu'au bout" et qu'à cela correspond nécessairement une forme d'Etat qui ne soit ni la dictature du prolétariat, ni la dictature de la bourgeoisie. Pour les marxistes-léninistes, la démocratie est une question de classe, une forme particulière de domination de classe, et **partout où la bourgeoisie est au pouvoir**, la tâche centrale du prolétariat est de la renverser et de construire le socialisme, peu importe la maturité et le degré de développement des formes démocratiques du régime bourgeois.

Il en va autrement pour les révisionnistes. Pour eux, les tâches démocratiques sont en tout temps déterminantes, elles sont le fondement stratégique de la lutte de classe du prolétariat. Pour eux ces tâches ne sont pas subordonnées à la lutte révolutionnaire pour le socialisme; c'est la lutte pour le socialisme qui est plutôt subordonnée à la lutte démocratique. A l'époque de la Révolution d'Octobre, cela prenait la forme d'une condamnation de la révolution et du refus de dissoudre les institutions parlementaires instaurées par la bourgeoisie russe. Il n'aurait pas fallu, selon les révisionnistes de l'époque, que le prolétariat dissolve l'assemblée constituante, sous prétexte que cette institution était le résultat normal, "inévitable" de la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, que c'était là une **étape** historique nécessaire à la révolution. Or, à cette même époque, le prolétariat et la paysannerie étaient prêts à renverser la bourgeoisie, ils avaient les forces et la conscience pour le faire; ne pas agir ainsi aurait été remettre le pouvoir à la bourgeoisie sur un plat d'argent. A cela, Lénine répondit:

> *"la révolution bourgeoise, ou démocratique bourgeoise, est terminée en Russie" (2)*

Donc, dès que fut achevée la révolution démocratique bourgeoise, quelques mois après **février 1917** et la prise du pouvoir par la bourgeoisie, la tâche de l'heure n'était pas de "parfaire" la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la domination de la bourgeoisie sur les masses travailleuses, mais bien d'organiser son renversement, d'organiser la Révolution d'Octobre 1917. C'est encore cette leçon fondamentale de la première révolution prolétarienne victorieuse que tentent de nier tous les révisionnistes.

A l'époque de la Deuxième Guerre mondiale et des années qui suivirent, la thèse révisionniste de la "préservation" et de "l'extension" de la démocratie bourgeoise fut de nouveau invoquée pour saboter la lutte révolutionnaire du prolétariat et de ses alliés contre la bourgeoisie. On invoqua alors la nécessité de détruire le fascisme pour limiter la lutte du prolétariat à l'horizon de la lutte démocratique. On substitua à la **tactique** de la lutte antifasciste une **stratégie** de collaboration de classes et de liquidation de la lutte révolutionnaire **au nom de la démocratie**. C'est sans doute chez Earl Browder, dirigeant du Parti communiste des USA que l'on trouve l'expression la plus "pure" de cette ligne stratégique. Voici ce qu'il disait en 1944:

> *"Nous savons très bien que l'Amérique dirigée par Roosevelt est une Amérique capitaliste, et que c'est la tâche de Roosevelt, entre autres, de maintenir cette situation. Nous savons que seuls de grands désastres dans notre pays pourraient, dans un avenir prévisible, transformer cette perspective capitaliste en une perspective socialiste dans notre pays. (...)*
>
> *Nous ne voulons pas le désastre pour l'Amérique, même si le socialisme devait en résulter. (...)*
>
> *Nous voulons que l'économie de notre pays fonctionne pleinement, nous voulons une économie capable d'alimenter un marché considérablement étendu pour guérir les blessures du monde, un marché national plus grand reflétant une augmentation du niveau de vie ici, et un règlement ordonné, coopératif et démocratique des rapports de classes dans le pays, tout cela dans le cadre d'une unité nationale permanente qui réduira et éventuellement éliminera les grandes luttes internes dans notre pays." (3)*

Et pour prouver à la bourgeoisie jusqu'à quel point il était "sincère", Browder affirmait, dans le même discours:

> *"nous sommes allés jusqu'à dissoudre le Parti communiste lui-même pour une période indéfinie..." (4)*

Quelle différence y a-t-il entre cela et la stratégie actuelle des "eurocommunistes", axée entièrement sur les tâches "démocratiques"? Aucune. Dans les deux cas on abandonne la révolution et la dictature du prolétariat au nom de la démocratie et de l'intérêt national, indépendamment de la question de savoir **quelle classe est au pouvoir** et à qui profite en premier lieu **cette** démocratie.

Derrière toute cette question des rapports entre la démocratie et la révolution, entre les tâches démocratiques et les tâches révolutionnaires socialistes, se trouve la question plus fondamentale de la conception de la démocratie et des rapports entre démocratie et dictature dans une société de classes. La stratégie révisionniste repose sur des conceptions théoriques erronées qui rejettent les thèses fondamentales du marxisme-léninisme. Elle en vient à présenter la démocratie en dehors des rapports de classes et de la domination d'une classe sur une autre. Pour les révisionnistes, la démocratie est une valeur abstraite, neutre, au-dessus des classes. Ils ne voient pas que la dictature de classe de la bourgeoisie prend la forme de la démocratie bourgeoise, et que la démocratie pour les masses travailleuses implique nécessairement la limitation et la négation de la démocratie pour les classes exploiteuses. Pour les révisionnistes, ou bien il y a la démocratie, ou bien il y a la dictature. La réalité se bornerait à cela.

Démocratie ET dictature, ou "démocratie OU dictature"?

C'est toujours en effet au nom de la démocratie "en général" que les révisionnistes attaquent la dictature du prolétariat. Pour eux la démocratie exclut la dictature, un point c'est tout. Pour eux, il n'y aurait pas de différence entre la dictature d'un individu et la dictature d'une classe, ni entre la dictature fasciste de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Voyons un peu comment ils présentent les choses.

Dans son rapport au XXIIe congrès du PCF, Georges Marchais, Secrétaire général de ce parti, affirme:

> *"Le pouvoir qui conduira la transformation socialiste de la société sera le pouvoir de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs, manuels et intellectuels, de la ville et de la campagne, c'est-à-dire de la grande majorité du peuple.*
>
> *... Ce pouvoir se constituera et agira sur la base des choix librement exprimés par le suffrage universel, et aura pour tâche de réaliser la démocratisation la plus poussée de toute la vie économique, sociale et politique du pays.*
>
> *Contrairement à tout ceci, la "dictature" évoque automatiquement les régimes fascistes de Hitler,*

Mussolini, Salazar et Franco, c'est-à-dire la négation même de la démocratie. Ce n'est pas ce que nous voulons." (5)

Il faut méditer ce passage. Il faut l'apprendre par coeur et le garder en tête à tout moment, car il résume **l'essence de tout point de vue révisionniste sur la dictature du prolétariat et sur la démocratie**.

En quelques lignes, Georges Marchais et son Parti rangent Lénine, Marx, Engels et Staline au même niveau que Hitler, Mussolini, Salazar et Franco. Et ils ont le culot ensuite d'affirmer:

"Sur quoi nous fondons-nous pour définir notre position dans cette question? Nous nous fondons sur les principes du socialisme scientifique élaborés par Marx, Engels, Lénine". (6)

Il s'agit sûrement d'un autre Marx que celui qui affirmait, en 1852:

"La lutte des classes **conduit** *nécessairement à la* **dictature du prolétariat***" et "cette dictature elle-même ne constitue que la transition à* **l'abolition de toutes les classes** *et à une* **société sans classes".** *(7)*

Il s'agit aussi certainement d'un autre Lénine que celui qui écrivait, dans **"Etat et la révolution**:

"Celui-là seul est un marxiste qui **étend** *la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la* **dictature du prolétariat***". (8)*

Il est évident que la ligne politique du PCF n'a plus rien à voir avec Marx, ni Engels, ni Lénine.

Dans le passage cité, Georges Marchais affirme trois choses:

1) le socialisme que nous voulons sera le pouvoir de la majorité, **donc pas besoin de la dictature**;
2) ce pouvoir ne sera pas imposé à la majorité, mais sera un choix "librement" exprimé, **donc pas besoin de la dictature du prolétariat;**
3) la "dictature" est la négation de la "démocratie", la dictature, c'est Hitler et Mussolini — or nous voulons la démocratie; **donc nous sommes contre la dictature du prolétariat.**

Le tour de passe-passe qui consiste à identifier le mot dictature au fascisme est tellement grossier qu'il ne vaut pas la peine d'y accorder tellement de place ici. Rappelons que c'est l'argument préféré des contre-révolutionnaires notoires, des démocrates bourgeois et des anticommunistes enragés. Que le PCF soit descendu aussi bas que les boss syndicaux les plus crapuleux de l'AFL-CIO ne devrait pas nous étonner. Cet argument grossier s'il en est veut nier que la dictature de classe est le propre de tout Etat. Il veut masquer ce fait qu'**il peut exister** une chose telle que **la dictature de la majorité**.

C'est d'ailleurs en identifiant faussement **pouvoir de la majorité** à **démocratie** que les révisionnistes commettent une autre erreur antimarxiste. Cette idée absurde laisse entendre que si la majorité du peuple décide de liquider la propriété privée des moyens de production, la minorité possédante n'aura d'autre choix que de s'y conformer. Les faits ont prouvé que cette minorité n'est pas réduite à cela, bien au contraire. Elle a encore la possibilité de recourir à son armée, à sa police, à ses lois et à la constitution du pays pour renverser le pouvoir populaire. Et c'est ce qu'elle fait toujours.

Selon Georges Marchais, qui exprime ici, ne l'oublions pas, les idées fondamentales du révisionnisme, le PCF rejette la dictature du prolétariat parce que le pouvoir dont il se réclame ne sera pas celui du prolétariat **seulement**, mais de tous les travailleurs "manuels et intellectuels" de la ville et de la campagne, "c'est-à-dire de la grande majorité du peuple".

Ici, monsieur Marchais commet deux erreurs — ou plutôt s'adonne à deux déformations du marxisme et de la vérité historique.

La première déformation concerne la définition du prolétariat et la classe ouvrière. La thèse de Marchais est la suivante:

"Quant au prolétariat, il évoque aujourd'hui le noyau, le coeur de la classe ouvrière. Si son rôle est essentiel, il ne représente pas la totalité de celle-ci, et à plus forte raison l'ensemble des travailleurs dont le pouvoir socialiste que nous envisageons sera l'émanation". (9)

D'un côté Marchais réduit le prolétariat à un groupe **minoritaire** à l'intérieur de la classe ouvrière. D'où sort-il cette trouvaille ? On ne le sait pas trop. Mais ça sert son propos. Et en bon "politicien", Marchais utilise n'importe quel argument démagogique pour faire passer sa salade électorale. (*)

La réalité, c'est que la grande majorité de ceux qui sont exclus du prolétariat pour le PCF en font partie. Le prolétariat n'est pas **une minorité** à l'intérieur de la classe ouvrière. Le prolétariat, **c'est** la classe ouvrière.

Dans la même logique, Marchais insinue que la **dictature du prolétariat,** c'est un pouvoir qui ne peut "représenter" les intérêts de la masse des travailleurs non-prolétariens ou semi-prolétariens. Cette affirmation à peine voilée est une contre-vérité historique flagrante. Elle nie que le prolétariat, qu'importe son importance numérique, est le représentant authentique de toutes les masses laborieuses opprimées sous le capitalisme. Cette affirmation révisionniste nie ce fait historique qu'en Russie, et dans tous les pays où a triomphé la révolution prolétarienne jusqu'à date, la dictature du prolétariat, en plus d'être la dictature d'une seule classe, était aussi une "forme particulière d'alliance de classe", comme l'a expliqué Lénine. Laissons-lui la parole:

"La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite-bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le capital, alliance visant au renversement complet du capital, à l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, à l'édification et à la consolidation définitive du socialisme". (10)

Donc, la dictature du prolétariat n'est pas incompatible, loin de là, avec l'alliance du prolétariat avec d'autres classes ou couches non-prolétariennes qui subissent l'oppression capitaliste, et à plus forte raison dans les pays où celles-ci constituent la majorité de la population.

Le PCF a sombré si profondément dans l'opportunisme le plus abject qu'il nie tous les fondements de la théorie marxiste de la lutte des classes et de l'aboutissement inévitable de cette lutte dans la dictature du prolétariat. Dire, comme le fait Marchais, que le prolétariat ne "représente pas" l'écrasante majorité des masses laborieuses est la négation de cette vérité que le prolétariat représente l'avenir de tout le peuple travailleur; qu'en s'emparant du pouvoir **pour lui-même**, il réalise en même temps les conditions d'émancipation de toutes les masses laborieuses.

Prenons un exemple, un seul, parmi le très grand nombre de faits issus de l'expérience révolutionnaire depuis 1917. Prenons l'exemple de l'alliance du prolétariat avec la paysannerie en Russie. Sans cette alliance, il eut été impossible de vaincre la bourgeoisie, les monarchistes russes et européens et les armées impérialistes dépêchées en Russie pour étouffer

---

(*) Pour une analyse de la déformation de la théorie marxiste-léniniste du prolétariat, voir notre article *Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout*, **dans UNITÉ PROLÉTARIENNE, vol. 2, no 6, (no 12), pp. 20-3**

Une fois au pouvoir, le prolétariat dirigé par son parti s'emploiera par le moyen de son Etat et s'appuyant sur le peuple en armes à détruire les bases matérielles et idéologiques du pouvoir bourgeois antérieur et à édifier celles de la société socialiste. Les contradictions avec les ennemis de la révolution seront réglées par la force alors que les contradictions au sein du peuple le seront par la persuasion. Dans ce but,

a) **il procèdera à l'expropriation de la bourgeoisie locale et étrangère, en commençant par les grandes entreprises capitalistes d'extraction, agricoles, manufacturières, commerciales, de transport et bancaires et la propriété foncière capitaliste. Il instaurera un régime socialiste où se retrouvent deux formes de propriété, la propriété socialiste, c'est-à-dire la propriété des travailleurs contrôlée par l'Etat, particulièrement dans le cas des banques et des grands monopoles industriels, et la propriété collective, c'est-à-dire la propriété de ceux qui travaillent dans l'entreprise concernée, en particulier à la campagne;**

b) **il assurera le passage des rapports capitalistes d'exploitation à des rapports sociaux sans exploitation de l'homme par l'homme et de collaboration dans la production des biens et services nécessaires à la collectivité par la participation la plus large des masses à la direction de toutes les activités politiques, économiques, sociales, éducatives et culturelles et à la lutte contre l'idéologie bourgeoise;**

c) **il adoptera une constitution et un droit qui assurent la dictature sur la bourgeoisie et la démocratie pour le peuple, l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes et entre les diverses couches du peuple, l'égalité absolue des nations, des minorités et des langues nationales, y inclus le droit à l'autodétermination et à la sécession pour la nation québécoise et à certaines formes d'autonomie pour les minorités nationales, suivant le choix démocratique des populations concernées (Article 11 du Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien).**

la révolution. Sans cette alliance, il eut été impossible aussi d'établir la domination politique, ou hégémonie politique du prolétariat — c'est-à-dire la dictature de la classe des ouvriers. Dans les conditions de la Russie de cette époque, la dictature du prolétariat, sa direction politique, ne pouvait se réaliser que sous la forme d'une alliance de classe (avec la paysannerie d'abord). En établissant son hégémonie politique, le prolétariat créa des conditions pour l'émancipation de la paysannerie russe. Or cette émancipation n'était pas encore de type socialiste. Donner la jouissance de la terre aux paysans travailleurs, donc maintenir et même étendre la petite production marchande à la campagne n'était pas ce qui intéressait l'objectif de classe du prolétariat: la socialisation de tous les moyens de production et d'échange. Mais dans les conditions de la Russie de l'époque, cette mesure scella l'alliance avec la paysannerie, consolida le prestige et la direction politiques du prolétariat et créa des conditions pour entreprendre l'édification du socialisme.

Cet exemple, parmi tant d'autres, montre qu'en prenant le pouvoir politique, le prolétariat est la seule classe capable de conduire l'ensemble des masses laborieuses non-prolétariennes à leur libération. En réalisant son objectif propre en tant que classe: **abattre la bourgeoisie et abolir l'exploitation de l'homme par l'homme,** le prolétariat brise les entraves à l'émancipation de tous les travailleurs.

Voilà ce que les révisionnistes ont complètement déformé par leur révision de la théorie et de la pratique révolutionnaires du marxisme-léninisme. Au point de vue théorique, leur erreur, ou leur trahison, consiste à nier le rôle dirigeant du prolétariat et la nécessité de l'hégémonie politique du prolétariat pour réaliser l'émancipation de tous les opprimés. C'est la négation totale du fait qu'à chaque époque historique, l'avenir de toute la société est incarnée dans les intérêts d'une classe particulière qui, en s'émancipant, crée des conditions pour l'émancipation supérieure de tous.

Le troisième argument du révisionnisme affirme que la dictature étant la "négation de la démocratie", il est contre toute dictature et pour la démocratie. Dans cet "argument" sont contenues deux affirmations:

1) sous la dictature du prolétariat, il n'y aurait de démocratie pour personne et la dictature sur tous;
2) la démocratie, c'est nécessairement la démocratie pour tous, sans distinction de classes.

Nous n'examinerons pas ici, tout de suite, la première affirmation. Elle soulève des questions dont l'importance est telle qu'il faut lui consacrer un développement spécial dans cet article. Retenons seulement ici que les révisionnistes sont bornés au point de ne pas voir que la classe qui exerce sa dictature, et ses alliés, ne se soumettent pas eux-mêmes à cette dictature, que cette dictature n'est pas dirigée contre le prolétariat et les masses travailleuses non-prolétariennes, mais bien contre le capital, contre la bourgeoisie. Le révisionnisme affirme avec tout le sérieux du monde que la dictature du prolétariat, c'est la dictature **sur** le prolétariat. Pourquoi? Mais, voyons... parce que la "dictature c'est la négation de la démocratie! " C'est pourtant "clair" comme de l'eau de source! Nous y reviendrons dans la troisième partie de cet article.

Revenons pour le moment à la deuxième affirmation, selon laquelle **la démocratie est nécessairement la démocratie pour tous.** Si tel est le cas, alors la démocratie actuelle, sous le règne de la bourgeoisie, n'est qu'une démocratie "imparfaite", et c'est en cela qu'elle ne satisfait pas entièrement les intérêts des masses laborieuses. En conséquence, la tâche est d'étendre cette démocratie, de la parfaire, de la "purifier". C'est là la perspective stratégique des révisionnistes. Ainsi, on veut "démocratiser l'armée", la police, et tous les appareils d'Etat, comme l'affirme le Parti communiste canadien dans son programme. Le PCF affirme en plus qu'il veut *"la démocratisation la plus poussée de toute la vie économique"*, ainsi qu'on peut le lire dans le passage cité plus haut. Quand à son petit frère, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, partisan de la "théorie des trois mondes", il voulait dans son projet de programme remplacer la Constitution gaulliste de 1958 par une *"constitution populaire"*, plus démocratique (11).

Que la démocratie bourgeoise soit **l'égalité formelle** recouvrant une multitude **d'inégalités de fait** a échappé à Georges Marchais et cie. Donnons un exemple simple, pour illustrer cela — les choses compliquées étant au-dessus des capacités théoriques des révisionnistes depuis qu'ils ont abandonné la science du marxisme-léninisme. En régime démocratique bourgeois existe le **droit** à l'activité politique. Tout "citoyen" peut s'engager dans l'action politique et participer à la vie politique du pays, aucune loi ne s'oppose à cela. Mais qui, en fait, possède les conditions **matérielles** de cette "participation"? Qui peut utiliser les centaines de journaux du pays? Qui peut noliser des avions et des trains pour se déplacer dans le pays? Qui peut disposer du temps d'antenne à la télévision et à la radio? Qui peut louer les hôtels luxueux dans lesquels les politiciens organisent leurs meetings à $50.00 du couvert? Qui dispose du temps nécessaire pour suivre de près l'activité politique? Ce n'est pas l'ouvrier qui s'éreinte à l'usine. Ce ne sont pas les familles ouvrières qui disposent d'un revenu de subsistance. La vie politique, c'est le fait de ceux qui jouissent des privilèges économiques que leur confère le capital et l'exploitation du travail d'autrui. Prenez n'importe quel droit démocratique bourgeois et vous constaterez la même chose. Lorsque des droits démocratiques ont été concédés au prolétariat, ce sont les conditions matérielles qui font que certains "citoyens" (une minorité) sont **plus "égaux" en fait** que la majorité. Sans mentionner les multiples occasions que s'offre la bourgeoisie de restreindre et de supprimer les droits démocratiques au nom... de la démocratie, de **sa** démocratie. Car la négation des droits démocratiques les plus fondamentaux est une caractéristique dominante de l'époque de l'impérialisme, une caractéristique qui ne pourra aller qu'en s'accentuant tant que subsisteront l'ordre bourgeois et le capitalisme.

En ce qui concerne "la démocratisation la plus poussée de toute la vie économique", c'est une formule vide de sens sous le régime de la propriété privée des moyens de production. Pour réaliser la démocratie à ce niveau, il faut poser un acte **purement** et **extrêmement antidémocratique**: il faut **abolir le droit** à la propriété privée des moyens de production. On est ainsi ramené au coeur du problème: pour réaliser la "démocratisation économique", c'est-à-dire une réelle jouissance des richesses sociales par les travailleurs, il faut poser un geste **dictatorial par excellence**, celui d'abolir le droit à la propriété privée des moyens de production. La démocratie pour la majorité passe par la dictature sur la minorité de possesseurs des moyens de production.

Le problème n'est donc pas, comme le prétendent les révisionnistes, y inclus les sociaux-démocrates, dictature **ou** démocratie, mais bien, dictature **et** démocratie. Voyons maintenant ce que cela veut dire pratiquement.

Classes, lutte de classes et dictature du prolétariat sous le socialisme

Dictature sur la minorité d'exploiteurs et démocratie pour les masses travailleuses. Telle est donc la caractéristique

fondamentale du régime politique du socialisme, c'est-à-dire de l'Etat sous le socialisme.

Mais pour comprendre toute la portée de cette thèse, encore faut-il comprendre les particularités du socialisme en tant que stade dans l'évolution des sociétés humaines. En d'autres mots, quelle est la place du socialisme dans l'histoire? On sait que ce n'est pas le capitalisme et que ce n'est pas encore le communisme, la société sans classes. Qu'est-ce donc que le socialisme?

Posé ainsi, le problème peut apparaître bien abstrait et bien schématique. La lutte contre le révisionnisme ne serait-elle qu'une bataille de définitions? Détrompez-vous. Au plan théorique, il s'agit d'un des principaux terrains de lutte entre le socialisme bourgeois et le socialisme prolétarien. C'est sur ce terrain que se posent les questions les plus fondamentales du programme révolutionnaire du prolétariat et de la voie de l'édification du socialisme. Ces questions, on peut les formuler ainsi: Qu'advient-il de la lutte de classes sous le socialisme? La dictature du prolétariat est-elle nécessaire durant toute la période du socialisme? Comment et sur quoi s'exerce la dictature du prolétariat?

L'histoire de la révolution socialiste, depuis 1917 en particulier, montre que les batailles les plus décisives contre le révisionnisme ont été menées autour de ces questions. Ainsi, alors que les communistes ont toujours soutenu que le socialisme est la période de transition entre le capitalisme et le communisme, il s'est trouvé et il se trouve encore des gens pour agrémenter cette conception scientifique de trouvailles du genre: entre le capitalisme et le socialisme s'étend une période de transition où le régime économique n'est ni le capitalisme, ni le socialisme, et où le régime politique n'est ni la dictature de la bourgeoisie, ni la dictature du prolétariat; cette période de transition ouvrirait la voie au socialisme dans la "paix" sociale et dans la "démocratie", donc sans dictature du prolétariat. En étudiant l'histoire et les programmes des partis révisionnistes, on est frappé par cette constance dans la volonté de retarder l'échéance du socialisme par l'introduction de toutes sortes de transitions qui ont toutes pour effet d'atténuer ou de nier la dictature du prolétariat.

A cet exemple, il faut ajouter celui de la théorie de l'atténuation de la lutte de classes sous le socialisme, par laquelle les révisionnistes tentent d'émousser la vigilance révolutionnaire du prolétariat. Dernièrement est apparue une nouvelle variante de ce courant, qui tend au même but, mais par une voie différente, notamment en réduisant le champ d'application de la dictature du prolétariat à certains domaines seulement. On retrouve ce courant dans les propos des nouveaux dirigeants du Parti communiste chinois et dans ceux de leurs propagandistes canadiens, c'est-à-dire de la Ligue communiste du Canada.

La place du socialisme dans l'histoire

Ainsi qu'on va le voir, la théorie marxiste-léniniste a depuis longtemps fourni une explication scientifique claire de ce problème. Mais on verra aussi que dans bien des pays, certains ont remis en question ces conclusions justes du marxisme, au point même de les rejeter totalement, comme le démontre l'expérience de la plupart des démocraties populaires d'Europe de l'Est, et comme est en train de le démontrer la pratique de la nouvelle direction du Parti communiste chinois. La théorie marxiste-léniniste se serait-elle montrée impuissante à indiquer la voie de la transformation révolutionnaire de la société? C'est la conclusion à laquelle sont parvenus les révisionnistes modernes, en particulier les "eurocommunistes". Un examen plus sérieux, à la fois de la théorie marxiste-léniniste et de l'histoire, montre plutôt le contraire: à savoir que la faillite de la conception révisionniste du socialisme s'explique par son abandon des principes et de la conception marxiste-léniniste du socialisme.

Pour situer le problème, il faut partir des conceptions actuelles des partis révisionnistes et remonter l'histoire, au moins jusqu'à l'époque de l'instauration des régimes de démocratie populaire dans les années 40-50, régimes qui, à cette époque, devaient presque tous sombrer dans le révisionnisme et rétablir le capitalisme, comme l'illustre l'exemple de la Yougoslavie de Tito. Cette démarche historique s'impose à qui veut expliquer la nature et les filiations historiques des positions actuelles dominantes à la tête du Parti communiste chinois.

Nous avons à maintes reprises dénoncé la théorie des étapes prônée par le Parti communiste canadien — cette théorie selon laquelle il faut une transition entre le capitalisme et le socialisme au Canada. Du point de vue politique, cette transition au socialisme prendrait la forme d'un gouvernement de transition démocratique vers le socialisme. Ce gouvernement saperait "pacifiquement" les assises économiques (nationalisations) et le pouvoir politique (démocratisation de l'Etat) de la bourgeoisie monopoliste. Cette période ouvrirait la voie à l'instauration pacifique du socialisme. Ainsi, affirme le PCC dans son programme:

> *"Ce gouvernement antimonopoliste ne sera pas encore un gouvernement socialiste. Il ne se proposera pas d'éliminer les droits à la propriété de la classe capitaliste toute entière, mais uniquement ceux des monopoles tant canadiens qu'américains. Un développement semblable ouvrira la porte au socialisme." (12)*

Les marxistes-léninistes n'ont jamais nié que la destruction des bases du capitalisme, la propriété privée des moyens de production, nécessite, selon la situation concrète des différents pays, toute une série de transitions et d'étapes qui doivent conduire à l'élimination complète du régime de propriété bourgeois. Les marxistes-léninistes n'ont jamais nié non plus que ce processus **commence** par la grande propriété capitaliste à la ville et à la campagne. Le propre du révisionnisme dans ce domaine, c'est de penser qu'à ces étapes de destruction des bases économiques du capitalisme correspond nécessairement une étape politique où l'Etat n'est ni la dictature du prolétariat, ni la dictature de la bourgeoisie. C'est ce qui explique que les révisionnistes nient la nécessité de la dictature du prolétariat. Qu'est-il advenu de la lutte des classes et de la résistance du capital à tout ce "processus démocratique" des révisionnistes? En théorie, ce n'est pas très clair. En pratique, on sait par contre, ainsi que nous l'apprend l'exemple du Chili, que cette "révolution" dans la légalité de la démocratie libérale bourgeoise laisse intacte les organismes vitaux de l'Etat bourgeois, lesquels ont vite fait d'invoquer la légitimité du pouvoir pour réprimer les forces populaires.

Ce serait accorder beaucoup de crédit aux théoriciens et chefs du parti révisionniste canadien que de leur attribuer la paternité de cette conception stratégique. En fait, ils sont les héritiers d'un courant dont on retrace les origines au cours des années 40. A cette époque aussi on parlait beaucoup de "transition du capitalisme au socialisme" sans dictature du prolétariat.

A cette époque, pour le moins confuse, existait toute une gamme de définitions de cette fameuse transition. Les extrêmes allaient de la définition des régimes de démocraties populaires comme simple forme de la démocratie bourgeoise, à celle d'une forme de la dictature du prolétariat. En voici quelques exemples.

Martin Horvat, membre du Comité central du Parti du travail de Hongrie, déclare en 1946:

"Etant donné que la démocratie populaire ne détruit pas

la propriété privée des moyens de production, elle peut être simplement considérée comme la forme la plus progressive de la démocratie bourgeoise (ou, plus exactement encore, comme sa seule forme progressive)." (13)

On retrouve ici cette idée que le socialisme peut résulter d'un élargissement progressif de la démocratie bourgeoise, et qu'à cela correspond un Etat qui ne soit ni la dictature du prolétariat, ni celle de la bourgeoisie.

La même année, soit en 1946, Gomulka, secrétaire du Parti ouvrier polonais, déclare:

"Notre démocratie comprend plusieurs éléments de démocratie socialiste et plusieurs autres de démocratie libérale bourgeoise de même que notre régime économique tient à la fois du régime socialiste et du régime capitaliste (...) Certains répètent à l'envie que le Parti Ouvrier Polonais tend à la dictature du prolétariat et qu'il se propose d'arriver au socialisme par les mêmes voies qu'avait suivies l'Union soviétique. Il est superflu de démontrer que ceux qui tiennent de tels propos ignorent (...) tout du marxisme..." (14)

A vrai dire, la démonstration aurait été bien instructive... A retenir ici, en particulier, l'adéquation qui est faite entre l'existence d'éléments capitalistes et socialistes **au plan économique**, et un régime d'Etat qui est une sorte d'amalgame de l'Etat bourgeois et de l'Etat prolétarien. L'autre aspect à retenir est l'affirmation selon laquelle la démocratie populaire, c'est l'édification du socialisme **sans la dictature du prolétariat**.

A cette époque, certains maintiennent que *"la démocratie populaire est la dictature du prolétariat sans la forme soviétique"* (15), ainsi que l'affirmait en 1949 M. Rakosi, secrétaire du Parti du travail de Hongrie. Cette position sera d'ailleurs reprise et maintenue de façon conséquente par le Parti du travail d'Albanie, qui déclare que l'article 2 de la Constitution de 1952 *"traduit la réalité politique et sociale du pays et l'essence de l'Etat nouveau de démocratie populaire comme forme de la dictature du prolétariat." (16)*

Cet éventail d'exemples illustre avec quelle "flexibilité" certains ont appliqué les principes du marxisme-léninisme, et ont même abandonné le principe de la dictature du prolétariat, tandis que d'autres, comme le PTA, maintenaient une ligne fondamentalement fidèle au marxisme-léninisme. Certes, les conditions de la révolution albanaise ont été particulières, comme le soulignent les camarades albanais eux-mêmes (l'hégémonie du PTA dans la lutte de libération nationale, l'expropriation immédiate de la bourgeoisie dont toutes les fractions s'étaient rangées derrière le fascisme, etc.); mais il faut surtout considérer que l'Albanie est le seul pays de démocratie populaire d'Europe aujourd'hui socialiste. Il faut surtout affirmer qu'aucune condition particulière ne peut justifier l'abandon du principe de la dictature du prolétariat, comme ce fut le cas dans les autres pays de démocratie populaire.

Le problème théorique que soulèvent les positions révisionnistes sur l'Etat et le socialisme, est la définition scientifique du socialisme, plus précisément de sa place dans l'histoire. Cette définition n'est pas quelque chose d'abstrait, mais concerne des questions éminemment concrètes, comme celle de l'Etat, du pouvoir politique et des rapports entre les classes sous le socialisme.

Le mot **révisionnisme** signifie la **révision** du marxisme-léninisme, une déformation et un abandon de ses principes fondamentaux. Pour établir dans quelle mesure un individu ou un Parti a sombré dans le révisionnisme, il est important de le confronter à la théorie marxiste-léniniste. C'est ce que nous ferons ici à propos de la définition du socialisme.

Dans son ouvrage **Les luttes de classes en France**, Marx écrit:

"Ce socialisme est la **déclaration permanente de la révolution**, *la* **dictature de classe** *du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la* **suppression des différences de classes en général**, *à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales." (17)*

On voit que Marx parle de "transition", mais il s'agit de tout autre chose que de la **transition** dont parle le PC canadien. Cette transition, selon Marx, ce n'est rien d'autre que toute la période qui s'étend entre le capitalisme et le communisme, c'est-à-dire le socialisme, que Marx a d'ailleurs souvent qualifié de "phase inférieure du communisme". Deux ans après avoir écrit l'ouvrage dont nous avons tiré la citation qui précède, Marx déclare:

"Ce que je fis de nouveau, ce fut:
1) de démontrer que **l'existence des classes** *n'est liée qu'à des* **phases du développement historique de la production;**
2) que la lutte des classes **conduit** *nécessairement à la* **dictature du prolétariat;**
3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à **l'abolition de toutes les classes** *et à une société* **sans classes.**" *(18)*

Cette thèse, Marx la reprendra plus de vingt ans plus tard dans sa **Critique du programme de Gotha:**

"Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que **la dictature révolutionnaire du prolétariat.**" *(19)*

Cette idée est donc pour Marx une question fondamentale qui ne subira aucune modification de sa part. Ceux qui affirment que l'on peut commencer la transformation de la base économique du capitalisme "dans le sens du socialisme", selon l'expression chère aux révisionnistes modernes, sans la dictature du prolétariat, sont en opposition avec ce que Marx tenait pour sa découverte scientifique la plus importante dans le domaine du développement des sociétés humaines, à savoir que pour entreprendre la transformation du capitalisme au socialisme, il faut une période de transition politique *"où l'Etat ne saurait être autre chose que la* **dictature révolutionnaire du prolétariat."**

Deux ans après Octobre 1917, à l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétique, Lénine aborde cette question. Cette fois, en plus de la théorie scientifique du marxisme, Lénine met à profit deux ans de pratique révolutionnaire du prolétariat au pouvoir. Voici ce qu'il écrit:

"En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition s'étend entre capitalisme et communisme. Elle doit forcément associer les caractéristiques et les particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible." (20)

Et plus loin Lénine ajoute:

"A l'époque de la dictature du prolétariat, le système économique de la Russie, c'est la lutte que mène à ses

premiers pas le travail uni selon les principes communistes (...) contre la petite production marchande et contre le capitalisme qui se maintient et qui renaît sur la base de cette production." (21)

Une conclusion s'impose ici qui démolit tous les échafaudages théoriques du révisionnisme: le socialisme est, du point de vue économique, la lutte pour détruire le capitalisme et pour édifier le communisme; du point de vue politique, c'est la domination politique de la classe ouvrière. Il n'y a pas de commune mesure entre le fait que le socialisme ne soit pas la liquidation **instantanée** du capitalisme, donc que le socialisme procède par étapes, qu'il soit une lutte entre deux modes de production, dont l'un, le communisme, est édifié à partir et sur les ruines de l'autre, le capitalisme, et l'affirmation selon laquelle cette "dualité" économique se reflèterait aussi au plan politique sous la forme d'un Etat qui serait un amalgame de la démocratie libérale bourgeoise et de la démocratie "socialiste", sans dictature du prolétariat. Il n'y a pas de "démocratie socialiste" sans l'hégémonie politique de la classe ouvrière, sans la dictature du prolétariat. Edifier le socialisme, c'est jeter les bases du communisme; le communisme progresse en autant que, et dans la mesure où le capitalisme régresse dans toutes les sphères de la vie sociale: aux plans économique, politique et idéologique.

Les marxistes-léninistes n'ont jamais nié que dans certaines circonstances, il peut exister une dualité du pouvoir politique dans un pays, une situation de relatif équilibre entre la bourgeoisie et le prolétariat, et que cela peut prendre plusieurs formes, dont un gouvernement de coalition. Mais l'histoire nous apprend que ces situations sont des périodes relativement courtes qui aboutissent rapidement à un affrontement dont l'enjeu est le pouvoir d'une classe, et l'exclusion de l'autre. Jamais les marxistes-léninistes n'ont affirmé qu'entre le **capitalisme** et le **socialisme** s'étend une période au cours de laquelle on commence à édifier le socialisme dans le cadre d'un Etat bourgeois "amélioré", plus "démocratique".

Non seulement la lutte de classes demeure sous le socialisme, mais elle s'intensifie

Cette conception marxiste-léniniste du socialisme a aussi des effets sur la façon de concevoir les classes et la lutte des classes sous le socialisme. Si, comme l'ont expliqué Marx et Lénine, le socialisme est la lutte pour détruire le capitalisme et édifier le communisme, il en découle nécessairement que sous le socialisme la lutte des classes se poursuit. Le capitalisme ne s'intègre pas pacifiquement au socialisme. La bourgeoisie s'accroche à tout ce qui peut maintenir les anciens rapports bourgeois, dans tous les domaines de la vie sociale. C'est pourquoi la dictature intégrale sur la bourgeoisie doit être maintenue durant toute la période socialiste. Cette dictature de classe, qui est l'essence du pouvoir d'Etat socialiste, ne disparaîtra qu'avec la disparition des classes elles-mêmes, et avec elles disparaîtra la nécessité de recourir au pouvoir d'Etat pour contraindre la bourgeoisie et lui imposer le socialisme.

L'expérience de la restauration capitaliste en URSS illustre comment une nouvelle bourgeoisie peut se développer sous le socialisme. Cette nouvelle bourgeoisie peut surgir si le prolétariat n'exerce pas son pouvoir de classe et son contrôle direct sur tous les aspects de la vie sociale, dans les domaines politique, économique et idéologique. Dans la citation de Marx rapportée plus haut, on a une idée de l'ampleur de la tâche et des domaines dans lesquels doit s'exercer la dictature du prolétariat. Pour Marx, en effet, le socialisme est **"la déclaration permanente de la révolution,"** laquelle doit s'attaquer à **"la suppression des différences de classes en général**, *à la suppression de tous les rapports de production*

sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales." (22)

Rapports de production, relations sociales, et **idées** propres au régime capitaliste, à la domination de la bourgeoisie, voilà ce à quoi s'attaque le prolétariat au pouvoir, les domaines dans lesquels il doit exercer sa dictature de classe sur la bourgeoisie. Tout relâchement de cette dictature dans les domaines mentionnés est une porte ouverte au maintien ou au rétablissement des éléments bourgeois dans la société capitaliste. Tirant les leçons de sa propre histoire et de l'expérience de la restauration du capitalisme en URSS, le Parti du travail d'Albanie montre l'importance décisive de cette conception révolutionnaire du marxisme-léninisme:

> *"Le bureaucratisme qui étouffait le Parti Communiste de l'Union soviétique avait aidé les révisionnistes khrouchtchéviens à s'emparer du pouvoir. La couche privilégiée qui s'y était créée, et qui était formée de fonctionnaires bureaucrates du Parti et de l'administration, de dirigeants de l'économie, de gens de l'art, de la science et de la culture, aux traitements "princiers" et au niveau de vie très supérieur à celui des masses travailleuses, constitua une base sociale effective pour la floraison des conceptions révisionnistes, une base solide sur laquelle s'appuyèrent les groupes révisionnistes pour renverser le pouvoir et engager leur pays dans la voie de la restauration graduelle du capitalisme." (23)*

Nous verrons plus loin comment le PTA appliqua les enseignements de l'histoire de l'URSS à la révolution dans son pays. Retenons pour le moment cette idée centrale que la lutte de classes se poursuit sous le socialisme et qu'elle se mène dans tous les domaines de la vie sociale, dans l'art, dans l'économie, dans le travail scientifique, dans la lutte pour réduire les écarts dans les salaires et dans le niveau de vie en général.

On est ainsi plus à même d'évaluer les positions actuelles des dirigeants du Parti communiste chinois qui s'attaquent systématiquement à la dictature du prolétariat dans les domaines mentionnés. L'argument des révisionnistes chinois est que l'expropriation de la bourgeoisie et l'existence de la propriété socialiste en Chine suffisent à garantir la dictature du prolétariat et que le socialisme connaît un développement harmonieux en fonction des intérêts du peuple.

Ainsi, dans son **Discours à la cérémonie d'ouverture de la Conférence nationale sur les sciences (mars 1978)**, Teng Siao-ping réussit à "démontrer" que sous le socialisme, la "vaste majorité" des "experts" sont "rouges", et à nier que la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel est un domaine où doit se poursuivre et s'intensifier la lutte de classes sous le socialisme. Après avoir affirmé que "la majorité écrasante" des intellectuels "font partie du prolétariat" (ce qui évidemment simplifie les choses), il affirme:

> *"La différence entre eux et les travailleurs manuels réside seulement dans la division sociale du travail. Que l'on fasse du travail manuel ou intellectuel, on est un travailleur dans la société socialiste." (24)*

Le problème avec la ligne de Teng et de Houa, c'est qu'elle élimine dans tous les domaines, en particulier dans les rapports entre les hommes, la tâche de lutter contre la bourgeoisie, affaiblissant la vigilance révolutionnaire du prolétariat. C'est la dictature du prolétariat qui est affaiblie. Le socialisme n'est plus cette "déclaration permanente de la révolution" dans tous les domaines; c'est devenu principalement une course à la productivité du travail, coûte que coûte.

L'erreur des révisionnistes chinois est de considérer que la lutte de classes s'atténue sous le socialisme après la liquidation de la propriété privée des moyens de production, et qu'après cela tout peut se développer dans la plus grande harmonie, pourvu seulement que tous les travailleurs intellectuels et manuels veuillent bien travailler pour le socialisme. La lutte de classes, elle, est réduite à la lutte contre quelques individus auxquels on appose ou retire des étiquettes.

Le représentant le plus zélé de Teng Siao-ping au Canada, la Ligue communiste, utilise des arguments en apparence de gauche pour dénoncer le PTA et pour défendre la nouvelle direction du Parti communiste chinois. Selon la Ligue, il serait révisionniste d'affirmer que les classes exploiteuses ont été liquidées en Albanie. Forts de cet argument, les "théoriciens" de **La Forge** concluent que le PTA tend à atténuer la lutte de classes en Albanie:

> *"En refusant d'admettre l'existence de la bourgeoisie en tant que classe, la direction du PTA trompe le peuple albanais sur la nature de l'ennemi. Les dirigeants albanais manquent alors à leur devoir de mobiliser largement les masses du peuple travailleur, de les éduquer et de les diriger dans la lutte de classes sous le socialisme." (25)*

Il n'est pas venu à l'esprit des théoriciens de **La Forge** que les classes exploiteuses peuvent très bien être liquidées en tant que classes sans pour autant que la lutte de classes disparaisse. Si la propriété privée des moyens de production est abolie, on peut dire alors que la **classe** qui **exploitait** le travail d'autrui **grâce à cette propriété privée**, disparait elle aussi**en tant que classe exploiteuse**. Cela veut dire que cette classe ne peut plus exploiter le travail d'autrui. Mais le danger de la restauration de l'exploitation de l'homme par l'homme sous d'autres formes demeure, dans la mesure où n'ont pas été liquidées toutes les conditions par lesquelles cette exploitation et cette classe peuvent renaître, comme par exemple les inégalités de traitement, les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, etc.

Les théoriciens de **La Forge** ne font que fournir une argumentation "de gauche" pour couvrir une ligne de droite. Dans le contexte actuel de la Chine, l'affirmation: "la lutte des classes se poursuit sous le socialisme, donc les classes exploiteuses continuent d'exister sous le socialisme" réduit la lutte des classes sous le socialisme à son niveau le plus primitif, à son niveau économique, à celui de la propriété des moyens de production. Teng Siao-ping sait fort bien tirer avantage de thèses semblables pour affaiblir la dictature du prolétariat dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la culture, dans les rapports entre les hommes dans la production, là où le travail intellectuel est "revalorisé" pour que les cadres, techniciens et hommes de sciences prennent la place qui leur revient dans le "travail d'avant-garde" des "quatre modernisations".

Cette vision "économique" de la lutte de classes sous le socialisme n'est pour la Ligue qu'un autre pendant de sa vision, économiste elle aussi, de la lutte pour le socialisme au Canada et de son dédain pour la lutte **politique** du prolétariat avant comme après la révolution.

La démocratie prolétarienne est une caractéristique fondamentale du socialisme

Si l'Etat socialiste existe, c'est pour réprimer la bourgeoisie, c'est pour empêcher la restauration du capitalisme. C'est cette

idée qu'Engels explique et sur laquelle il insiste dans une lettre à August Bebel, en date du 18-28 mars 1875, rédigée pour critiquer le programme de Gotha.

> *"L'Etat n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre: tant que le prolétariat* **a** *encore* **besoin** *de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel." (26)*

Ce que nous avons examiné dans les parties précédentes de cet article portait sur cette question. Nous allons voir maintenant qu'à cette fonction de l'Etat, fonction qui est le propre de tout Etat, correspond, sous le socialisme, une caractéristique particulière qui fait de l'Etat socialiste un demi-Etat ou encore un Etat en voie d'extinction. Dans la lettre que nous venons de citer, Engels affirme que *"la Commune (...) n'était plus un Etat, au sens propre"* et que *"avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même et disparaît". (27)*

Cela veut dire rien de moins que l'Etat socialiste est un Etat de type nouveau, où la répression est exercée par la majorité sur une minorité d'exploiteurs; ensuite, que cette caractéristique de l'Etat prolétarien est le facteur de dissolution et de disparition de l'Etat en tant que tel. Le socialisme est donc cette période dans l'histoire des sociétés humaines où l'exercice du pouvoir d'Etat par la majorité de la population conduit progressivement à l'extinction de l'Etat. C'est pourquoi on dit que le socialisme c'est à la fois la dictature sur les exploiteurs et la liberté, la démocratie la plus large pour les masses travailleuses. Autant la nécessité de réprimer les adversaires du socialisme est une condition du socialisme, autant l'est aussi la démocratie la plus large et la participation effective des masses aux affaires de l'Etat. L'un ne va pas sans l'autre.

L'Etat prolétarien est un Etat en voie d'extinction

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer en quoi l'Etat bourgeois est une machine répressive destinée à mâter la classe ouvrière. Etant une machine répressive au service de la minorité exploiteuse, l'Etat bourgeois doit nécessairement s'opposer à la majorité de la population. Cet Etat aura avantage à se situer au-dessus de la société pour la contrôler et soumettre les travailleurs aux lois de l'ordre capitaliste. Dans un tel Etat, la bureaucratie civile et militaire, la police, les institutions culturelles, etc., sont administrées par des "professionnels" qui échappent au contrôle des masses travailleuses. L'Etat est une machine spéciale de répression. L'Etat prolétarien, parce qu'il est une machine de répression destinée à servir la majorité contre la minorité, doit avoir un caractère différent. Au lieu d'être constitué d'institutions et d'une bureaucratie étrangères aux masses, il doit être issu des masses elles-mêmes; ceux qui exercent des fonctions dans l'appareil d'Etat doivent être soumis au contrôle des masses, et les masses elles-mêmes doivent progressivement être en mesure d'exercer directement les différentes fonctions de l'appareil d'Etat. C'est une caractéristique et une condition indispensables du socialisme, sans lesquelles le socialisme ne peut être maintenu et développé jusqu'au communisme.

La compréhension théorique de cette question est absolument indispensable au parti qui veut préparer la classe ouvrière à diriger la révolution socialiste et à édifier le socialisme. D'autant plus que de nos jours on assiste à une recrudescence de l'activité révisionniste qui remet en question ces principes fondamentaux, et qui fait peser un grave danger sur la révolution socialiste chinoise.

Pour bien comprendre cette question, il n'est pas nécessaire d'écrire un long traité sur tous les aspects de la machine d'Etat. Il suffit de montrer comment le socialisme détruit ce qu'il y a de spécifique au pouvoir d'Etat bourgeois (comme d'ailleurs de tout Etat) et comment il remplace cela par un type nouveau de machine d'Etat, lequel n'est plus qu'un demi-Etat.

Les éléments spécifiques de la machine d'Etat bourgeois, on peut les ramener aux deux suivants: les forces armées (incluant armée permanente et police) et la bureaucratie d'Etat.

La bourgeoisie attache une importance particulière à répandre l'illusion que sans ces deux "attributs" de l'Etat, la société toute entière sombrerait dans le cahot et l'anarchie la plus totale. On comprend que pour une classe exploiteuse, que pour cette minorité qui vit du labeur de la majorité du peuple, il ne puisse en être autrement. Comment en effet maintenir les conditions de l'exploitation de la majorité sinon par ce pouvoir spécial destiné à contraindre les masses à l'inaction et à réprimer leurs révoltes inévitables? Il ne faut donc pas s'étonner que plus le capitalisme s'enlise dans des contradictions qu'il ne peut solutionner, plus la révolte des masses met à l'ordre du jour le renversement de cet ordre économique et social pourri, plus la machine répressive de l'Etat se développe, tout comme un cancer. C'est ce qui explique qu'au Canada, ainsi que dans tous les pays capitalistes, les budgets militaires, les budgets municipaux affectés à la police, le nombre de prisons ne cessent de grandir. La bourgeoisie ne peut concevoir autrement la façon de maintenir ce qu'elle nomme "la paix sociale", mais que la classe ouvrière vit chaque jour sous la forme de la répression de ses revendications légitimes et de ses droits fondamentaux. Les idées de "stabilité" et "d'ordre" reviennent ainsi constamment dans les discours des idéologues et des politiciens bourgeois; ça ne doit pas nous surprendre.

On ne doit donc pas se surprendre non plus que ce soit à ces deux fonctions de la machine d'Etat que la révolution socialiste s'attaque en premier lieu, ainsi que l'a montré l'expérience de la Commune de Paris et les révolutions socialistes jusqu'à nos jours.

Ecrivant sur cet aspect de la révolution socialiste, Lénine dit à propos de l'Etat prolétarien:

> *"Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate* **elle-même** *ses oppresseurs,* **il n'est plus besoin** *d'un "pouvoir spécial" de répression! C'est en ce sens que l'Etat* **commence à s'éteindre**. *Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches; et plus les fonctions du pouvoir d'Etat sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire." (28)*

Ainsi, au lieu d'une armée professionnelle, de l'armée permanente au service d'une classe exploiteuse minoritaire, on a le peuple en armes (ce qui n'est pas contradictoire avec l'existence d'une armée révolutionnaire populaire). Au lieu d'une armée de fonctionnaires engagée par la bourgeoisie, on a le contrôle et la participation directe des masses aux appareils de l'Etat. Voilà concrètement ce que veut dire l'expression "destruction de l'Etat de dictature de la bourgeoisie", et le moyen par lequel la machine d'Etat socialiste "commence à s'éteindre". Détruire l'Etat bourgeois, c'est détruire ces aspects de l'Etat qui en font un Etat au service d'une minorité d'exploiteurs contre la majorité de la population. Ce qui pour la bourgeoisie est le comble de l'anarchie n'est en fait que la prise en charge des fonctions **administratives** et **répressives** de l'Etat par les masses travailleuses elles-mêmes, qui s'en servent pour mater la

résistance du capital et pour édifier le socialisme.

Mais le propre de tout Etat n'est-il pas de constituer une machine située en apparence au-dessus de la société, comme un corps étranger? En effet, et c'est parce qu'il cesse d'en être ainsi que l'Etat socialiste n'est plus un Etat au sens propre du terme, mais un demi-Etat.

On entend souvent objecter à cela que ce n'est qu'un beau rêve, que dans les faits ça ne peut pas se passer ainsi, qu'en Russie ce n'est pas de même, etc. Ces objections sont basées en partie sur les préjugés bourgeois les plus enracinés, mais en partie aussi sur le fait que le révisionnisme a triomphé en URSS et dans de nombreux autres pays. Le fait que la bourgeoisie ait repris le pouvoir dans ces pays a eu pour conséquence le rétablissement en force de toutes les caractéristiques de la machine d'Etat bourgeois. Dans ces doutes et ces objections, souvent repris par les travailleurs canadiens, sont contenus des doutes aussi et des questions sur le Parti prolétarien, sur son rôle sous le socialisme. La question de fond est la suivante: comment assurer que le socialisme soit dans les faits la dictature sur la minorité d'exploiteurs et la démocratie la plus large pour les masses travailleuses? Comment faire pour que la dictature ne se retourne pas contre les masses elles-mêmes?

Le Parti, les masses et l'Etat sous le socialisme

Les éléments essentiels de la réponse à cette question sont contenus dans la question elle-même: il faut que le socialisme assure la plus large participation des masses à toutes les affaires économiques, politiques et culturelles de la société socialiste; il faut que les masses participent directement et contrôlent l'activité de l'Etat socialiste. C'est ce que dit le **Projet de programme** d'EN LUTTE!, quand il affirme, à l'article 11, b) le principe de *"la participation la plus large des masses à la direction de toutes les activités politiques, économiques, sociales, éducatives et culturelles et à la lutte contre l'idéologie bourgeoise." (29)*

On a aujourd'hui sous les yeux un exemple contraire avec l'orientation de la direction du Parti communiste chinois. La politique actuelle des dirigeants de ce parti tend à remettre en question les objectifs stratégiques de la révolution culturelle des années 60. Les mesures adoptées dans tous les domaines de la vie sociale et politique chinoise tendent en effet à réduire le rôle des masses dans la transformation révolutionnaire des rapports sociaux, des idées et habitudes héritées de l'ancienne société féodale-bourgeoise, et que la révolution socialiste a pour mission de bouleverser, selon l'expression de Marx.

Nous ne nous proposons pas ici de faire le bilan de la révolution chinoise, et encore moins de celui de l'expérience révolutionnaire du socialisme depuis Octobre 1917. Nous voulons par contre exposer ce qui nous semble fondamental dans la société socialiste, en prenant exemple sur certaines des leçons essentielles de l'expérience historique. Il ne fait pas de doute non plus que la marche du socialisme ne suit pas exactement le même chemin dans tous les pays, et que ses formes et le rythme de leur développement varient d'un pays à l'autre. Mais au-delà de ces particularités, il existe des règles générales, des lois de base, qui permettent de voir clair dans la progression très souvent sinueuse de l'édification du socialisme.

Dans son **Introduction** à **La guerre civile en France** de Marx, F. Engels explique comment le prolétariat de Paris aborda la question de l'Etat révolutionnaire prolétarien:

> *"Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas au plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers." (30)*

C'est ainsi que la dictature du prolétariat s'accompagne de la plus large démocratie. Les fonctionnaires et les enseignants doivent se soumettre à la volonté des masses par le "suffrage universel" et la révocabilité. Le prolétariat impose sa volonté, il exerce sa dictature politique et idéologique par le moyen de la démocratie la plus directe et la plus large! C'est ainsi aussi qu'est liquidée la vieille machine d'Etat bourgeois: soumission des fonctionnaires à la volonté des masses et abolition des privilèges économiques rattachés aux fonctions dans l'appareil d'Etat. Le socialisme, c'est la dictature du prolétariat, et la dictature du prolétariat, c'est, dans les faits, la plus large démocratie pour les masses.

Le prolétariat au pouvoir n'invente pas de toute pièce, du jour au lendemain, une société entièrement nouvelle. Il part de ce qui existe et le soumet à des règles qui, elles, sont entièrement nouvelles, et qui engendrent des conditions qui rendent possibles, progressivement, non seulement le **contrôle ouvrier**, mais aussi la **gestion** par la classe ouvrière de toute l'économie et de tous les appareils d'Etat. Aucune sphère d'activité sociale ne doit échapper à cette progression de la direction des masses sur les conditions de leur vie, ni l'enseignement, ni la recherche scientifique, ni l'activité militaire, ni la gestion des entreprises, rien. Sans cela, le mot socialisme est vide de sens pour les masses travailleuses.

On se demande évidemment comment cela est possible. Il faut en effet que les masses travailleuses détiennent le pouvoir et les moyens organisationnels d'imposer ces nouvelles règles et de garantir leur application. C'est ici qu'apparaît le rôle primordial du Parti prolétarien, de sa direction politique et idéologique sans partage sur toute la vie du pays.

Il peut sembler contradictoire que le renforcement constant du rôle dirigeant du Parti prolétarien soit en même temps la condition pour la véritable émancipation démocratique des masses travailleuses. Comment un "parti unique", selon l'expression favorite des idéologues bourgeois, peut-il être la garantie de la démocratie? Comment un parti qui exerce sa direction sur l'Etat peut-il en même temps être l'instrument de la véritable participation des travailleurs à la vie politique du pays?

Tout d'abord parce que ce parti, s'il est vraiment un Parti prolétarien, est l'expression concentrée de la volonté profonde des masses, et en premier lieu de leur avant-garde, le prolétariat. Ce caractère du Parti prolétarien ne lui est pas décerné par décret; il l'acquiert par l'épreuve de la pratique, à travers l'expérience concrète des masses elles-mêmes, qui voient en lui leur chef politique uni sur une seule ligne politique et représentant les intérêts de classe des travailleurs contre la bourgeoisie. Sans cette condition, il est illusoire de penser mener l'édification socialiste à son terme, c'est-à-dire à la société sans exploitation de l'homme par l'homme et finalement à la société sans classes.

Il est significatif, à cet égard, que les dirigeants du prolétariat aient toujours accordé une importance capitale à la pureté idéologique du Parti, à son unité de pensée et d'action et à la qualité de ses liens avec les masses. Ainsi, après la prise du pouvoir en Russie, en Albanie et en Chine, par exemple, on procéda à une épuration des rangs du Parti. Lénine mena à cette époque une lutte résolue et inflexible pour éliminer les fractions qui sapaient l'unité militante du Parti bolchévik; ce souci de l'unité la plus grande sera par la suite une préoccupation constante de Staline, comme ça l'est aujourd'hui encore pour le Parti du travail d'Albanie.

Il est significatif aussi qu'on assiste en Albanie, sous la direction du PTA, à une profonde révolution culturelle. Cette révolution affecte toutes les sphères d'activité et elle a un effet particulièrement grand dans les affaires politiques, où les masses sont appelées à jouer un rôle toujours plus grand. Cette lutte révolutionnaire, dirigée et impulsée par le PTA, s'attaque à la bureaucratie de deux manières: elle réduit les écarts de salaires et elle simplifie les mécanismes de l'Etat, ses normes et règlements, de sorte qu'un nombre toujours croissant de personnes peuvent y jouer un rôle actif (31). Les plans quinquennaux sont largement discutés avant leur application.

> *"Le Parti a toujours considéré le bureaucratisme comme le pire des maux pour ses propres structures et les organes de l'Etat, et il l'a combattu en tant que tel. Le bureaucratisme mène à la rupture des attaches avec les masses, étouffe leur initiative et leur esprit créateur, entrave leur participation active et directe à la gestion de l'économie et au gouvernement du pays. Il supprime ainsi la démocratie, cependant qu'il transforme l'appareil d'Etat en une machine pesante, encombrante, qu'il finit par corrompre." (32)*

Les cadres sont envoyés dans la production, où leurs liens avec les masses s'approfondissent. On a éliminé les grades dans l'armée, pour renforcer son caractère populaire et démocratique. Comme on peut le constater, on retrouve dans ces mesures révolutionnaires certains des buts stratégiques de la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine. Et cela n'est par étonnant, car la révolution socialiste se développe selon des règles de base fondamentales auxquelles aucun pays n'échappe. C'est pourquoi l'on voit se réaliser sous nos yeux un processus révolutionnaire que la Commune de Paris avait fait entrevoir, mais qu'elle n'avait qu'esquissé. Ce processus, c'est celui d'une extension considérable de la démocratie pour les masses et, par conséquent, de la dissolution progressive de l'Etat au sens propre du terme; c'est celui d'une mutation si profonde de toute la vie sociale, qu'on ne doit pas s'étonner de l'enthousiasme que manifestent les travailleurs de notre pays quand on leur explique ces faits. Comment s'étonner que des hommes et des femmes écrasés par une machine bureaucratique oppressive, coupée des masses et de leurs préoccupations quotidiennes, dans un Etat où un simple formulaire d'impôt est un guet-apens légal, où les démarches administratives les plus simples prennent des dimensions effarantes, comment s'étonner que les travailleurs de notre pays puissent concevoir sans difficulté une situation qui soit l'envers complet de ce qu'ils ont toujours vécu?

Les faits sont là pour le prouver: la démocratie prolétarienne, la dictature du prolétariat et le rôle dirigeant du Parti prolétarien assurent une participation des masses à toutes les affaires de la société et de l'Etat, ce qui est proprement inconcevable sous le régime de la démocratie bourgeoise. La lutte menée par le PTA contre le bureaucratisme, contre le libéralisme, contre la survalorisation du travail intellectuel, contre les écarts de salaires, sont la preuve concrète que seul le socialisme pousse la démocratie jusqu'au bout. En 1966, par exemple, 15,000 cadres, c'est-à-dire la moitié de l'appareil d'Etat sont envoyés dans le travail productif. Les cadres qui demeurent dans les appareils d'Etat doivent aller travailler en usine ou aux champs une partie de l'année. On instaure la rotation des postes. Toutes ces mesures visent à combattre l'encrassement bureaucratique et la coupure entre le Parti et les masses. Pour devenir membres du Parti, les nouveaux adhérents doivent subir l'épreuve de l'approbation des masses.

Il n'y a pas de recette miracle pour assurer que la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie soit en même temps la plus large démocratie pour les masses travailleuses. L'histoire de la lutte pour édifier le socialisme nous montre cependant qu'il

existe des principes et des règles générales sans lesquels on ne peut assurer un progrès constant du socialisme. Sans le rôle dirigeant du Parti prolétarien, sans la lutte contre le bureaucratisme et l'élitisme sans la lutte contre les inégalités entre le travail intellectuel et le travail manuel, sans une lutte constante pour réduire les inégalités dans les salaires, sans une politique orientée vers la participation effective et directe des masses aux affaires de l'Etat, le socialisme se transforme en son contraire. On assiste malheureusement en Chine, par le renforcement de l'appareil d'Etat, de ses appareils juridiques et légaux surtout, à un mouvement de recul par rapport aux objectifs de la révolution culturelle des années 60, recul dont l'essence est la réduction du rôle des masses dans les affaires économiques, politiques et idéologiques de la société chinoise, au nom de la productivité du travail et d'un socialisme qui se présente de plus en plus sous les couleurs du nationalisme et du révisionnisme.

Or l'histoire du mouvement ouvrier, les leçons du retour au capitalisme en URSS et de l'édification du socialisme en Albanie sont une démonstration irréfutable qu'on ne peut édifier le socialisme sans mener une lutte de tous les instants contre les rapports bourgeois qui se maintiennent sous le socialisme. Les acquis négatifs de l'expérience soviétique, comme les acquis positifs dégagés par le PTA et appliqués aujourd'hui en Albanie nous montrent la nécessité, pour exercer la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie, que s'exerce la démocratie la plus large, la démocratie prolétarienne, démocratie qui n'a plus rien à voir avec la démocratie bourgeoise et qui ne pourra exister qu'avec le renversement du capitalisme et de la bourgeoisie. Une autre leçon que nous apprend l'histoire, c'est qu'avant comme après la révolution, "les masses font la révolution et le Parti leur fait prendre conscience". Cela est tout aussi vrai, et même encore plus, sous le socialisme, car sans la direction d'un véritable Parti communiste, la dictature du prolétariat ne saurait s'exercer. Telle est aussi la condition pour édifier le socialisme et parvenir au communisme, la société sans classes.

---

(1) **Déclaration commune du Parti communiste italien et du Parti communiste français du 17 novembre 1975, reproduite dans le recueil** *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, **Christian Bourgeois Editeur, Paris, 1976, p. 32**
(2) **Lénine,** *Lettres sur la tactique*, **Oeuvres, tome 24, p. 34**
(3) **Earl Browder, Discours du 25 septembre 1944, cité par Fergus McKean dans** *Communism Versus Opportunism*, **Réédition EN LUTTE!, Montréal, 1977, pp. 23-24**
(4) **Idem, p. 23**
(5) **Georges Marchais,** *Rapport au XXIIe Congrès du Parti communiste français (1976)*, **reproduit dans le recueil** *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, **ouvrage cité, pp. 101-102**
(6) **Idem, p. 102**
(7) **K. Marx,** *Lettres à Weydemeyer* **(1852), cité par Lénine dans** *L'Etat et la révolution*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1966, p. 40**
(8) **Lénine,** *L'Etat et la révolution*, **op. cit., p. 41**
(9) **Georges Marchais, op. cit., p. 102**
(10) **Lénine,** *Préface à l'édition du discours "Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité"*, **Oeuvres, tome 29, p. 385**
(11) *Projet de programme du parti qui sortira des assises du 2e Congrès du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste)*, **Document reproduit dans** *En arrière toutes!, à propos des programmes du PCMLF*, **brochure du groupe Combat communiste (m.-l.), p. 18**
(12) *La voie vers le socialisme au Canada*, **programme du Parti communiste canadien, 1972, Progress Books, Toronto, 1972, p. 35**
(13) **Cité par Patrick Kessel dans** *Les communistes albanais contre le révisionnisme*, **Union générale d'éditions, Paris, 1974, Collection 10/18, no 822, p. 15**
(14) **Gomulka,** *Cahiers du communisme*, **janvier 1947, cité par P. Kessel, op. cit., p. 16**
(15) **M. Rakosi, idem, p. 63**
(16) *Histoire du Parti du travail d'Albanie*, **Editions "Naim Frashëri", Tirana, 1971, p. 383**
(17) **K. Marx,** *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, **Editions sociales, "Classiques du marxisme", Paris, 1970, p. 147**
(18) **K. Marx,** *Lettre à Weydemeyer*, **citée par Lénine dans** *L'Etat et la révolution*, **op. cit., p40**
(19) **K. Marx,** *Critique du programme de Gotha*, **Editions sociales, "Classiques du marxisme", Paris, 1966, p. 44**
(20) **Lénine,** *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1977, pp. 1-2**
(21) **Idem, p. 3**
(22) **K. Marx,** *Les luttes de classes en France*, **op. cit., p. 147**
(23) *Histoire du Parti du travail d'Albanie*, **op. cit., pp. 603-604**
(24) **Teng Siao-ping,** *Discours à la cérémonie d'ouverture de la Conférence nationale sur les sciences*, **Pékin Information, no 12, 27 mars 1978, p. 12**
(25) *La Forge*, **Vol. 3, no 16, p. 15**
(26) **Friedrich Engels,** *Lettre à Auguste Bebel*, **reproduite dans Marx, Engels,** *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, **Editions sociales, "Classiques du marxisme", Paris, 1966, pp. 58-59**
(27) **Idem, p. 58**
(28) **Lénine,** *L'Etat et la révolution*, **op. cit., pp. 52-53**
(29) *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, **présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien** *EN LUTTE!*, **Montréal, décembre 1977, p. 24**
(30) **F. Engels,** *Introduction à la guerre civile en France*, **cité par Lénine dans** *L'Etat et la révolution*, **op. cit., p. 95**
(31) **Voir en particulier le Chapitre VII de l'***Histoire du Parti du travail d'Albanie*, **pp. 592-687**
(32) *Histoire du Parti du travail d'Albanie*, **op. cit., p. 594**

Le capitalisme à la campagne

Au Canada, jusqu'ici, la question du capitalisme à la campagne n'a pas fait l'objet d'analyses poussées tant de la part des porte-parole, la bourgeoisie que du mouvement marxiste-léniniste. Pour la bourgeoisie canadienne, la question paysanne n'a jamais quitté le terrain des plates descriptions qui se limitent à constater le retard grandissant de l'agriculture sur l'industrie, et qui tentent de voiler l'écrasement impitoyable des masses laborieuses de la campagne (prolétariat agricole, semi-prolétariat et paysans pauvres), sous le rouleau compresseur du capitalisme en pleine monopolisation. Simultanément, la bourgeoisie canadienne, par le biais de son Etat, favorise de multiples façons la consolidation d'une bourgeoisie rurale aux dépens des masses laborieuses rurales, des ouvriers agricoles exploités et des petits agriculteurs expulsés du marché.

Pour le prolétariat au contraire, la question paysanne revêt un tout autre caractère. D'une part, les masses laborieuses de la campagne constituent à ses côtés les principaux producteurs de richesses sociales, au pays et c'est leur force de travail qui crée les marchandises répondant au besoin le plus élémentaire de la société canadienne, l'alimentation. D'autre part, "Les masses essentielles de la paysannerie en régime capitaliste sont vouées à la ruine et à la paupérisation. Les intérêts vitaux du prolétariat et des masses exploitées de la paysannerie sont les mêmes. C'est seulement dans l'alliance avec le prolétariat et sous sa direction, par une révolution qui détruira le régime capitaliste, que la paysannerie laborieuse se libérera de l'exploitation et de la misère." (1)

Ces deux caractéristiques nous montrent clairement l'importance d'analyser le rôle de la question paysanne dans la révolution prolétarienne et dans la construction du socialisme au Canada.

Cela nous amènera dans un premier temps à analyser la pénétration du capitalisme à la campagne et les différenciations de classes qu'il entraine. C'est uniquement sur la base d'une telle analyse de la situation concrète, que l'on pourra ultérieurement déterminer la tactique particulière que le prolétariat canadien devra mettre de l'avant vis-à-vis la paysannerie canadienne, ainsi que la nature des liens qu'il devra nouer avec certaines de ses couches dans la lutte pour le socialisme.

Il serait en effet erroné de sauter trop rapidement aux conclusions et de définir le rôle des agriculteurs dans la révolution prolétarienne au Canada, sans avoir au préalable analysé le développement du capitalisme à la campagne et les classes qui y sont apparues avec la monopolisation croissante de ce secteur de l'économie, et cela dans les conditions spécifiques de notre pays — lesquelles ne sont ni celles de la Russie de 1917, ni celles de la Chine de 1949. C'est à cet objectif limité qu'est consacré notre article; il démontre comment sont apparues à la campagne les deux classes fondamentales de notre société: la bourgeoisie et le prolétariat.

Le développement du capitalisme à la campagne

Le capitalisme, en se développant, pénètre toutes les sphères de la production sociale, aussi bien à la ville qu'à la campagne. Il n'est aucun lieu qui soit épargné par l'extension de l'exploitation capitaliste, par la soumission de milliers d'hommes et de femmes à l'esclavage salarié. Dans le numéro 12 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, nous avons montré comment ce rapport social s'est étendu de l'industrie au bureau, de la banque au magasin, soumettant une proportion croissante du peuple canadien à l'engrenage du travail salarié. Ce processus a frappé de plein fouet la petite production marchande et des milliers de commerçants, pêcheurs, agriculteurs sont obligés de vendre leur force de travail, seule propriété qui leur reste, afin d'assurer leur subsistance et celle de leurs dépendants.

Dans l'agriculture comme dans l'industrie, le développement du capitalisme a produit le phénomène que décrivait le **Manifeste du parti communiste:**

"La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat." (2)

Le processus y a suivi un cheminement semblable, quoique beaucoup plus lent, à celui de l'industrie. La polarisation du secteur en deux classes antagonistes, entre lesquelles persiste toujours mais de façon de plus en plus restreinte la petite production marchande, s'est effectuée par l'élimination drastique de milliers de petits agriculteurs, écrasés sous la concurrence par des agriculteurs plus riches soutenus par l'Etat; et la polarisation a été accentuée par les crises agraires qui secouent régulièrement ce secteur. Celles-ci sont issues de la même base que les crises industrielles, c'est-à-dire la contradiction fondamentale entre la propriété privée des moyens de production et le caractère social de la production; celle-ci entraîne des périodes de surproduction où les producteurs les plus faibles doivent fermer boutique, incapables de supporter le fardeau financier que leur impose le manque à gagner provoqué par les bas prix des produits agricoles et le gaspillage des marchandises alimentaires. Ce fardeau est alourdi par la croissance phénoménale des coûts de production qui leur sont imposés par les monopoles fournisseurs d'engrais, machinerie, matériaux de construction et autres moyens de production agricoles.

Si l'on regarde la situation de l'agriculture canadienne depuis la Deuxième Guerre mondiale, on constate que la crise a, dans l'agriculture, des effets durables très prononcés. C'est à ce moment que le secteur agricole passe du premier au troisième rang de l'économie canadienne, et on peut dire que cette tendance n'a pas cessé depuis. La part de la population et de la main-d'oeuvre agricoles dans le total canadien a diminué vertigineusement depuis lors et parmi les milliers de producteurs qui subsistent encore, une grande partie ne fait que survivre, tandis que l'Etat tente de maintenir à flot ce secteur pour assurer l'approvisionnement en produits alimentaires. La pénétration des monopoles canadiens et américains dans la production des moyens de production, engrais, machinerie, etc. en amont et dans la transformation et la distribution des produits agricoles en aval, a contribué de façon déterminante à augmenter les effets dévastateurs des crises du capitalisme dans l'agriculture.

Concentration capitaliste et diminution du nombre de fermes

Un des aspects fondamentaux de la crise agraire est, comme dans l'industrie, le remplacement de la petite production par la grande production. Depuis 1941 par exemple, des milliers de fermes ont disparu au Canada, écrasées par la concurrence capitaliste.

De 1941 à 1976, le nombre de fermes occupées a baissé de 732, 858 à 338,578 (3) c'est-à-dire de presque 60%. La valeur nette de la production agricole n'en a pas moins augmenté, de $2,414 millions en 1951 à $5,961 millions en 1974 (4), ce qui indique une forte croissance de la production agricole, liée à un développement important des forces productives à la campagne. En fait, la concentration du capital industriel et la pénétration des monopoles à la campagne y ont entraîné le même processus. On observe en effet une augmentation de la dimension moyenne en acres des entreprises et de leur dimension moyenne en capital. Autrement dit, les fermes sont moins nombreuses mais plus grosses, même si plusieurs exploitants ne possèdent que formellement leur capital, à cause d'un endettement croissant, sujet sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ainsi, de 1941 à 1976, le nombre d'acres occupés par ferme est passé de 237 à 499 (5), soit plus du double (notons que l'Ontario a une dimension moyenne en acres beaucoup plus faible que les Prairies; cela est dû seulement au type de production agricole qui est différent). Aussi, et plus important que la dimension en acres, la dimension moyenne en capital est passée de $5,788 en 1941 à $27,389 en 1961, puis à $144,499 en 1976, soit une augmentation de presque 2400% (6). Fait intéressant à signaler, cette capitalisation des fermes est de plus en plus élevée au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'Ouest. Elle est ainsi de $70,028 dans les Maritimes, de $79,422 au Québec, de $173,060 en Ontario, de $151,771 dans les Prairies et de $177,646 en Colombie-Britannique pour l'année 1971. Les agriculteurs québécois se retrouvent donc dans une situation analogue à celle des agriculteurs des Maritimes, loin des autres régions du Canada, et l'écart de départ s'est accru d'année en année. (Exemple: 1941 Québec/Ontario: 72%; 1976, Québec/Ontario: 467%).

La pénétration des monopoles capitalistes dans le secteur agricole est un des facteurs déterminants dans ce processus; les producteurs qui veulent demeurer concurrentiels doivent acheter leurs moyens de production aux monopoles industriels à des prix exorbitants et sont obligés de s'endetter de plus en plus pour payer leur équipement.

C'est ce qu'un rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, à laquelle sont rattachés les principaux pays impérialistes et capitalistes du camp de l'impérialisme américain) sur l'agriculture canadienne vient nous rappeler:

"La modification la plus importante dans la composition des facteurs de production a résidé dans le remplacement des facteurs produits ou obtenus traditionnellement dans le cadre du secteur agricole par des facteurs de production provenant du secteur non-agricole de l'économie. Ces facteurs achetés à l'extérieur englobent notamment les réparations effectuées sur les bâtiments et les machines, les impôts fonciers, le combustible et l'huile, les aliments du bétail et les semences achetées, les engrais, l'électricité, le bétail acheté et divers autres services et fournitures. Pendant la période 1950-1964, les achats hors secteur ont représenté chaque année, 36% en moyenne de l'ensemble des facteurs de production agricole utilisés; en 1965, le pourcentage était passé à 51%. Les conséquences principales de cette tendance sont que l'agriculture est de plus en plus tributaire du crédit à la production et que les secteurs agricole et non-agricole sont de plus en plus interdépendants. On peut également en déduire que l'économie agri-

cole est plus sensible aux fluctuations des secteurs non-agricoles, en particulier dans les industries qui fabriquent des produits nécessaires à l'agriculture, transformant des produits du secteur agricole et lui fournissant des services." (7)

C'est là une façon bourgeoise de parler de la dépendance croissante et de l'écrasement des producteurs agricoles par les monopoles capitalistes du "secteur non-agricole". Selon la même source, de 1951 à 1968, les prix de ces actifs ont augmenté de 109% au profit des monopoles qui vendent ces produits. Les bâtiments et la terre ont vu leurs prix augmenter de 174% alors que ceux de la machinerie et de l'équipement grimpaient de 64%; le bétail et la volaille pour leur part, produits du secteur lui-même, diminuaient de 30% en prix.

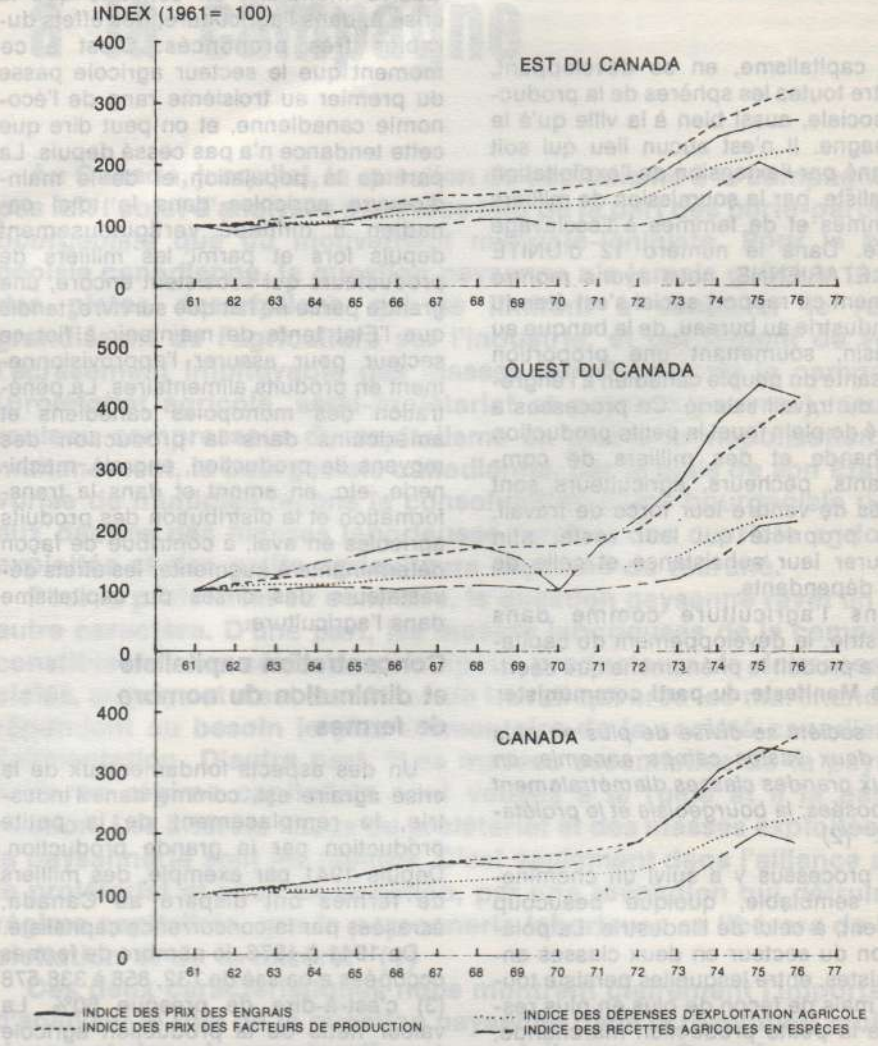
Plus récemment encore, entre 1961 et 1977, le prix des "facteurs de production" agricoles a plus que triplé et le rythme de croissance des dépenses d'exploitation agricole a constamment dépassé celui des recettes agricoles; c'est ce qu'indique de façon saisissante le tableau suivant: (voir tableau 1).

En fait, de 1961 à 1976, les dépenses d'exploitations agricoles au Canada sont passées de $1,968.1 millions pour 480,903 fermes, c'est-à-dire environ $3,500 par ferme, à $6,169.5 millions pour 300,118 fermes, soit environ $20,500 par ferme donc, six fois plus en 15 ans seulement (8). De telle sorte qu'en 1976, les dépenses de machinerie constituaient 20% des dépenses d'exploitation, l'alimentation des animaux 20% également et un autre 12% couvrait **l'intérêt sur la dette** (9).

Comme le constatait l'OCDE, en d'autres mots, les couches inférieures des agriculteurs sont saignées à blanc par Massey-Ferguson ($58 milliards de profit en 1973), International Harvester of Canada ($21 milliards), Cominco, filiale du Canadian Pacific et Imperial Oil dans les fertilisants et engrais chimiques, d'un côté; Weston ($34 milliards de profits en 1973), Canada Packers ($14 milliards), General Food ($10 milliards), dans la transformation; Safeway ($23 milliards), Steinberg ($16 milliards), Dominion ($10 milliards), Loblaw, dans la distribution, de l'autre côté. (source: **Financial Post**, "Survey of industrial" 1974). Etouffés de toutes parts, beaucoup d'agriculteurs canadiens n'ont pas suivi le courant et ont été balayés de la carte, écrasés par le capital bancaire qui leur suce les dernières gouttes de sueur et de sang que les monopoles agro-alimentaires leur ont laissées.

TABLEAU 1

Rapports des recettes et des coûts agricoles, et des coûts des facteurs de production, Canada et ses régions, années civiles 1961-1976



Source: Agriculture Canada, *Facteurs de production agricole*, **décembre 77, p. 27**

L'endettement des agriculteurs s'accroît

Cette hausse effrénée des coûts de production et cette capitalisation accrue ont obligé les fermiers à recourir de plus en plus aux prêts du capital financier et de l'Etat, augmentant ainsi leur dépendance et rendant leur statut de propriétaire plus formel que réel.

De 1960 à 1968, selon le rapport de l'OCDE cité plus haut, l'endettement agricole a augmenté de $1.6 milliards à $4.1 milliards, tandis que les investissements passaient de $11.6 milliards à $22.4 milliards; la dette en pourcentage des investissements a donc augmenté de 13.5% à 18.3%. L'endettement moyen par ferme est passé de $3,168 en 1960 à $14,385 en 1972, soit une impressionnante croissance de 354% (10). En fait, la dette moyenne par dollar de capital dépasse $0.20 en 1972 au Canada; et il y a des chances que le pourcentage soit plus élevé chez les agriculteurs pauvres obligés de recourir au crédit encore plus souvent.

Ces chiffres nous aident à comprendre les facteurs qui ont entraîné une baisse radicale de la population agricole entre 1941 et 1971 et la disparition de centaines de milliers de fermes. Il n'y a pas dix mille sources à la prolétarisation massive des fils et filles d'agriculteurs; on en retrouve la cause fondamentale dans les lois même du développement capitaliste, dans la monopolisation du capital industriel et bancaire fusionné en capital financier et son hégémonie croissante sur tous les secteurs économiques, à la ville comme à la campagne.

Tout récemment encore, certains indices nous laissaient croire que le processus ne fera que s'accentuer; selon le

Financial Post (11), le département d'agriculture de la Banque Royale a calculé une baisse de revenu net des agriculteurs canadiens de $4.3 milliards en 1975 à $3.5 milliards en 1976 et il prévoit une baisse à $3.2 milliards en 1977 et enfin à $3.1 milliards en 1978.

Et au même moment, les paysans doivent affronter, comme tout le peuple canadien, la hausse croissante du coût de la vie, qui contribue à gruger encore plus leurs revenus pourtant déjà assez amochés. Cela par exemple, se traduit par des conséquences comme celles qu'ont subies les agriculteurs québécois en 1974: leur revenu net a baissé de 9% et leur revenu réel, lui, diminuait de 21%, car les prix avaient augmenté en 74 de 12%.

L'Etat soumet le développement de l'agriculture aux intérêts du capitalisme et de l'impérialisme canadien

On ne peut comprendre cette situation sans analyser le rôle joué par l'Etat dans le développement du capitalisme à la campagne et l'avantage stratégique que procure à l'impérialisme canadien l'arme de la production agricole, le blé en particulier.

Dès la Deuxième Guerre mondiale par exemple, la fourniture de blé aux forces alliées a constitué pour la bourgeoisie canadienne une arme importante dans la lutte pour le partage du butin impérialiste. Cela lui a permis entre autres d'échanger le blé de l'Ouest canadien contre les machines-outils nécessaires au développement de l'industrie de guerre. C'est à cette époque qu'est créée la Commission canadienne du blé. Mise sur pied par le gouvernement conservateur de R. B. Bennett en 1935, elle deviendra en 1943, sous le gouvernement libéral de McKenzie King/ le seul agent de mise en marché du blé et c'est par elle que l'Etat canadien établira un contrôle absolu sur les fournitures de blé canadien, comme il l'a fait d'ailleurs avec d'autres instruments pour toute la production manufacturière (*). La production de blé est tellement importante pour l'impérialisme canadien que la bourgeoisie autorise son Etat à prendre des mesures spéciales pour enrayer l'exode rural, pour garder la jeunesse sur les fermes; il exempte du service militaire ceux des jeunes agriculteurs qui acceptent de rester sur leurs terres; c'est là un exemple de l'importance que revêt l'agriculture pour l'impérialisme canadien.

Aujourd'hui, la population agricole demeure sujette aux manipulations de l'Etat canadien qui y exerce un contrôle absolu, tant sur le blé que sur les produits laitiers par exemple, dont il détermine arbitrairement la quantité produite et le prix; il utilise dans ce but sa politique tarifaire, ouvrant ou fermant les portes du pays aux produits étrangers, et ses offices de commercialisation, qui fixent les quotas de production et le prix de la marchandise. Cette pratique prend d'autant plus d'importance quand on considère que le Canada est un des plus gros producteurs et exportateurs de produits agricoles au monde. En 1970 par exemple, le Canada, était après les Etats-Unis le deuxième producteur de blé au monde et c'est lui qui détenait, avant les Etats-Unis, le plus gros stock de blé pour l'exportation (12).

C'est là une situation très avantageuse pour l'impérialisme canadien lorsqu'on connaît les graves problèmes d'approvisionnement alimentaire de certains pays en voie de développement, une situation stratégique sur le plan des rivalités impérialistes actuelles. Le tableau ci-dessous décrit cette situation:

TABLEAU 2
Ratio de dépendance * de certaines régions à l'égard des importations de produits agricoles, 1970 et 2000

	1970	2000
Amérique latine (revenu moyen)	**3.0**	**3.4**
Amérique latine (revenu faible)	**2.6**	**4.4**
Chine	**0.8**	**1.6**
Asie (revenu faible)	**6.9**	**6.9**
Proche-Orient	**13.1**	**19.1**
Afrique sahélienne	**7.0**	**7.1**
Afrique tropicale	**5.6**	**5.4**

*** Importations en pourcentage des besoins totaux, aux prix de 1970.**

Source: d'après *Pour un avenir commun,* **Conseil Economique du Canada, Approvisionnement et services Canada, 1978**

Le Proche-Orient, l'Afrique et l'Asie sont au coeur de la lutte actuelle pour le repartage du monde entre les pays et les blocs impérialistes; et la production de blé canadien représente, face à la dépendance de ces régions, une arme précieuse pour l'impérialisme et ses alliés occidentaux.

L'Etat canadien a utilisé de façon cynique ce rapport de force dans les années 70 lorsque, par le programme LIFT, il a encouragé les producteurs à réduire leur production afin de favoriser de meilleurs prix pour ses exportations et une entrée de devises dans les coffres du pays; tout cela aux dépens des peuples du Sahel, de la Haute-Volta, du Tchad, et ceux du Bengla-Desh, du Pakistan et de la Tanzanie, pour donner quelques exemples, qui ont connu des famines désastreuses. Pendant que la production de blé canadien diminuait intentionnellement au nom du profit et des intérêts impérialistes de la bourgeoisie canadienne, des milliers d'êtres humains mouraient de faim. C'est là un aspect dramatique de la barbarie du capitalisme rendu à son stade suprême et un autre fait qui suscite la colère du prolétariat et des peuples du monde.

L'Etat et la monopolisation de l'agriculture

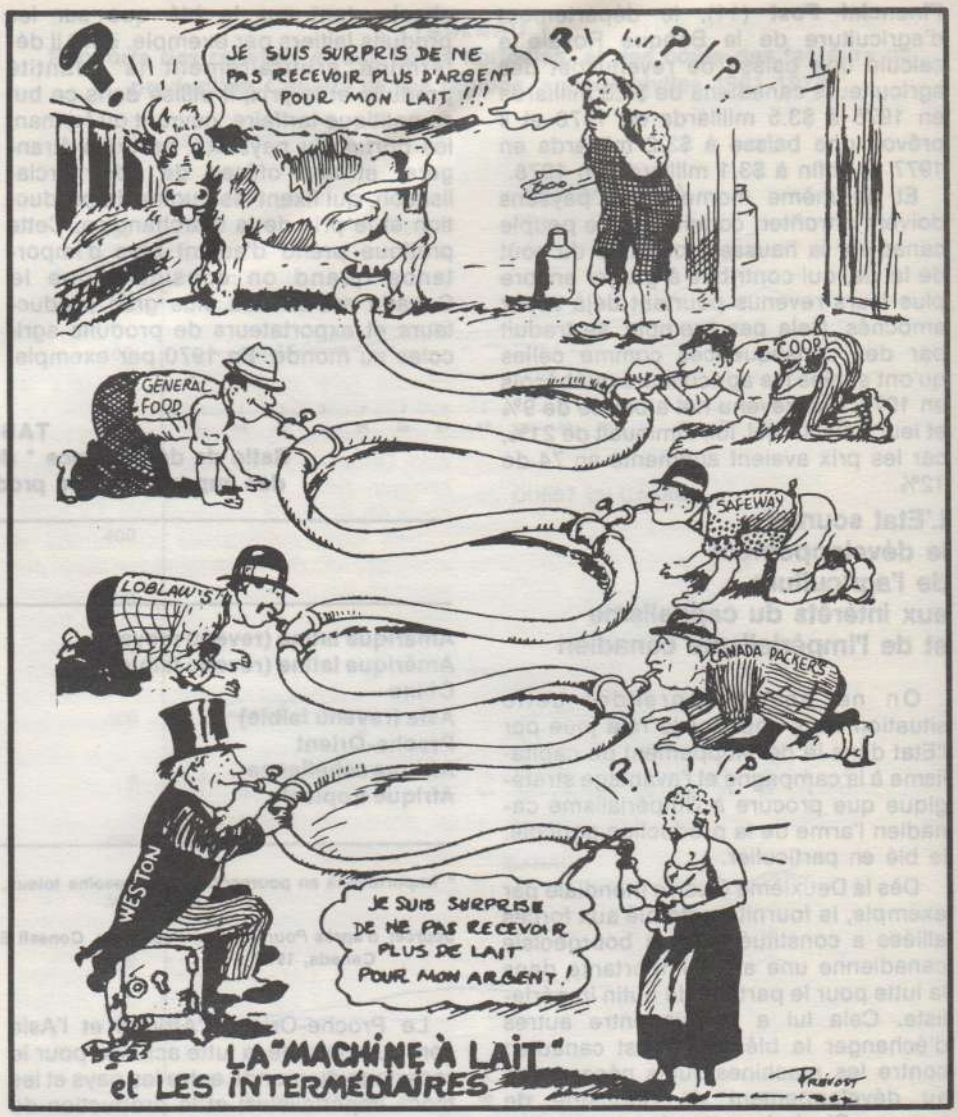
Au niveau interne maintenant, l'Etat canadien a considérablement influencé le développement du capitalisme et la différenciation des différentes couches au sein de la paysannerie. Voici quelques-unes des politiques économiques les plus importantes du ministère fédéral de l'Agriculture.

Le Small Farm Development Program créé en 1972 concerne environ 150,000 fermes, celles des paysans pauvres surtout, et vise explicitement deux buts: a) appuyer le développement des agriculteurs qui ont prouvé leur capacité de croissance; b) faire quitter l'agriculture aux autres. Pour réaliser ce projet, le moyen essentiel mis de l'avant consiste à transférer les terres de celui qui se retire du secteur à l'agriculteur qui veut croître. A cette fin, l'Etat a créé le Land Transfer Program administré par la Société du crédit agricole, un organisme

(*) Voir à cet égard le numéro 9 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, *Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale.*

du gouvernement fédéral, chargé comme son nom l'indique d'offrir aux fermiers le crédit nécessaire à leur capitalisation. Ce programme comprend les éléments suivants: un prêt au vendeur de la terre pouvant atteindre $3,500 à condition que l'agriculteur qui se retire puisse prouver qu'il pourra vivre sans avoir recours à l'assistance sociale; un crédit à l'acheteur à condition qu'il ne possède pas plus de $60,000 de capital et que son entreprise soit rentable une fois l'achat effectué et les terres fusionnées; si la terre achetée continue à fonctionner séparément, le crédit est retiré; il comprend aussi la constitution d'une banque de fermes disponibles, et la Société du crédit agricole achète les terres disponibles en attendant les acheteurs éventuels. Cette politique montre à quel point l'Etat canadien tient à la survie de l'agriculture, d'une agriculture capitaliste, il va de soi. L'Etat a aussi mis sur pied les "Services programs" qui se divisent en deux volets. Le premier volet consiste à apprendre au fermier comment devenir un bon administrateur; le système Canfarm du ministère fédéral de l'Agriculture a été produit précisément dans ce but. Ces cours destinés aux paysans peuvent semer l'illusion que tous les paysans peuvent s'en sortir en suivant bien les conseils de la Société du crédit agricole ou des conseillers des organisations de producteurs, comme l'Union des producteurs agricoles (UPA) au Québec, mais la réalité nous enseigne que la disparition des petits agriculteurs est justement une condition et un résultat du développement capitaliste de l'agriculture. La volonté clairement exprimée de l'Etat, c'est de faire de l'agriculteur un véritable "businessman". Comme il y a finalement peu d'élus, l'autre volet du programme, appelé cette fois Rural Development Program, se résume à la mise sur pied d'une sorte de mini-centre de main-d'oeuvre pour les agriculteurs en faillite. La vérité, c'est que les petits fermiers prolétarisés rejoignent les rangs de l'armée de réserve du capital.

L'Etat canadien offre aussi d'autres services destinés spécialement aux agriculteurs riches qui comptent le devenir encore plus. Il met à leur disposition des centres de "dispatchage" d'ouvriers agricoles dans les régions où la demande est grande, comme en Ontario. Les fermiers riches sont donc assurés d'une bonne réserve de main-d'oeuvre. Et pour plus de sureté, l'Etat canadien a conclu des accords avec certains pays des Caraïbes, tels la Jamaïque, Trinidad et Tobago, puis avec le Mexique afin de favoriser l'entrée au pays d'ouvriers agricoles pour la durée des récoltes. Dans le cadre de ces accords, entre 1969-1972, environ 1,200



Fait à partir d'un dessin de Prévost paru dans **La Terre de chez-nous** du 12 juillet 1939.

ouvriers sont ainsi venus des Caraïbes; en 1973, ce nombre avait grimpé à 3,408 et en 1974, à 5,350; en 1976, en Ontario seulement, il atteignait 6,812.

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, l'Etat canadien adoptait des modifications à la Loi des banques de 1967, supprimant le plafond imposé aux taux d'intérêt et rendant le prêt aux paysans plus attrayant pour le capital bancaire; cette modification inclut aussi des clauses autorisant les banques à charte à entrer dans le champ des prêts de première hypothèque, ce qui rend l'octroi de prêts agricoles plus intéressant pour elles. Encourageant de plein pied cette tendance de l'Etat fédéral à renforcer le rôle des banques dans l'agriculture, le Parti québécois annonçait récemment six projets de lois pour les agriculteurs: le PQ "crée un précédent au Canada en permettant à des institutions privées de prêter à long terme de l'argent aux agriculteurs..." (13).

Pour l'ensemble du Canada, cela se traduit par les résultats suivants: tandis que la dette totale des agriculteurs augmentait de 100% entre 1971 et 1976, la part des banques à charte dans cette extension du crédit augmentait de 149%. Ce sont les fermiers riches qui profitent de cette nouvelle source de financement autorisée par l'Etat, le crédit bancaire, car le plafond des taux d'intérêt rend les prêts plus onéreux que le crédit gouvernemental. Comme les agriculteurs n'ont pas tellement le choix et qu'ils doivent s'endetter s'ils veulent demeurer compétitifs et se mécaniser, ce sont les plus riches qui sont les plus favorisés. Au Québec, certains projets de loi du PQ, réalisés "dans la perspective du développement de l'agriculture" vont accentuer le processus; ils ont tous pour but d'augmenter le montant maximum de prêts aux paysans. Le projet no 12 par exemple, porte ce maximum de $150,000 à $250,000 pour le long terme car "plus de 18% des requérants possèdent des actifs de $200,000 et

plus"; coïncidence peut-être, c'est là le pourcentage des fermes qui vendent plus de $10,000 de produits agricoles au Québec; et leur taux de croissance dans les années 60, on le verra plus loin, était de 288%.

L'Etat canadien intervient donc de plusieurs façons à la fois mais son objectif, lui, est unique dans les deux nations: accentuer la monopolisation capitaliste de l'agriculture. Et les données qui suivent montrent que tout s'est passé comme la bourgeoisie et l'Etat canadien l'entendaient. En 1971, selon **L'Economie agricole au Canada** (14), les fermes qui vendaient pour plus de $10,000 étaient responsables de $2.5 milliards du total de $3.5 milliards de produits agricoles vendus; les fermiers les plus riches assumaient donc 71% des ventes totales alors qu'ils ne représentaient que 25% de tous les agriculteurs. En 1961, ces mêmes fermiers riches ne contrôlaient que 45% de la production; le bond est appréciable. Par contre les agriculteurs qui vendaient pour moins de $2,500 ne contribuaient que pour 3% des ventes totales alors qu'ils formaient 32% de tous les agriculteurs.

Selon les régions maintenant, le degré de monopolisation de la production agricole, ainsi que l'indique le tableau suivant, est inégal: (voir tableau 3)

Cette monopolisation de la production s'accompagne d'une monopolisation du capital. Ainsi, à elles seules, les fermes de la catégorie de plus de $10,000 représentent $7.5 milliards de capital sur un grand total de $16 milliards pour l'ensemble de l'agriculture canadienne, soit près de 50% du total en 1971 (contre 27% en 1961). De même, elles occupent 46% de toute la terre (75 millions d'acres sur 163 millions), alors qu'elles n'en accaparaient que 25% en 1961 (même source que le tableau précédent).

La propriété foncière se concentre donc elle aussi entre des mains de moins en moins nombreuses, ce qui entraîne une diminution de la proportion des propriétaires de fermes dans l'ensemble des agriculteurs. Alors qu'en 1941, 75% des fermes étaient occupées par leur propriétaire, en 1976, ce pourcentage était tombé à 63%. La formule qui connaît la plus grande expansion, ce n'est pas la location pure et simple (qui est en régression et ne compte plus que pour 6% de l'ensemble en 1976) mais plutôt le mode d'occupation mi-location mi-propriété, dont la proportion durant ces années est passée de 11.6% à 31.6% du total.

Voilà donc résumés certains traits essentiels du développement capitaliste

TABLEAU 3
Valeur des produits agricoles vendus au Canada, par région et par catégorie économique

Région	% de la valeur des produits agricoles vendus par les fermes de plus de $10,000	% des fermes de plus de $10,000 par rapport au total des fermes
Maritimes	66	15
Québec	58	18
Ontario	80	28
Prairies	71	28
Colombie-Britannique	78	19

Source: *L'Economie agricole au Canada*, **volume 12, no 5, p. 24**

de l'agriculture canadienne sur lesquels se sont élevées deux grandes classes, la bourgeoisie rurale et le prolétariat agricole, et entre lesquelles se maintient, de peine et de misère, une petite production marchande où le processus de prolétarisation est généralement très avancé.

Les classes sociales à la campagne

Le prolétariat agricole

Le prolétariat agricole est le détachement rural du prolétariat canadien. En ce sens, il représente l'avant-garde de la population agricole, le seul qui, par sa place dans les rapports sociaux de production, a intérêt jusqu'au bout à la révolution prolétarienne. Celui-ci en effet ne possède que sa force de travail et n'a que ses chaînes à perdre dans ce processus; il est appelé, en alliance avec les agriculteurs pauvres et les semi-prolétaires, à organiser la production socialiste à la campagne sous la direction du parti prolétarien. Relativement faible en nombre, il a donc devant lui des tâches politiques et économiques d'une importance cruciale.

Pour Lénine: *"L'indice essentiel du capitalisme à la campagne est le travail salarié" (15).* Or, depuis la Deuxième Guerre mondiale, nous constatons au pays le développement important du travail salarié relativement à la petite production marchande et au travail familial non-rémunéré. C'est ce qu'indique le tableau suivant:

TABLEAU 4
Main-d'oeuvre agricole occupée selon la catégorie de travailleurs, Canada, années choisies

Année	Ouvriers salariés	Ouvriers familiaux	Exploitants indépendants	Total
1949	143,000	273,000	662,000	1,077,000
1951	100,000	243,000	596,000	939,000
1961	112,000	133,000	436,000	681,000
1964-68	100,000	124,000	350,000	575,000
1969-73	98,000	114,000	289,000	501,000
1974	99,000	103,000	271,000	473,000
1975	110,000	99,000	270,000	479,000
1976	143,000	90,000	241,000	474,000
1977 (*)	150,000 (31.8%)	82,000 (17.4%)	240,000 (50.8%)	472,000

Source: *La population active*, **catalogue 71-001, Statistiques-Canada.**
(*) Chiffres officieux

De 1949 à 1977, le travail salarié est le seul élément qui n'ait pas diminué en chiffres absolus, se permettant même d'augmenter légèrement; les deux autres composantes de la "main-d'oeuvre" agricole ont été réduites au tiers de leurs effectifs d'il y a trente ans. En termes relatifs, la part du travail

salarié a augmenté considérablement, de 14% à 31.8%, et le mouvement s'est effectué principalement entre 1975 et 1977, bien que cette part ait augmenté régulièrement depuis la Deuxième Guerre mondiale. On peut donc conclure à la prolétarisation croissante de l'agriculture canadienne, ce qui s'inscrit dans le sens du développement capitaliste en général.

Nous verrons maintenant la composition du travail salarié afin d'isoler les éléments authentiquement prolétariens, ceux dont le travail salarié est la condition de vie.

La majorité de ces travailleurs agricoles, selon la Gazette du travail de septembre 1977, sont des travailleurs saisonniers; quelque 100,000 salariés agricoles ne vendent leur force de travail aux agriculteurs, principalement à la couche supérieure, mais aussi aux couches moyenne et inférieure, que pour une partie de l'année, alors que 40,000 d'entre eux seulement travaillent en permanence sur la ferme ou dans les élévateurs à grain. Parmi les travailleurs saisonniers, la main-d'oeuvre étudiante forme encore la moitié des effectifs; ceux-ci sont en demande dans toutes les régions et, au Nouveau-Brunswick, l'année scolaire débute même deux semaines plus tôt (et est interrompue pendant la récolte des pommes de terre), afin de pourvoir McCain, un monopole célèbre dans la région, en main-d'oeuvre suffisante. Dans d'autres provinces, comme dans les Prairies, l'accent est mis sur le recrutement des autochtones, dont un grand nombre est sur le chômage ou l'assistance sociale, comme réserve pour les besoins saisonniers du capital agricole. L'Ontario, elle, compte surtout sur le supplément de main-d'oeuvre que constituent les travailleurs saisonniers étrangers (6,812 en 1976); on y retrouve surtout des travailleurs des Caraïbes ou du Mexique. Les capitalistes agricoles ontariens ont expérimenté, dès 1966, une formule d'importation de main-d'oeuvre entre les gouvernements du Canada, de la Jamaïque, des Barbades et de Trinidad-Tobago. Des ouvriers des Caraïbes ont aussi travaillé dans les vergers du sud de Montréal en 1973.

L'Etat canadien, et ses différents appareils provinciaux, fournissent donc à certains agriculteurs une main-d'oeuvre étrangère. Et c'est dans les couches les plus exploitées de l'armée de réserve canadienne et même étrangère qu'ils vont chercher leurs prolétaires, soit parmi les autochtones ou les travailleurs des pays où l'impérialisme canadien est déjà à l'oeuvre: les ouvriers de ces derniers pays viennent ici généralement pour un séjour minimum de six semaines et un séjour maximum de quatre mois. Ce sont là les limites légales établies par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. Quant aux étudiants, leurs conditions d'existence, surtout en période de crise, les obligent à saisir toutes les occasions de payer leurs études et de survivre durant l'année scolaire. Inutile de préciser que ce ne sont pas les fils et les filles de la bourgeoisie qui vivent ces conditions, mais bien les enfants de la classe ouvrière dont les parents n'ont tout simplement pas les moyens de supporter ce fardeau supplémentaire. Ces étudiants ne font pas partie du prolétariat agricole, dans la mesure où le travail salarié n'est pas leur condition de vie ni leur activité principale; et comme ils forment un pourcentage important des travailleurs saisonniers, on peut dire que le nombre de travailleurs salariés est plus élevé que le nombre de prolétaires agricoles, au sens strict.

Cette composition du prolétariat agricole et le nombre important de travailleurs saisonniers sont des facteurs de taille dans les conditions de travail et de salaire qu'ils subissent, ainsi que dans leur faible degré d'organisation. Pour les travailleurs "importés" directement pour les récoltes, la menace de l'expulsion sans recours leur enlève probablement toute velléité de riposte ou possibilité d'organisation contre les conditions extrêmement dures qui leur sont imposées. De plus, ils sont généralement isolés, sans grand contact avec le prolétariat canadien, sans connaissance des droits minimaux que celui-ci a conquis de haute lutte depuis le début de son histoire. Les autochtones, bien que citoyens canadiens, sont souvent sous le coup du racisme entretenu par la bourgeoisie, tenus comme étrangers dans le pays dont ils sont pourtant les premiers habitants. Quant aux étudiants, leur situation transitoire les éloigne pour un certain temps (et en partie seulement) du prolétariat et de ses luttes; leur incursion temporaire dans la production sociale n'est pas assez prolongée pour servir de puissant levier au développement de leur conscience politique, bien que l'expérience contribue à en éveiller plusieurs à la réalité de l'exploitation capitaliste. Quant aux travailleurs permanents, ce n'est que de fraîche date qu'ils ont réussi à briser le mur des préjugés que la bourgeoisie a élevé contre leur possibilité de se syndiquer. En 1977, la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique était forcée de reconnaître aux 18 employés de la South Peace Farms le droit de se syndiquer. Il y avait parmi eux, 8 à 10 travailleurs permanents et une dizaine d'étudiants recrutés dans les écoles d'agriculture à travers le Canada. Le jugement de cette Commission créait un précédent au pays, selon la Gazette du travail de septembre 1977. Curieusement, le nouveau syndicat est affilié au Syndicat international des travailleurs des industries pétrolières, chimiques et atomiques.

Cette situation générale n'est pas sans influencer les conditions matérielles de vie du prolétariat agricole qui vit dans l'insécurité totale et l'absence de droits démocratiques de base, comme le droit au salaire minimum par exemple. Au Québec, en 1977, on parlait encore de l'élaboration d'un programme grâce auquel les travailleurs agricoles seraient couverts par la loi sur les accidents de travail (les exploitants indépendants n'étant pas davantage couverts). Sur le plan strictement salarial, leur force de travail était nettement sous-payée, comme en fait foi le tableau suivant. (voir tableau 5).

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes: l'ouvrier agricole gagne à peine un peu plus que la moitié du salaire de l'ouvrier industriel, qui pourtant est au coeur de l'exploitation capitaliste. Cela évidemment ne signifie pas nécessairement

TABLEAU 5

A) Salaire horaire moyen au Canada pour les ouvriers agricoles de sexe masculin (sans pension)		B) Salaire horaire moyen au Canada pour les ouvriers des industries manufacturières		
Année	**Taux horaire (A)**	**Année**	**Taux horaire (B)**	**A/B**
1974	$2.33	1974	$4.37	53%
1975	$2.86	1975	$5.06	56%
1976	$3.21	1976	$5.76	55%
1977	$3.54	1977	$6.38	57%

Source: *L'économie agricole au Canada*, **vol. 11, no 6, p. 46**
Source: *Revue Statistiques Canada*, **janvier 76, janvier 77, (section 4, tableau 15). Août 78, (section 4, tableau 16)**

que l'ouvrier agricole est plus exploité, c'est-à-dire qu'il produirait plus de plus-value que l'ouvrier industriel (dû à la faible productivité du travail). Mais cela montre que ses conditions d'existence sont très difficiles, le réduisant en fait à une vie misérable.

C'est lui qui constitue la force d'avant-garde à la campagne, et c'est lui que le prolétariat des villes doit chercher particulièrement à organiser dans la lutte pour la conquête du pouvoir d'Etat.

Il doit immédiatement s'attaquer à l'exploitation et à l'oppression particulièrement féroce de ses frères de la campagne en appliquant le programme communiste qui revendique entre autres:

a) plein droit d'expression, **d'association et d'organisation économique et politique** *du prolétariat et des couches populaires et entière indépendance de ces organisations, y compris des syndicats, face à l'Etat bourgeois;*

d) suppression de toutes limitations au droit de grève et de négociation pour **tous** *les travailleurs canadiens;*

e) **égalité des salaires** *pour tous les travailleurs canadiens qui accomplissent* **un travail égal**, *sans discrimination d'âge, de sexe, de race ou de différence nationale;*

f) indexation des salaires et de tout autre revenu des travailleurs, assurance-chômage, pensions, allocations familiales, assistance sociale; établissement d'un **revenu minimum garanti** *pour tous et indexé au coût de la vie;* **totale protection de la santé au travail***" (16)*

Cela afin de les tirer de leur isolement social et politique et de les faire participer pleinement à la vie politique et sociale et plus particulièrement à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie canadienne et son Etat. C'est ainsi que se nouera l'unité du prolétariat canadien de la ville et de la campagne et qu'en plus se créeront des liens entre le prolétariat canadien et celui des autres pays que la bourgeoisie canadienne exploite au Canada en les faisant venir pour la période des récoltes.

La différenciation de classes au sein de la paysannerie

Au sein de la paysannerie canadienne, la situation est assez complexe. Si la pénétration du capitalisme dans l'agriculture y a suscité l'émergence d'une bourgeoisie qui exploite le travail salarié, elle n'a pas fait disparaître pour autant les couches intermédiaires entre celle-ci et le prolétariat agricole. Ces couches continuent à exister et elles englobent encore des milliers de producteurs (près de 300,000 en 1971), soit la majorité des agriculteurs. Il s'agit maintenant d'analyser l'appartenance de classe des agriculteurs canadiens; nous y procéderons à partir des critères suivants:

1) l'exploitation de travail salarié;
2) l'exploitation en tant que travailleur salarié;
3) le revenu de ferme, c'est-à-dire le revenu directement lié à la production agricole et aux ventes de produits agricoles, par opposition au revenu hors-ferme, lié comme son nom l'indique, à une occupation extérieure à la ferme elle-même (dans la construction, la vente, le travail de bureau, etc.);
4) le capital possédé (c'est-à-dire la valeur des moyens de production détenus);
5) la propriété foncière (la propriété de la terre, un des moyens de production).

Il ne s'agit pas là de critères définitifs ni complets. Mais ils sont suffisants pour nous donner une idée générale des différenciations de classes au sein de la paysannerie. Les deux premiers critères nous indiquent déjà la complexité de la question paysanne, certains paysans exploitant le travail salarié, d'autres faisant l'objet de cette exploitation, et quelques-uns réunissant à la fois les deux conditions, à différents moments. Les trois derniers critères quant à eux sont étroitement reliés.

Le semi-prolétariat: les agriculteurs pauvres en voie de prolétarisation

Les transformations radicales de la structure de classe et les différenciations importantes amenées par le développement du capitalisme dans les campagnes se sont traduites par la prolétarisation massive des agriculteurs pauvres. Certains ont été tout simplement relégués dans les rangs du prolétariat ou du moins, leurs descendants n'ont pas suivi leurs traces; d'autres sont dans une situation contradictoire, propriétaires de ferme, endettés jusqu'au cou, et obligés pour poursuivre de vendre leur force de travail au capital, ce sont là des semi-prolétaires dont l'avenir réside dans la prolétarisation totale.

Selon Lénine, les semi-prolétaires sont les producteurs qui réunissent les caractéristiques suivantes:

"... de semi-prolétaires, c'est-à-dire de gens qui vivent régulièrement une partie de l'année comme prolétaires, qui recherchent constamment leur subsistance en effectuant, pour une certaine part, un travail salarié dans les entreprises capitalistes" (17);

et encore:

"Les paysans pauvres ou semi-prolétaires (le camarade Serrati a pris la mauvaise habitude de mettre un point d'interrogation après ce mot; c'est un terme marxiste juste, il exprime une idée juste, confirmée par les faits en Russie et en Italie, à savoir que les paysans pauvres sont à moitié propriétaires et à moitié prolétaires.)..." (18).

C'est là la définition scientifique du semi-prolétariat qui, comme le nom l'indique, est en voie de prolétarisation. Les conclusions qu'on peut en dégager sont les suivantes:

a) le semi-prolétaire a une double nature de classe. D'une part, c'est un petit-bourgeois, c'est-à-dire un petit commerçant, un pêcheur, un paysan etc.; d'autre part, il se trouve pendant une période de l'année comme prolétaire, dans la construction, le commerce ou ailleurs, et parfois il occupe les deux emplois simultanément. Cette occupation n'est pas conjoncturelle, mais régulière, elle se produit d'année en année, et on pourrait même ajouter qu'elle prend progressivement de plus en plus d'importance vu que cette condition de semi-prolétaire, c'est l'antichambre de la condition de prolétaire qui s'ensuit à plus ou moins long terme...
b) Le semi-prolétaire a un revenu très bas: sa petite propriété n'arrive pas à le faire vivre, contrairement à l'agriculteur moyen qui arrive à s'en sortir avec difficulté;
c) le semi-prolétaire se voit donc obligé d'aller vendre sa force de travail aux capitalistes.

Or, que nous enseigne la situation concrète à la campagne? On peut y observer le phénomène suivant: le revenu total des agriculteurs canadiens dépend dans une grande partie de leur revenu hors-ferme. Plus un agriculteur est pauvre en tant qu'agriculteur, plus le travail hors ferme prend une place importante dans l'ensemble de son revenu. De façon générale, environ 66% en moyenne du revenu total des agriculteurs canadiens provient d'un travail non-agricole hors-ferme; et celui-ci, comme le montre le tableau suivant, est relativement plus élevé chez les couches les plus pauvres des agriculteurs. (voir tableau 6)

L'élément le plus frappant de ce tableau, c'est la très grande dépendance des fermiers des catégories économiques inférieures, c'est-à-dire ceux dont le revenu de ferme et les ventes agricoles brutes sont les plus faibles, soit les catégories de moins de $2,500 et de $2,500 à $4,999, vis-à-vis leur revenu

TABLEAU 6
Revenu de ferme et revenu moyen par groupes économiques au Canada en 1970

Groupes économiques (ventes agricoles brutes)	A Revenu total moyen des opérateurs	B Revenu moyen net de ferme	B/A	Revenu total moyen de la famille
Total	**$4,803**	**$1,683**	**34**	**$6,928**
Moins de $2,500	**$4,628**	**$ 298**	**6.5%**	**$6,977**
$2,500-$4,999	**$3,874**	**$1,002**	**26%**	**$5,924**
$5,000-$9,999	**$4,187**	**$1,772**	**42%**	**$5,958**
$10,000-$24,999	**$5,416**	**$2,852**	**53%**	**$7,150**
$25,000-$34,999	**$7,428**	**$4,171**	**56%**	**$9,411**
$35,000-$49,999	**$7,868**	**$4,321**	**56%**	**$9,931**
$50,000-et plus	**$9,428**	**$4,597**	**50%**	**$11,603**

Le revenu total comprend tout l'argent reçu en 1970 provenant de gains ou de salaires, les salaires nets reçus pour un travail sur la ferme ou hors-ferme, les allocations familiales, pensions de vieillesse, autres allocations gouvernementales, pensions de retraités provenant d'un emploi antérieur, intérêts et dividendes provenant d'obligations ou de dépôts, autres sources d'investissements et autres sources.
Note: le revenu hors-ferme est la différence (A-B) c'est-à-dire le revenu total moins le revenu de ferme.

Source: *Canadian Farm Economics*, **Vol. 11, no 1, p. 11**

hors-ferme; c'est une question de vie ou de mort. **Les premiers gagnent hors-ferme 93.5% (100-6.5) de leur revenu total en moyenne tandis que les seconds y gagnent 74% (100-26) de celui-ci.**

Et dans l'immense majorité des cas, l'agriculteur se retrouve hors-ferme dans une situation de prolétaire; sur 98,230 emplois en 1971, 17,500 provenaient de la construction, 44,800 des travaux manuels autres que la construction, 11,500 dans la vente et le travail de bureau, 8,800 dans le secteur primaire autre que la ferme, 6,500 dans les services et finalement 3,700 dans le secteur de l'administration et 5,300 comme professionnels (19).

On peut conclure de tout cela que la très grande majorité des agriculteurs les plus pauvres sont des semi-prolétaires, et que même des agriculteurs plus à l'aise (catégorie $5000 à $9999 des ventes agricoles brutes par exemple) se retrouvent dans la même couche sociale, obligés eux aussi de vendre leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Les autres critères, capital et propriété foncière, viendront confirmer ces conclusions.

Les agriculteurs riches et moyens

C'est parmi les agriculteurs aux revenus agricoles et au revenu total les plus élevés que l'on retrouve ceux qui exploitent systématiquement le travail salarié et qui monopolisent la terre et les autres moyens de production (c'est-à-dire le capital agricole en général); ils forment la fraction rurale de la bourgeoisie canadienne, les agriculteurs riches.

D'autres agriculteurs relativement aisés possèdent d'importants capitaux et contrôlent de larges superficies agraires; ils exploitent le travail salarié et veulent rejoindre les rangs de la bourgeoisie rurale; certains d'entre eux connaissent des difficultés financières du même type que celles des agriculteurs pauvres quoique à un degré moindre: ce sont tous des éléments des agriculteurs moyens.

Voyons maintenant plus en détails les caractéristiques des agriculteurs riches. La bourgeoisie rurale est une classe qui exploite le travail salarié, c'est là un aspect fondamental de son existence. Elle est en plus propriétaire réelle de ses moyens de production dont la terre en particulier. Ce sont ces facteurs qui sont à l'origine même du revenu agricole plus élevé de cette fraction des agriculteurs. Voici à cet égard ce que nous enseigne la réalité (voir tableau 7).

Ce tableau nous montre, d'une part, que pour les agriculteurs pauvres (dont la grande majorité vendent eux-mêmes leur force de travail une bonne partie de l'année), l'engagement de travail salarié existe mais est peu significatif; d'autre part, pour les agriculteurs riches, l'exploitation de la force de travail d'autrui représente la règle et non l'exception, c'est même une nécessité impérieuse. Et la tendance est vers le développement de cette règle et la croissance relative du prolétariat agricole et du travail salarié à la campagne.

Ce tableau nous permet aussi de vérifier que la principale fraction exploiteuse à la campagne, celle qui de façon significative gagne son pain à la sueur du front des autres, correspond à peu près à la catégorie des agriculteurs qui vendent pour plus de $20,000 de produits agricoles en 1973. La catégorie immédiatement inférieure, celle qui regroupe les agriculteurs qui vendent de $10,000 à $19,999 en 1973, contient des éléments des deux couches, agriculteurs riches et agriculteurs moyens. Pour mieux appuyer ces affirmations, nous devons faire intervenir d'autres critères, le revenu de ferme, lié aux ventes agricoles brutes, le capital possédé et la propriété foncière. Le tableau 6 nous donne le revenu de ferme des paysans ainsi que leur revenu total (*). En identifiant ainsi le revenu de ferme des

TABLEAU 7
Dépenses en traitements et salaires selon l'importance des exploitations agricoles, au Canada, en 1973

Importance de l'exploitation (ventes agricoles brutes)	Pourcentage des fermes payant des salaires et traitements	Traitements et salaires comme pourcentage des dépenses totales	Montant moyen des traitements et salaires versés par ces fermiers
Moins de $2,500	**17**	**2.8**	**$348**
$2,500 à $4,999	**29**	**4.0**	**$450**
$5,000 à $9,999	**39**	**4.6**	**$597**
$10,000à $19,999	**52**	**4.7**	**$798**
Plus de $20,000	**74**	**5.6**	**$2,296**

Source: *L'économie agricole au Canada*, **vol. 11, no 6, p. 48**

paysans, ce tableau nous permet de connaître à la fois la propriété foncière et surtout le capital possédé par les différentes couches des agriculteurs. Les économistes du ministère fédéral de l'Agriculture ont déjà démontré dans la revue **Canadian Farm Economics** (vol. 11, no 1) la relation directe qui existe entre le revenu de ferme, la superficie de terres possédées et le capital possédé.

En 1970 par exemple, un capital de $3,000 ne conduisait qu'à un revenu de ferme de $387. Un capital de $7,500 à $20,000 rapportait en moyenne seulement $703 de revenu de ferme; les agriculteurs qui disposaient d'un capital entre $75,000 et $150,000 avaient un revenu de ferme moyen de $2,527 **et finalement, à un capital supérieur à $150,000 correspondait un revenu de ferme aussi faible que $3,460.** Ceci signifie que les agriculteurs qui en 1970 totalisaient des ventes agricoles brutes de $10,000 à $24,000 gagnaient un revenu de ferme de $2,852, qui correspond à un capital d'environ $120,000 à $150,000. Et ceux qui vendaient plus de $35,000 de produits agricoles retiraient plus de $4,000 de revenu de ferme, ce qui correspond à un capital supérieur à $150,000 (chiffre qu'il faut doubler pour donner l'équivalent en 1978). Ce sont là en général les caractéristiques des agriculteurs riches; et on retrouve probablement quelques agriculteurs moyens parmi ceux qui vendent entre $10,000 et $24,999, c'est-à-dire des producteurs en difficultés financières importantes malgré le capital "formellement" possédé (formellement, car ce capital peut être plus ou moins hypothéqué au capital financier).

Ces derniers calculs nous aideront à identifier la croissance numérique des différentes couches des agriculteurs suite à la pénétration du capitalisme dans le secteur agricole.

Le développement inégal des différentes couches de la population agricole

Le développement rapide du capitalisme à la campagne amène certaines couches à progresser rapidement, certaines autres à tout juste se maintenir et d'autres enfin à décliner rapidement. Ce développement inégal des différentes couches (jusqu'à la régression de certaines) constitue une caractéristique fondamentale qui nous aide à déterminer qui a intérêt à la révolution socialiste et qui s'y opposera parmi les agriculteurs canadiens. Le tableau suivant nous donne le portrait général de l'évolution des différentes catégories de fermes au Canada en 1971.

TABLEAU 8

Ventes agricoles brutes (dollars constants de 1961)	Indice 1961	Indice 1971
Moins de $2,500	100	53
$2,500-$4,999	100	55
$5,000-$9,999	100	99
Plus de $10,000	100	186
Total pour le Canada	100	76

Source: *L'Economie agricole au Canada*, **vol. 12 no 5, p. 23**

Ce tableau nous indique que certaines catégories de fermes (moins de $2,500 et $2,500-$4,999) ont diminué plus rapidement que la moyenne tandis que d'autres ($5,000-$9,999) n'ont presque pas bougé, diminuant de 1% seulement alors qu'une troisième catégorie (plus de $10,000) doublait presque en dix ans.

Nous avons là un résumé des trois tendances qu'on peut identifier au sein des agriculteurs et qui correspondent en gros aux trois couches qu'on y retrouve:

— Les agriculteurs pauvres sont ceux dont les ventes agricoles brutes ne dépassent pas $5,000 par année. Ce sont les principales victimes du développement du capitalisme à la campagne. Leur nombre a diminué de près de 50% entre 1961 et 1971. A l'intérieur de cette couche, il y a certaines distinctions à faire entre ceux qui ont des ventes brutes de $2,500 et ceux qui ont moins de $2,500. Mais finalement, ce ne sont que des distinctions de détail, ces deux catégories partageant pour l'essentiel les mêmes caractéristiques. C'est une couche qui n'a plus d'autre avenir que la ruine et la prolétarisation complète.

— Les agriculteurs moyens sont ceux dont les ventes agricoles brutes s'échelonnent de $5,000 à $10,000 plus une partie de ceux qui vendent entre $10,000 et $20,000. Cette couche s'est maintenue en chiffres absolus au cours des dix années en question, ce qui signifie qu'elle a progressé en termes relatifs puisque le nombre total de fermes a diminué de 24% dans la même période. C'est donc une couche qui peut entretenir certains espoirs de développement capitaliste, et dont les caractéristiques sont ambivalentes, parfois penchant vers celles des agriculteurs riches, d'autres fois vers celles des agriculteurs pauvres, souvent entre les deux. Ses positions face à la révolution en porteront la marque.

Les agriculteurs riches constituent la majeure partie de ceux dont les ventes agricoles brutes dépassent le cap des $10,000. Leur croissance a été phénoménale, 86% en dix ans, de 1961 à 1971. Cela illustre bien que c'est à eux que profitent le développement du capitalisme à la campagne, la monopolisation des terres, etc. Cette couche n'a aucun intérêt objectif à la révolution.

Le tableau suivant, par un autre angle, confirme ces mêmes tendances de ces trois couches. Il s'agit cette fois de la valeur moyenne des produits agricoles vendus par exploitation selon la catégorie (en milliers de dollars). (voir tableau 9)

Ces chiffres nous indiquent un plafonnement, et même un léger recul, des ventes par ferme chez les agriculteurs pauvres (de $900 à $1,000 pour la catégorie moins de $2,500 et $3,600 pour celle de $2,500-$4,999) alors qu'au contraire chez les agriculteurs moyens et chez les agriculteurs riches surtout, on note une augmentation de la valeur moyenne des ventes par ferme (de $6,900 à $8,000 soit 16% pour les agriculteurs moyens, et de $21,100 à $26,300 soit 24.5% pour les agriculteurs riches).

(*) Ce revenu appelé total dans le tableau 6 sous-estime le véritable revenu total des paysans; il ne tient compte de que ses deux éléments principaux, le revenu de ferme et le revenu hors-ferme; or, une étude publiée par la revue *Canadian Farm Economics* (vol. 10, no 2) a montré que deux autres éléments, la valeur locative de la propriété et les gains de capital sur la terre, représentent respectivement 11% et 18%, soit un total de 29% du véritable revenu total d'un agriculteur. En fait, plus un agriculteur est riche, plus son véritable revenu total est sous-estimé dans le tableau.

TABLEAU 9
Valeur moyenne des ventes brutes ($ constants de 1961)

Ventes agricoles brutes	1961	1971
Moins de $2,500	1.0	0.9
$2,500-$4,999	3.6	3.6
$5,000-$9,999	6.9	8.0
Plus de $10,000	21.1	26.3
Canada	4.9	9.6

Source: *L'économie agricole au Canada*, **vol. 12 no 5, p. 24**

Leur développement inégal selon les régions du pays

Ces trois couches d'agriculteurs se retrouvent partout à la grandeur du Canada. Mais de la même façon que l'agriculture en général se développe inégalement à travers le pays, ces différentes couches se développent différemment selon les régions.

Au niveau canadien tout d'abord, la situation globale se traduit de la façon décrite dans le tableau suivant:

TABLEAU 10
Nombre d'exploitations et pourcentage par rapport au nombre total

Ventes agricoles brutes ($ constants de 1961)	Nombre en 1961	(%)	Nombre en 1971	(%)
Moins de $5,000	340,000	70%	183,000	50%
$5,000-$9,999	90,000	18%	90,000	24%
Plus de $10,000	50,000	10%	93,000	25%

Source: *L'économie agricole au Canada*, **vol. 12 no 5, p. 23**

Maintenant, par région, la distribution des agriculteurs pauvres par rapport à l'ensemble des agriculteurs de leur région est la suivante, en 1971:

Maritimes	**69.5%**	**Prairies**	**44%**
Québec	**58%**	**Colombie-Brit**	**67%**
Ontario	**49%**	**Canada**	**50%**

Source: *La population active*, **catalogue 71-001, Statistiques Canada.**

Les chiffres du tableau nous donnent une idée du développement inégal des couches des agriculteurs au Canada, et aussi de la répartition différente des agriculteurs et de leurs couches selon la région. On doit noter au passage que contrairement à certains préjugés, il n'y a pas que des agriculteurs riches dans l'Ouest canadien, même si on y retrouve relativement moins d'agriculteurs pauvres.

Voyons maintenant d'un peu plus près comment le développement de ces couches s'est effectué dans chaque région; celui-ci, a-t-on dit, varie grandement.

En Colombie-Britannique, par exemple, les fermiers de moins de $2,500 représentent en 1971, 86% de leur total de 1961, et les fermes de plus de $10,000 représentent quant à elles 12% de leur nombre de 1961. C'est toute une différence avec la situation qui prévaut au Québec, où les fermes de moins de $2,500 représentent en 1971, 41% de leur total de 1961 (une baisse de 60%), alors que les fermes de plus de $10,000 ont connu la plus forte augmentation au Canada: 288% en 1971 de leur total de 1961.

On constate donc que partout au pays, les mêmes phénomènes fondamentaux existent, mais leur ampleur varie selon les régions. Au Québec, et dans une mesure un peu moindre dans les Maritimes, les transformations de classes à la campagne sont très rapides, les agriculteurs pauvres disparaissant à toute vitesse au profit des agriculteurs riches et de certains agriculteurs moyens. En Colombie-Britannique, la concentration et la monopolisation à la campagne se font à un rythme plus lent. Cela est certainement lié au fait que la concentration y est déjà très avancée si on en juge par les données suivantes: dans cette province, les agriculteurs riches constituent en 1971, 19% des agriculteurs et ils représentent 78% du produit total. Au Québec, ils constituent 18%, mais ils ne monopolisent que 58% du produit total (voir tableau 3). La concentration capitaliste y est donc plus faible qu'en Colombie-Britannique, le Québec reste ainsi ouvert à la monopolisation capitaliste et à la capitalisation accrue par ferme. On pourra encore y assister à une monopolisation du capital auquel d'ailleurs l'Etat donne le savoureux titre de "rationalisation" économique.

Le développement capitaliste de la campagne a donc entraîné la disparition de milliers d'agriculteurs semi-prolétarisés et a accru la puissance de la bourgeoisie rurale. Et s'il existe encore une petite production marchande, on peut en chercher la cause dans la nature même du capitalisme.

La bourgeoisie canadienne a intérêt à maintenir une petite production marchande qui lui permet d'obtenir à bon marché les marchandises agricoles; les petits agriculteurs en effet font travailler gratuitement des membres de leur famille, femmes et enfants, ce qui diminue d'autant la valeur des produits alimentaires, un des éléments déterminants dans la valeur de la force de travail des ouvriers industriels; de plus, les monopoles capitalistes investissent leur profit dans les zones les plus rentables et à cet égard l'industrie est beaucoup plus attirante que l'agriculture. La grande production mécanisée s'y répand avec plus de rapidité que dans l'agriculture et c'est encore au prix d'un effort immense et exténuant, d'un abaissement rapide du niveau de vie des petits producteurs et de leur famille que se maintient la masse des petites exploitations agricoles, caractérisées par une extrême instabilité.

Ce sont ces conditions qui amènent l'utilisation gratuite de la main-d'oeuvre familiale pendant que les agriculteurs riches vont chercher leurs ouvriers chez les peuples autochtones, les étudiants et les ouvriers étrangers, moins organisés et de ce fait plus faciles à manier.

Tout cela se traduit finalement dans l'échange inégal entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie, à l'avantage de ces derniers et du capital industriel.

Et pour toutes ces raisons, la bourgeoisie canadienne et son Etat cherchent à conserver une petite production marchande en essayant de faire des agriculteurs des hommes d'affaires "accomplis"; c'est ce que démontre l'importance et la nature de son intervention dans ce secteur.

* * *

Les lois économiques du développement du capitalisme sont les mêmes pour l'industrie et l'agriculture; dans l'agriculture comme dans l'industrie, la concentration de la production, l'élimination des petites exploitations par les grandes exploitations capitalistes est un phénomène inévitable, qui vient accentuer les antagonismes de classes. Devant la tendance accélérée à la prolétarisation des petits producteurs et à la constitution d'une riche bourgeoisie rurale qui vit de l'exploitation du travail salarié, l'alliance des agriculteurs pauvres avec la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat s'impose comme une nécessité de plus en plus impérieuse. Et toute tentative de restaurer la petite production, de revenir à la petite propriété individuelle devient un idéal réactionnaire rendu de plus en plus impossible par la polarisation de toute l'agriculture entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat.

L'avance dévastatrice du capitalisme à la campagne, en plus de rejeter des milliers de petits producteurs dans les rangs du prolétariat, a accentué la misère des agriculteurs pauvres qui ne se maintiennent dans leurs petites exploitations qu'au prix d'incroyables privations, du gaspillage de leur travail et de celui de toute leur famille; le petit producteur a beau s'exténuer pour garder une indépendance illusoire, il perd sa terre et se ruine petit à petit, écrasé par le capital financier, l'Etat et la bourgeoisie rurale. Et l'existence actuelle de quelques milliers de petites exploitations s'explique principalement par le fait que la bourgeoisie canadienne a intérêt au maintien de producteurs ayant de petits lopins de terre, afin d'en extorquer le maximum de revenus, de leur soutirer jusqu'à leur dernière goutte de sueur.

En plus de chercher à gagner l'appui de ces agriculteurs semi-prolétarisés et de tous les producteurs opprimés de la campagne, le prolétariat canadien doit tirer de son isolement la partie historiquement la plus dynamique des masses laborieuses rurales, le prolétariat agricole. Celui-ci vit des conditions extrêmement pénibles qui le placent parmi les couches les plus opprimées de la société canadienne: ouvriers permanents ou saisonniers, recrutés parmi les premiers habitants du pays ou dans le prolétariat étranger, ceux-ci se voient dépourvus des droits les plus fondamentaux: droit d'association, droit de grève, salaire minimum, protection de la santé au travail. C'est l'élément le plus révolutionnaire à la campagne, le seul qui n'ait encore que ses chaînes à perdre dans la révolution socialiste. Son ralliement à cette cause demeure la tâche fondamentale du prolétariat canadien dans son ensemble, le moyen de souder son unité grandissante dans les deux secteurs stratégiques de l'économie, l'industrie et l'agriculture.

---

(1) *Manuel d'Economie Politique*, **Académie des Sciences de l'URSS, Institut d'Economie, texte conforme à la deuxième édition (1955), Edition Suisse Rouge, p. 216**

(2) **Karl Marx et Friedrich Engels,** *Le manifeste du parti communiste*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1970, p. 32**

(3) **Données statistiques agricoles canadiennes, Agriculture Canada, juin 1977, Tableau 2**

(4) **Idem, Tableau 53**

(5) **Idem, Tableau 5**

(6) **Idem, Tableau 34**

(7) *Le capital dans l'agriculture et son financement*, **Volume 11, Paris, OCDE, 1970, pp. 5-6**

(8) *Données statistiques*, **ouv. cité, Tableau 45**

(9) **Idem, Tableau 46**

(10) *EN LUTTE!*, **no 103, Vol. 5, no 8, 8 décembre 1977, p. 12**

(11) *Financial Post*, **11 mars 1978, p. 2**

(12) **Rapport et perspectives sur les produits, FAO, 73-74, Rome 1974**

(13) **Journal de Québec, 10 mai 1978**

(14) *L'économie agricole au Canada*, **Vol. 12, no 5**

(15) **Lénine,** *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture*, **Oeuvres complètes, Tome 22, p. 107**

(16) *Projet de programme pour le Parti prolétarien*, **Article 16, pp. 27-28**

(17) **Lénine,** *La grande initiative*, **Oeuvres Complètes, Tome 29, p. 426**

(18) **Lénine,** *A propos de la lutte au sein du parti socialiste italien*, **Oeuvres complètes, Tome 31, p. 400**

(19) *Canadian Farm Economics*, **vol. 11, no 1, pp. 14-15**

Six ans de lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens

"Commencez donc par vous unir vous-mêmes!" Combien de fois n'aura-t-on pas entendu cette phrase dans la bouche d'ouvriers sollicités de part et d'autre par autant de groupes se revendiquant du socialisme, ou même du communisme, ou même du marxisme-léninisme? Qu'exprime-t-elle cette phrase si ce n'est que l'unité de la classe ouvrière est impossible sans l'unité de son avant-garde politique dressant bien haut le drapeau de la lutte à finir contre la bourgeoisie et pour le pouvoir prolétarien. Car tel est bien là finalement le sens de cet appel à l'unité: serrer les rangs contre tous ceux qui nous divisent dans la lutte contre les exploiteurs.

Pour les marxistes-léninistes, comme pour tout combattant sincère de la classe ouvrière, l'unité n'est pas une question accessoire, secondaire; au contraire, c'est une question de principe, car la seule arme dont dispose le prolétariat, dépouillé de tout moyen de production et qui ne possède en définitive que ses deux bras et sa conscience de classe, c'est la force de l'organisation, c'est l'unité d'acier de millions d'hommes face auxquels la bourgeoisie, même armée jusqu'aux dents, ne peut rien. Car, les exploiteurs ne sont qu'une poignée de plus en plus restreinte et leur puissance s'écroulera comme un château de sable dès que la masse des exploités, ne reculant devant aucun sacrifice, s'unira comme un seul homme autour d'un objectif unique: la prise du pouvoir, le renversement de la dictature bourgeoise et son remplacement par la démocratie prolétarienne, la dictature sur les exploiteurs.

Mais si, en dernière instance, l'unité, c'est d'abord l'organisation unitaire de tous les ouvriers et de tous les exploités, cette unité n'est possible, n'a de sens, que si elle se dresse résolument contre le camp ennemi. Or, c'est là justement le rôle de la ligne politique, et en particulier du programme, que d'identifier clairement qui sont nos amis et qui sont nos ennemis, quels sont nos objectifs et comment les atteindre. Le point de départ et, en même temps, la condition même de l'unité organisationnelle, c'est l'unité politique, l'unité autour d'un programme, celui de la révolution socialiste.

Mais, au Canada, l'instrument premier pour bâtir l'unité politique et organisationnelle de la classe ouvrière contre le pouvoir bourgeois, c'est-à-dire le parti prolétarien, n'existe pas, ou plus précisément, n'existe plus depuis que l'ancien Parti communiste canadien (PCC) s'est fait le défenseur d'une ligne de conciliation et de collaboration de classes avec la bourgeoisie. Or, travailler à la conciliation, à la coexistence et à la "concurrence" pacifique avec la bourgeoisie, c'est travailler directement à disloquer l'unité du camp de la révolution, c'est scinder la classe ouvrière et désarmer le prolétariat pour le mettre à la merci du pouvoir bourgeois.

Voilà pourquoi, pour bâtir l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et le capitalisme, il faut d'abord rebâtir l'organisation politique unique de la classe ouvrière dont la tâche essentielle est de rassembler autour du programme de la révolution socialiste tous les combats partiels du prolétariat et des masses laborieuses en général, afin de les diriger vers le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste.

La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie est par essence une lutte internationale même si, dans sa forme, elle est nationale. Car, la pénétration du capital financier dans tous les pays capitalistes et sa conséquence politique, à savoir la constitution d'un camp mondial de l'impérialisme opposé partout dans le monde au camp du socialisme, au camp du prolétariat et des peuples, a pour effet de souder en une cause commune la lutte des ouvriers de chaque pays. La révolution dans un pays, la lutte de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir et sortir ainsi le pays de la chaîne impérialiste mondiale, renforce d'autant le camp de la révolution mondiale. Voilà aussi pourquoi toutes les forces de la réaction mondiale collaborent si étroitement pour réprimer la révolution, quel que soit le pays où elle éclate.

Aussi, n'est-il pas étonnant que la question de l'unité, et de la scission du mouvement communiste et ouvrier, se pose, non seulement à l'intérieur de chaque pays, mais aussi au niveau international. Aussi faut-il voir dans la trahison des partis communistes canadien et américain les éléments d'un mouvement plus général de collaboration avec l'impérialisme qui a abouti dans les années 60 à la grande rupture avec le révisionnisme khrouchtchévien. Aujourd'hui également, on ne peut comprendre la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens en vue de rebâtir un parti communiste au Canada en dehors de la lutte qui se mène à l'échelle internationale contre le révisionnisme et pour consolider la ligne marxiste-léniniste.

Il y a six ans, un regroupement de militants, qui plus tard constituera le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! publia au Québec la brochure **Pour le parti prolétarien** qui lançait l'appel à bâtir l'unité des forces marxistes-léninistes en vue de reconstruire le parti. Depuis ces années, beaucoup de choses se sont passées dans notre pays, en particuliter parmi ceux qui se réclament du marxisme-léninisme.

Tous ceux, parmi nos lecteurs, qui sont le moindrement au courant de l'évolution du mouvement marxiste-léniniste au Canada pourront avoir l'impression, d'une part, que l'unité s'est considérablement renforcée alors que de la multitude de cercles isolés et consolidés sur des bases strictement locales, nous faisons face aujourd'hui à deux organisations, si on excepte l'ancien PCC et la secte du PCC(m.-l.), qui ont des bases dans la plupart des grands centres au Canada, à savoir EN LUTTE! et la Ligue prétendument communiste. D'autre part, cette polarisation qui prend aujourd'hui l'allure d'une scission au Canada, mais aussi à l'échelle mondiale, peut laisser croire

que la lutte pour l'unité est maintenant chose du passé et que, encore une fois, l'unité du parti, condition de l'unité politique du prolétariat, est, à tout le moins, sérieusement compromise.

Pourtant, malgré le danger très sérieux que représentent les nouveaux scissionnistes qui prêchent, encore une fois, la conciliation avec la bourgeoisie, on peut dire que cette nouvelle démarcation, résultat de la lutte idéologique qui se mène depuis six ans, peut et doit constituer en même temps le point de départ d'une unité supérieure sur la base d'un programme politique rigoureusement démarqué du révisionnisme, rigoureusement conforme aux intérêts de classe du prolétariat. C'est dans le but de retracer et d'analyser, à travers les principaux événements qui ont marqué la lutte pour l'unité dans notre pays, le développement de deux lignes, de deux positions de classe opposées, que nous présentons ce bilan de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Et ce bilan n'a d'autre objectif finalement que de nous armer davantage pour entreprendre une autre étape en vue d'unir tous les marxistes-léninistes, tous les ouvriers d'avant-garde et tout le prolétariat autour du programme communiste, autour de la lutte pour la création du parti qui mènera le prolétariat à la victoire.

Unir les marxistes-léninistes canadiens autour de la tâche d'édification du parti

On peut, de façon schématique, entrevoir l'histoire de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens en deux grandes périodes où va dominer tour à tour deux questions politiques centrales: d'une part la voie pour édifier le parti prolétarien et d'autre part la voie de la révolution dans notre pays et dans le monde. Dans un premier temps en effet, c'est autour de l'objectif même de reconstruction du parti prolétarien canadien que se mènera la lutte pour unir les marxistes-léninistes dans notre pays. Car, si de multiples groupes et cercles agissant de façon isolée, d'une part au Québec et de l'autre au Canada anglais, se revendiquaient du marxisme-léninisme et de la lutte contre le révisionnisme moderne, le révisionnisme khrouchtchévien, pour la plupart d'entre eux la question même du parti prolétarien n'était qu'une perspective à long terme devant passer, pour ainsi dire, par une longue période de pratiques réformistes restreintes: l'étude académique de la société canadienne et des principes idéologiques du marxisme-léninisme, ou le seul soutien du mouvement spontané, économique de la classe ouvrière.

Plutôt que de propager fermement les idées communistes parmi les ouvriers afin d'appeler d'abord les plus conscients d'entre eux à constituer les premiers noyaux communistes, base du futur parti, la plupart des groupes pratiquaient l'ouvriérisme et l'économisme consistant à "s'implanter" en usine, à mener la lutte économique avec les ouvriers tout en tâchant d'en regrouper quelques-uns dans des actions de démocratisation syndicale et de solidarité dans la lutte contre les patrons.

D'autre part ces groupes, presqu'exclusivement composés d'éléments de la petite-bourgeoisie, étaient encore fortement marqués, malgré leur accord général avec les principes idéologiques du marxisme-léninisme, par les idées du nationalisme bourgeois et de l'anti-impérialisme petit-bourgeois particulièrement caractéristique des milieux étudiants des années 60.

Il faut d'ailleurs rappeler que déjà le nationalisme bourgeois avait voué à l'échec deux tentatives pour reconstruire le parti communiste au Canada. Il y a d'abord eu l'expérience importante du Progressive Workers Movement (PWM) qui, sous l'instigation de Jack Scott, exclu du PCC pour avoir pris position pour la Chine dans la polémique contre Khrouchtchev, lança un appel à reconstruire un véritable parti communiste au Canada. Incapable de se constituer des bases à l'échelle du Canada, le PWM a restreint son action à la Colombie-Britannique. Cependant, au lieu de s'engager fermement à partir de ce moment dans la lutte pour l'édification d'un véritable parti marxiste-léniniste, le PWM secondarisa en pratique la tâche de reconstruction du parti au profit d'actions purement syndicales en vue de canadianiser les syndicats contrôlés par l'impérialisme américain. Cet abandon effectif des tâches communistes s'est accompagné d'ailleurs, au niveau de la ligne stratégique, de la mise au rancart de la révolution prolétarienne au profit d'une étape de lutte pour l'indépendance du Canada face à l'impérialisme américain.

C'est aussi sur la base de cette même ligne, mais devenue cette fois une véritable caricature du marxisme-léninisme, qu'un groupe d'étudiants, animé par un certain Hardial Bains, entreprit de récupérer le prestige de Scott et du PWM pour proclamer le PCC(m.-l.). Ce pseudo-parti qui se présentait comme le porte-parole de Lin Piao et de Mao Tsé-toung au Canada (*) réussit au début des années 70 à entraîner derrière son mot d'ordre de "révolution anti-impérialiste démocratique de masse" une certaine frange d'étudiants. Or, le travail de sabotage entrepris par ce groupe de provocateurs, en plus de tromper des dizaines de jeunes militants, a servi de prétexte aux nouveaux cercles marxistes-léninistes constitués surtout au Canada anglais, qui justifiaient leur repliement et leur abandon de la lutte pour le parti par l'expérience négative du prétendu PCC(m.-l.).

C'est donc dans ce contexte qu'un groupe de militants publia en 1972, sous la signature de Charles Gagnon, la brochure **Pour le parti prolétarien** qui appelait à la lutte idéologique au sein des masses, à la propagande et à l'agitation communistes en vue de constituer, en lutte contre les fausses solutions révisionnistes et social-démocrates, les bases d'un parti prolétarien, condition indispensable à la révolution socialiste. Réduit à sa plus simple expression, l'appel de **Pour le parti prolétarien** se résume aux titres des deux parties constituant la brochure: "Pas de révolution socialiste sans parti prolétarien" et "Nécessité de la lutte sur le front idéologique".

Les premiers pas pour en finir avec l'époque des cercles

Ce qui caractérise cette première période de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes, c'est donc la question même du parti et de la voie de son édification. Sans doute n'est-il pas inutile de revenir sur ce qu'on pourrait appeler l'enfance du mouvement marxiste-léniniste canadien dans la mesure où ces années, à travers les erreurs inévitables qui les caractériseront, verront aussi apparaître des positions politiques tendant à se constituer en lignes clairement définies et représentant à l'intérieur même du mouvement la lutte entre deux classes, entre deux camps, celui du prolétariat et celui de l'impérialisme. Certes, revenir à ces premières années du mouvement marxiste-léniniste canadien n'a de sens que si notre jugement s'exerce de manière matérialiste historique. Le danger de juger de ces "années d'enfance" à partir du point de vue des immenses progrès qui ont été réalisés depuis lors

---

(*) C'est d'ailleurs ce groupe qui aujourd'hui tente encore de saboter la lutte pour le parti en se présentant comme le porte-parole d'Enver Hoxha du Parti du travail d'Albanie, voir notre brochure, *Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, Montréal, juin 1978.

nous condamnerait à ne rien comprendre de notre propre passé. Plus que les ambiguïtés, les erreurs d'analyse, les imprécisions théoriques, il faut chercher les prises de position et les gestes qui rendaient le mouvement apte à surmonter ses contradictions de départ. En un mot, il faut poser la question suivante: **qu'est-ce qui constituait un facteur de progrès révolutionnaire, en regard de la situation antérieure?**

Dans ce contexte, la question n'est pas de savoir ou de déterminer qui a eu la ligne juste de tout temps: cela n'existe pas. La question est de déterminer comment, progressivement et à travers bien des erreurs, des groupes progressistes de militants formés au marxisme-léninisme sont parvenus à dégager la voie de la révolution prolétarienne dans notre pays, alors que d'autres au contraire ont consolidé leurs erreurs, tentant sans cesse de traîner le mouvement en arrière pour finalement le scissionner et s'exclure eux-mêmes de ce mouvement.

Le prolongement nécessaire de **Pour le parti prolétarien** fut l'invitation lancée par l'Equipe du journal EN LUTTE! (EDJ), à l'automne 1972, à tous les groupes, militants, individus progressistes (au Québec seulement à ce moment-là) à s'associer à la mise sur pied du journal qui devait paraître le 1er mai 1973. Plus de huit mois au cours desquels l'EDJ a diffusé largement au Québec une brochure sur son projet de journal et où elle rencontra, à plusieurs reprises dans certains cas, tous les groupes qui manifestaient de l'intérêt pour ce projet. Parmi ces groupesn mentionnons **l'Agence de presse libre du Québec** (APLQ), **Mobilisation**, la **Librairie Progressiste**, **Strappe-Virage** (devenu le Groupe pour la révolution prolétarienne (GRP) plus tard), le **Centre de recherche et d'information sur le Québec** (CRIQ) (devenu le Groupe d'action socialiste (GAS)) et le **Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec** (MREQ).

L'unité recherchée par l'EDJ se fondait alors sur la brochure **Pour le parti prolétarien** et le projet de journal (sa conception et sa diffusion). Il n'est bien sûr pas question encore d'unité organisationnelle, et encore moins de centralisme démocratique. Ce niveau d'unité (dont les failles apparaîtront très tôt) demeure tout de même une démarcation en regard de ce qui caractérisait alors les forces progressistes: l'éparpillement, l'isolement, la faiblesse théorique, etc.

En même temps, la conception organisationnelle de l'EDJ en tant que groupe "spécialisé" se concentrant sur la publication d'un journal dont la diffusion reposait en grande partie sur des "groupes amis", c'est-à-dire d'autres cercles engagés dans une pratique particulière, ne permettait pas de dépasser réellement l'étroitesse organisationnelle des petits cercles n'agissant pas sur la base d'une ligne et d'une direction uniques. Voulant, par la lutte idéologique, par la propagande et l'agitation, sortir le mouvement de la confusion idéologique, l'EDJ n'avait pourtant pas rompu avec la conception "fédérative" de l'organisation qui laissait place à une conception **spontanéiste et artisanale** de l'unité. C'était croire que le parti pouvait naître d'une simple juxtaposition progressive de groupes et d'individus.

Voilà donc comment, la volonté de mettre au poste de commande la lutte pour le parti s'accompagne en même temps de concessions importantes face à la base matérielle de l'économisme: les cercles jaloux de leur autonomie et de leur pratique artisanale. Cette contradiction, cette rupture entre l'idéologie et l'organisation, entre la théorie et la pratique, devait donc être surmontée pour que l'appel à édifier le parti prolétarien se traduise par la constitution d'un véritable groupe marxiste-léniniste s'engageant résolument dans cette tâche.

Alors que s'imposait pour tous les groupes impliqués dans la réalisation et la diffusion du journal EN LUTTE!, la nécessité de s'entendre clairement sur une plate-forme politique, les formes organisationnelles de ce débat se sont aussi imposées spontanément. C'est ainsi que se constituera un "comité ad hoc" formé de représentants des divers "groupes amis", afin d'étudier un texte d'orientation produit par l'EDJ. Comme nous l'affirmions en 76:

> *"Faute de la direction politique éclairée et ferme qu'il revenait à EN LUTTE! d'y exercer, le "comité ad hoc" sera en grande partie un échec". (1)*

Aussi, le comité a-t-il été dissous après que ses membres en eurent fait la critique collective. (*)

Ces erreurs réelles et importantes commises par l'EDJ dans la mise en application de son appel général à l'unité des marxistes-léninistes amèneront en fait la remise en question de l'EDJ elle-même en tant que base organisationnelle d'unité. Cette remise en question aboutira finalement à la dissolution de l'EDJ et à la constitution à la fin de 74 du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! fondé sur le principe organisationnel du centralisme démocratique.

C'est ainsi que venait d'être remportée une première victoire dans la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Rompant avec l'esprit de cercle, EN LUTTE! reprit, en le développant, l'appel pour le parti prolétarien produisant, sur la base des documents de son congrès de fondation, un manifeste intitulé **Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti.**

L'organisation de lutte pour le parti

En même temps qu'il se constitue formellement en Groupe marxiste-léniniste, EN LUTTE! lance donc un appel renouvelé à intensifier la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. En fait, cet appel constitue un saut qualitatif pour l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste canadien, et cela à un double titre. D'une part, il n'est plus restreint, comme l'était **Pour le parti prolétarien**, au seul cadre de la nation québécoise, mais appelle au contraire à élargir le débat à l'échelle de l'ensemble des marxistes-léninistes canadiens. D'autre part, cet appel ne se borne plus à proposer de collaborer à la publication d'un journal d'agitation et de propagande communiste, mais vise explicitement à faire franchir un pas de plus dans la voie de l'unité politique et organisationnelle: mettre fin définitivement aux cercles isolés et au travail artisanal et constituer une organisation unique regroupant tous les marxistes-léninistes canadiens afin de porter à un niveau supérieur la lutte pour le parti. Plus encore, EN LUTTE!, présentant dans son supplément les principaux éléments systématisés de sa ligne politique, propose au mouvement de s'engager dans la polémique publique selon le principe **unité-critique-unité**, afin de tracer clairement la voie de l'édification du parti marxiste-léniniste.

Le mot d'ordre de **Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti** eut un effet qui dépassa nos prévisions. Entre décembre 74 et mai 76, cinq groupes progressistes de Montréal et trois de Québec rallièrent EN LUTTE! sur la base de notre document politique, **Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti**. En mai 1976, le Toronto Communist Group (TCG) joignait aussi nos rangs.

Mais en même temps qu'EN LUTTE!, rectifiant ses erreurs, ralliait autour de sa ligne un nombre appréciable de militants et de groupes marxistes-léninistes ou progressistes, en même temps d'autres groupes, forcés de reconnaître du bout des lèvres le caractère central de la

---

(*) Voir les détails dans la brochure *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C*, **Mtl juil. 76, p. 40. de même que l'explication qui s'y trouve sur la tentative de ressusciter le comité ad hoc sous une nouvelle forme: le projet d'Association.**

lutte pour le parti et l'importance de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes, se firent les défenseurs du travail économiste parmi les masses et de la division. C'est le cas par exemple d'un groupe marxiste-léniniste étudiant, le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), un des groupes qui plus tard fondera la Ligue communiste (m.-l.) du Canada et qui, pendant longtemps, avait tenté de se rapprocher du secteur travail des Comités d'action politique St-Jacques et Maisonneuve.

Les Comités d'action politique (CAP), voilà en effet des groupes dont nous n'avons pas encore parlé. Il va pourtant falloir le faire. Car, s'il est vrai que le marxisme se développe dans la lutte contre ce qui est antimarxiste, il est aussi vrai que l'unité des marxistes-léninistes se constitue en rupture avec les opportunistes et les révisionnistes dont les CAP étaient au Québec les représentants inavoués.

Les CAP se sont d'abord formés dans le cadre d'un mouvement de lutte municipale à Montréal, le Front d'action politique (FRAP) issu d'animateurs sociaux, de militants syndicaux, etc. Après les élections municipales, le mouvement se scinda alors que deux CAP, prônant l'"unité à la base et dans l'action" et reprenant une terminologie marxiste, proposèrent de s'implanter dans la classe ouvrière afin d'y promouvoir la création d'une "organisation politique autonome des travailleurs". Dans ces CAP, constitués de secteurs d'intervention, le secteur travail, c'est-à-dire celui qui regroupait les petits-bourgeois implantés en usine, représentait, parmi ceux qui se revendiquaient du marxisme-léninisme dans les années 72-73, le bastion même de l'opportunisme, avec des forces militantes bien plus considérables que celles d'EN LUTTE! (l'EDJ à l'époque). C'est ainsi que ces prétendus marxistes ont tout fait pour saboter le mot d'ordre de créer le parti prolétarien au profit de la mise sur pied de "comités de travailleurs" constitués dans les usines autour des implantés. Ce sont d'ailleurs ces comités qui constitueront le Regroupement des comités de travailleurs (RCT).

A part de s'opposer au travail communiste d'EN LUTTE!, le RCT, qui prônait l'appui critique au Parti québécois parce que "ses" ouvriers étaient dominés par le nationalisme bourgeois, organisait par en dessous la lutte pour prendre le contrôle du syndicat local. Dénoncés comme "communistes diplômés d'université" par les boss syndicaux et les patrons, les militants du RCT se sont retrouvés isolés et leur regroupement éclata sous le poids des contradictions internes. Et ce sont les débris du RCT, se joignant au MREQ, comme nous le verrons plus loin, qui se sont retrouvés, comme dans une grande famille, au sein d'une nouvelle organisation qui s'apprête maintenant, paraît-il, à se proclamer parti communiste du prolétariat canadien.

Or, faut-il le rappeler, c'est justement ce secteur travail, et par la suite le RCT, le MREQ et la Ligue, qui seront au coeur de la polémique entamée par **Pour le parti prolétarien** et poursuivie dans le journal EN LUTTE! contre l'économisme et la secondarisation de l'agitation et de la propagande communistes. Dans ce contexte, on comprendra que l'étude de l'attitude du MREQ sur la question de l'unité des marxistes-léninistes canadiens est intéressante à plus d'un titre. D'abord parce qu'il a participé à l'EDJ, de janvier à septembre 1973, en tant que "groupe ami", que nous avons eu avec lui des rencontres formelles sur l'unification et, surtout, qu'il a publié un "bilan" de ces rencontres: **Sur l'unité des marxistes-léninistes: quelques leçons à tirer des débats entre EN LUTTE! et le MREQ** (1975).

Là aussi, il faut rappeler brièvement le contexte dans lequel se dérouleront les sept rencontres entre les deux groupes en 1975. L'automne précédent, le MREQ avait publié son texte politique, **En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste**. En décembre 1974, c'était au tour d'EN LUTTE! de résumer les positions politiques adoptées à son 1er Congrès dans **Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti**. Plus tard, la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR) et la Cellule militante ouvrière (CMO), issues d'une partie du RCT, firent la même chose.

A quoi faut-il attribuer l'échec des débats? Au "sectarisme" d'EN LUTTE!, à sa "polémique" à outrance, à sa volonté de "se démarquer à tout prix", comme l'affirme le MREQ dans son bilan de nos rencontres? EN LUTTE! serait-il alors, au plan de l'unité, ce "grand parleur petit faiseur" dont parle encore une fois le MREQ? Examinons les faits.

Le calendrier des discussions prévoyait que les deux groupes aborderaient tour à tour la situation internationale, le Parti et sa construction au Canada, les contradictions de classes au Canada, la fusion du marxisme-léninisme à la classe ouvrière et le travail des communistes dans les syndicats. Très tôt cependant, il apparut que le MREQ voulait donner un tour particulier à ces débats. Mais laissons-lui la parole: "EN LUTTE! se plaignait en effet que nous consacrions trop de temps à discuter des principes théoriques, et pas assez à discuter de l'application pratique de ces principes." (2)

La critique d'EN LUTTE! (et aussi son "impatience", pour reprendre le mot du MREQ) ne visait nullement les principes en tant que tels. Elle attaquait plutôt le fait que le MREQ maintenait le débat à un tel niveau d'abstraction que c'était à se demander ce que tout cela avait à voir sur la lutte des classes au Canada ou même sur l'unité des communistes(m.-l.). On ne demande pas à deux groupes qui ont fait la preuve qu'ils adhéraient au marxisme-léninisme (et qui conséquemment cherchaient à développer une pratique révolutionnaire) de reprendre sempiternellement des discussions théoriques où **l'accord** existe. C'est voir la théorie comme n'ayant qu'un rapport lointain avec la pratique.

Que le MREQ nous ait accusé de vouloir modifier l'ordre du jour quand EN LUTTE! s'aperçut que tout cela conduisait à un cul-de-sac, le MREQ ne fait que cacher par là qu'il refusait de débattre avec EN LUTTE! de sa pratique. Etrange confession que celle du MREQ, à la page 12 de sa brochure:

> *"... le MREQ n'a jamais refusé de discuter de problèmes concernant la pratique de nos deux groupes. Au contraire, nous avons établi au début des discussions qu'il y avait un point "divers" placé à la fin de chaque ordre du jour, et au cours duquel ces problèmes pouvaient être soulevés." (3)*

Ce qui est en cause ici est beaucoup plus simple qu'on ne le croit. Malgré ce qu'il affirmait lui-même dans son texte politique **En avant pour l'organisation marxiste-léniniste**, le MREQ n'avait aucune intention de soumettre l'ensemble de sa ligne (idéologique et politique) au feu de la critique. Confronté à l'exigence pratique de défendre ses points de vue, le MREQ a reculé. Dès lors, il est aisé de justifier l'échec des débats et de reporter tout cela sur le "sectarisme" d'EN LUTTE!. Le MREQ nous proposait l'étude comme but, alors que nous visions l'unité sur la base de la ligne politique. Dans ce cas, rompre les **débats privés** avec le MREQ était pour EN LUTTE! une nécessité commandée par la volonté de ne pas tenir plus longtemps les masses à l'écart de la discussion sur l'unité du mouvement marxiste-léniniste canadien.

Quoi qu'il en soit, notre "étonnement" face à cette insistance marquée pour l'étude devait s'estomper quelque temps après la fin de nos débats avec le MREQ. Au mois de novembre 1975, nous apprenions la naissance de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Dans son document, **La lutte pour la création de la Ligue...**, on nous fait savoir que les débats préalables à l'unifi-

cation des trois groupes fondateurs (CMO, COR et MREQ) ont duré "plusieurs mois".

> **"Au début de 1975,** *peut-on lire dans le document,* **chacun de nos groupes entra en contact avec les deux autres afin d'entreprendre les débats pour l'unité politique." (4)**

Il convient de bien lire cette phrase. On y trouve donc qu'**au moment même où EN LUTTE! entreprenait des débats avec le MREQ, celui-ci en entreprenait d'autres en cachette avec la CMO et la COR.** La suite des faits démontre assez clairement **avec qui** le MREQ voulait s'unir.

Avec le recul des années, on peut voir que le MREQ aura joué, dans une certaine mesure, et pendant une certaine période de temps, le rôle d'un groupe centriste, entre d'une part, EN LUTTE! et, d'autre part, les groupes économistes issus du RCT. Car, si contrairement à ces groupes, le MREQ publiait un journal et collabora, avec beaucoup d'hésitation, au projet du journal EN LUTTE!, en même temps son action strictement sectorielle (milieu étudiant), sa répétition mécanique des principes et des positions de **Pékin Information**, sans parler de sa sympathie constante pour "l'implantationnisme" des CAP et de son origine même en tant que groupe issu d'une scission au sein du PCC(m.-l.) à la fin de 1971, tout cela l'a constamment amené à concilier avec l'économisme, le nationalisme et l'esprit de secte.

Et qu'advient-il dans tout ce tableau des opportunistes du RCT? Existerait-il encore des groupes qui, se réclamant du marxisme-léninisme, ne reconnaîtraient pas que la tâche d'édifier le parti prolétarien est la tâche centrale et décisive pour l'avenir de la lutte et de l'unité de la classe ouvrière? Et quel écho aura la publication des textes d'EN LUTTE! dans la revue Canadian Revolution, ce nouveau forum marxiste-léniniste constitué en 75 par divers groupes au Canada anglais?

En fait, nous arrivons en 1975 à une année charnière dans la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. D'une part le RCT en tant que groupe politique s'est pour ainsi dire volatilisé. A sa place, on retrouve la Cellule militante ouvrière (CMO), la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR), le Noyau des petites entreprises, le groupe Mobilisation, le Groupe d'action socialiste, l'Agence de presse libre du Québec et combien d'autres qui, de façon plus ou moins claire, affirment tous qu'effectivement la tâche centrale est de reconstruire le parti et qu'il faut créer une organisation de lutte pour le parti. Quant à savoir laquelle, bien sûr c'est tout autre chose! En même temps, au Canada anglais, c'est pour ainsi dire la découverte. Un grand nombre de "study group" et de collectifs, ou bien se forment, ou bien font parler d'eux pour la première fois.

C'est aussi à cette période que se prépare ce que l'on pourrait appeler la crise du **Comité de solidarité avec les luttes ouvrières** (CSLO) et l'autocritique d'EN LUTTE! qui triomphera en son propre sein d'une ligne qui risquait de compromettre les pas en avant accomplis jusqu'alors. Une lutte importante couve et traverse en sourdine l'ensemble du nouveau mouvement marxiste-léniniste canadien.

Tous en effet reconnaissent **apparemment** la nécessité du parti. Ceci dit, quelle est la voie pour construire ce parti? Est-ce la voie révisionniste et la sinistre théorie des stades qui affirme d'une part qu'il faut, entre nous, parler de ligne politique, tout en évitant la polémique publique, tout en cachant les divergences et, d'autre part, qu'il faut agir dans les masses sur la base d'une plateforme minimale mettant au premier plan le soutien aux luttes économiques de la classe ouvrière et l'implantation en usine afin de se faire "reconnaître" par les ouvriers comme de "bons" syndicalistes menant bien la lutte contre les patrons?

L'économisme une conception révisionniste de l'édification du parti

C'est la question de la dissolution du CSLO qui fournira le terrain de l'accentuation de la lutte contre l'économisme. Car, en transformant ce comité de soutien à la lutte des ouvriers de Firestone mis sur pied à l'initiative d'EN LUTTE! et d'un certain nombre de "groupes amis" à l'automne de 1973, en une organisation permanente de soutien aux luttes ouvrières, EN LUTTE! allait lui-même céder à la tentation opportuniste de séparer ce que nous appelions faussement à l'époque le "travail d'avant-garde", qui lui devait être marxiste-léniniste, du prétendu "travail de masse" qui, tant qu'à lui, pouvait se contenter d'être réformiste ou, comme il était coutume de l'appeler à l'époque, simplement "anticapitaliste". Certes, la construction du CSLO (en appui à la grève de Firestone au Québec qui, après dix mois d'une grève très militante, obtint un grand succès, ce qui aura beaucoup d'influence sur la classe ouvrière au Québec et même ailleurs au Canada) était un événement positif.

On aurait tort aujourd'hui encore de lever le nez sur l'expérience du CSLO. S'il demeure vrai que les masses doivent faire leur propre expérience, il est aussi vrai de dire que le développement de la ligne politique marxiste-léniniste s'accentue dans le feu de l'action. Il est indéniable que pour nombre de personnes et aussi pour plusieurs groupes, le CSLO a été le lieu d'une interrogation (déterminante parfois) sur le capitalisme et la lutte des classes. Beaucoup de groupes et de militants sont venus au marxisme-léninisme en participant au travail du CSLO.

Mais la grève finie, l'institutionalisation du CSLO et la recherche des "luttes exemplaires" à soutenir qui lui tenait lieu de ligne politique, sans parler de sa transformation en repaire de marxistes-léninistes inavoués, faisait de cette organisation le symbole même de l'économisme, du rabaissement du travail politique des communistes. Toutefois, la question de l'économisme était, et est encore, bien plus large que cette seule question du CSLO. Car, derrière l'apologie de la lutte économique, se dresse en fait l'abandon du programme révolutionnaire au profit du réformisme, de la conciliation avec la bourgeoisie sous prétexte que nous n'en sommes pas encore à l'"étape" de la révolution, mais plutôt à celle du "syndicalisme de combat" rebaptisé depuis "syndicalisme de lutte de classes".

Aussi, EN LUTTE! ayant triomphé, non sans difficultés, en son sein de la ligne économiste, devait encore affronter tous ces groupes issus plus ou moins du RCT et auxquels il fallait maintenant rajouter le MREQ qui déjà faisait son nid du côté des opportunistes pour échapper à l'insistance prétendument sectaire d'EN LUTTE! à vouloir débattre des divergences.

> *"La lutte pour l'unité des marxistes-léninistes qui est une préoccupation immédiate dans le mouvement ne saurait, pour sa part, être correctement menée si elle ne comporte une critique rigoureuse de toutes les formes d'opportunisme qui ont cours dans le mouvement en ce moment. Une réelle unité des marxistes-léninistes au sein d'une même organisation ne peut en effet précéder l'élimination des tendances erronnées qui se retrouvent dans le mouvement. Si bien que fondamentalement la lutte pour la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier et la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes ne sont que deux formes particulières de la lutte contre l'opportunisme, dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement marxiste-léniniste." (5)*

Telle est la conclusion fondamentale de la brochure **Contre l'économisme** qui, parue en septembre 75, constituera l'arme décisive pour discréditer la ligne réformiste des tenants du maintien du

CSLO. Cette brochure a eu aussi une très grande influence au Canada anglais, alors que le CSLO avait été perçu faussement comme le modèle même du travail communiste. Le CSLO fut dissout à la hâte en même temps qu'était publiée la brochure et que le journal EN LUTTE! terminait une campagne polémique contre l'économisme.

Apparemment donc, encore une fois l'unité des marxistes-léninistes triomphait sur la base de la ligne révolutionnaire. Mais encore une fois aussi, les groupes opportunistes se retiraient comme par magie devant la critique de principe de la voie économiste et révisionniste d'édification du parti. Par la suite, ni les groupes fondateurs, ni la Ligue ne reviendront sur les critiques que leur adressait **Contre l'économisme**, préférant le silence des opportunistes, à la reconnaissance véritable de leurs erreurs. C'est ainsi que quelques mois plus tard, les marxistes-léninistes canadiens apprirent que le mot d'ordre de création de l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti était révolu car les tenants de l'économisme d'antan, le MREQ, la COR et la CMO venaient de se dissoudre, dénonçant paraît-il l'économisme, pour se constituer en une nouvelle organisation à la "ligne juste" et s'engageant résolument dans la lutte pour le parti: la LC(m.-l.)C.

Il faut avouer que la fondation de la Ligue a pris tout le mouvement par surprise. Le CSLO — où se retrouvaient tous les groupes fondateurs de la Ligue — venait tout juste d'être dissous, **Contre l'économisme** portait la lutte au sein du mouvement contre sa déviation principale, les groupes du Canada anglais manifestaient tout juste leur présence dans le mouvement (via principalement la revue **Canadian Revolution**); bref, la lutte pour l'unification du mouvement était amorcée autour des enjeux déterminants de la lutte des classes au pays.

Or, la COR, la CMO, le MREQ — et la Ligue qui en est issue — n'ont **rien appris** de **Contre l'économisme**. La dissolution du CSLO fut pour eux l'occasion qui leur a permis de mener leur projet à terme: la création de "l'organisation" marxiste-léniniste canadienne. Et pour preuve de ce que nous avançons, citons le fait que chaque "autocritique" contenue dans **La lutte pour la création de la Ligue...** contient d'abondants paragraphes sur la justification de l'"implantation" d'intellectuels communistes en usines; bien qu'on reconnaisse du bout des lèvres que, bien sûr, l'agitation et la propagande conservent une place déterminante à l'étape de l'édification du Parti. Or la thèse centrale de **Contre l'économisme** vise justement à démolir le point de vue économiste qui rabaisse l'agitation-propagande au niveau du radicalisme trade-unioniste... Comme nous l'affirmions dans la **Présentation** de la deuxième édition de **Contre l'économisme,** en mars 1977: l'"implantation", c'est mauvais quand ce sont des opportunistes qui la pratiquent. Mais voilà que c'est "bon" quand c'est l'oeuvre de "marxistes-léninistes" ayant la "ligne juste"...

La Ligue s'est donc formée non seulement à l'écart du mouvement mais aussi contre la ligne d'EN LUTTE! Certes fallait-il couvrir ce fait essentiel. Dans les conditions de l'époque, il eut été impensable de "décréter le révisionnisme" d'EN LUTTE!. Cependant, l'agitation et la propagande de la Ligue se chargeront de mener cette "tâche" à terme: nous passerons graduellement du "marais de l'opportunisme" au "marais du révisionnisme"... pour aboutir enfin dans le "révisionnisme" pur. La voie était toute tracée d'avance: il n'y avait qu'à répéter inlassablement que "la ligne idéologique et politique est déterminante en tout". Ce avec quoi nous sommes en parfait accord. A tel point que nous pourrions dire que la ligne idéologique et politique, opportuniste jusqu'à la moelle et social-chauvine dans ses fondements, détermine les pratiques opportunistes et social-chauvines de la Ligue...

Ne nous y trompons plus: les groupes fondateurs de la Ligue voulaient bel et bien l'unité. Mais l'unité dont ils voulaient, c'est celle des opportunistes, celle de ceux qui critiquaient EN LUTTE! pour sa tendance à vouloir trop se démarquer du révisionnisme et de l'économisme; et tout cela, en préparant en secret pendant plusieurs mois, à l'insu des masses, la création de la Ligue. L'unité dont ils voulaient, c'est celle de ceux qui n'ont jamais reconnu leurs erreurs économistes, celle de ceux qui devaient finalement s'unir sur la base d'une ligne profondément social-chauvine et révisionniste, comme nous le verrons plus tard.

A sa manière, la Ligue venait de clore la première étape dans la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Car, **apparemment,** la question de la reconnaissance de la priorité du parti et la rupture avec l'économisme était réglée. Etrange cependant que cette nouvelle "unité" se soit faite en marge du mouvement marxiste-léniniste canadien et se soit faite en opposition, depuis **Pour le parti prolétarien** et le secteur travail des CAP jusqu'à **Contre l'économisme** et le CSLO, au Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!, artisan principal de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens et contre le révisionnisme...

Unir les marxistes-léninistes canadiens autour du programme pour le parti prolétarien

Au début des années 70, l'unité des marxistes-léninistes tenait à leur reconnaissance d'un certain nombre de principes idéologiques et à la dénonciation verbale du révisionnisme moderne. Au niveau organisationnel, cette unité ne dépassait guère le cadre étroit de petits cercles isolés. Trois ans après la publication de **Pour le parti prolétarien** et quelques mois après la publication de **Contre l'économisme,** le mouvement a atteint un niveau supérieur d'unité alors que tous, apparemment, reconnaissent non plus seulement les principes idéologiques du marxisme-léninisme, mais aussi l'objectif et les tâches immédiates qui en découlent, à savoir la nécessité de reconstruire le parti communiste du prolétariat. L'unité organisationnelle a aussi atteint un niveau supérieur au Québec surtout. Sauf qu'à cette époque persistait encore une contradiction majeure au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien: la division entre les forces communistes du Québec et du Canada anglais. C'était une contradiction d'autant plus importante qu'elle était pour ainsi dire historique. En effet, depuis la déchéance du PCC, non seulement la lutte pour unir les marxistes-léninistes des diverses nations et minorités nationales du pays n'avait remporté aucun succès durable, mais encore la nécessité d'une telle lutte était pratiquement ignorée des forces progressistes et communistes, y compris d'EN LUTTE! pendant ses premières années d'activité. Cette situation n'était pas sans rapport avec la persistance, et même la domination dans certains cas, de déviations nationalistes chez les groupes et cercles au Canada anglais, tout comme chez ceux du Québec.

C'est dans ce contexte que la création de la revue Canadian Revolution en 1975, sous l'initiative de communistes du Canada anglais, jouera un rôle important pour porter la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes à l'échelle du Canada tout entier. En tant que forum de débats politiques auquel participaient plusieurs groupes et cercles marxistes-léninistes du Québec et du Canada anglais, Canadian Revolution contribuera à briser, non seulement l'isolement des communistes de nations différentes, mais aussi, à l'intérieur même du Canada anglais, l'isolement et l'esprit de

cercle qui dominaient les groupes d'étude et les collectifs marxistes-léninistes et les empêchaient de rompre avec une pratique académique d'étude du marxisme-léninisme et économiste dans la classe ouvrière.

Chercher à unir les marxistes-léninistes sans s'attaquer à résoudre correctement cette contradiction majeure dans le développement de leur action, c'était se condamner d'avance à l'échec. Et pour résoudre correctement cette contradiction et parvenir à l'unité des authentiques marxistes-léninistes de tout le pays, il fallait partir de la situation concrète du mouvement marxiste-léniniste de l'époque, une situation qui faisait encore largement place à la division des forces communistes de nations différentes, au localisme encore tenace, et à une unité politique qui n'allait guère au delà de la reconnaissance d'une ligne marxiste-léniniste générale appliquée de façon encore embryonnaire à la situation canadienne et internationale.

C'est dans ce contexte qu'apparaît avec encore plus de ridicule la proclamation en cachette, à la fin de l'année 75, de trois groupes montréalais (MREQ, COR, CMO) comme "l'organisation d'avant-garde", la Ligue, qu'il fallait rallier pour créer le parti prolétarien au Canada. Ce geste apparaît aujourd'hui pour ce qu'il est: un acte de sabotage et de scission, de caractère localiste et nationaliste, fondé sur une ligne qui portait déjà les marques du nouveau courant révisionniste des tenants de la "théorie des trois mondes".

Avec l'élargissement du débat à l'échelle du Canada tout entier, la plupart des anciens cercles se transformèrent en groupes tentant d'appliquer le centralisme démocratique et s'impliquant de plus en plus dans le débat politique mené à la grandeur du pays sur les tâches générales des marxistes-léninistes à l'étape actuelle. Parmi ces groupes se dégagent aussi des pôles de regroupement, en particulier EN LUTTE! qui a rallié une dizaine de groupes au Québec principalement, mais aussi au Canada anglais. En même temps, sont posées les conditions pour dépasser cette unité encore fragile et cette dispersion encore très réelle. Un objectif organisationnel est fixé pour l'unité: l'organisation pré-parti regroupant à l'échelle du Canada tout entier les marxistes-léninistes engagés dans la lutte pour le parti.

Parallèlement, le terrain de la lutte pour l'unité se déplace. Cela ne veut pas dire que la question du parti et de l'économisme soit résolue mais, que dans la situation d'une apparente unité sur ces questions, pour ainsi dire préalables, se pose maintenant avec plus d'acuité la question de la ligne politique ou, pour être plus précis, du **programme** politique du futur parti. D'un débat principalement axé sur les questions idéologiques, la nécessité du parti prolétarien et les **tâches** des communistes dans la classe ouvrière, on passe maintenant aux questions fondamentales de programme: **la voie de la révolution** dans notre pays et à l'échelle mondiale.

En lançant son plan d'unité, EN LUTTE! rompt davantage encore avec son propre spontanéisme en matière d'unité

La lutte contre l'économisme a clairement démontré qu'une déviation en recouvre toujours une autre. Ainsi, après avoir déraciné l'économisme dans ses propres rangs, EN LUTTE! fut-il aux prises avec le dogmatisme (*) qui le caractérisera de la période allant de septembre 1975 au printemps de 1976. D'un côté, EN LUTTE! se repliait sur lui-même, sous prétexte de "consolidation"; de l'autre, la Ligue semblait voguer de "succès" en "succès", se permettant même de refuser avec dédain les actions unitaires que nous mettions de l'avant (comme lors du 8 mars 76).

Pendant ce temps, les groupes marxistes-léninistes du Canada anglais (dont beaucoup étaient rassemblés au comité de rédaction de **Canadian Revolution** à Toronto), développaient leur ligne politique, en étudiant notamment les positions des groupes marxistes-léninistes québécois, EN LUTTE! et la Ligue au premier chef. Les méthodes artisanales de travail, le localisme, la faiblesse de la ligne politique manifestaient encore le faible niveau d'unité de notre mouvement.

En janvier 1976, EN LUTTE! entreprend de briser avec les frontières du Québec en publiant un digest anglais des principaux articles de son journal. Le 1er Mai 1976, paraît le premier numéro bilingue du journal EN LUTTE!. Le ralliement du Toronto Communist Group vient concrétiser le mouvement de jonction entre le Québec et le Canada anglais. Deux mois plus tard, Workers' Unity de Toronto rejoint les rangs de la Ligue.

Le 1er mai 1976, la direction d'EN LUTTE! émet une déclaration **Pour l'unité des communistes (marxistes-léninistes) canadiens**, publiée dans le premier numéro bilingue de notre journal. Cette déclaration est importante, car elle constitue le préambule de **Pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste canadien** qui paraîtra en septembre dans le premier numéro de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE. Cette déclaration corrige plusieurs erreurs qui marquaient notre ligne sur l'unité.

> *"Avec certains groupes nous avons fait preuve d'opportunisme, avec d'autres de dogmatisme et de sectarisme; avec tous nous avons négligé d'établir clairement les exigences que nous posions à cette étape-ci à la réalisation de l'unité organisationnelle et à la création de l'organisation canadienne qui doit prendre la direction de la lutte pour le Parti." (6)*

De plus, face aux prétentions de la Ligue, nous réaffirmions la nécessité de ne pas répéter l'erreur de ces nombreux pays où les "partis" et les "organisations" se multiplient, retardant ainsi objectivement la création du seul parti de la classe ouvrière. **L'objectif de l'organisation unique pré-parti est clairement énoncé dans cette déclaration**. Dans ce contexte, la publication de **Contre le sectarisme**, deux mois plus tard, expose en long et en large comment la Ligue a interprété le mot d'ordre de création de l'organisation pré-parti dans le sens de ses intérêts particuliers, au détriment donc de ceux de tout le mouvement marxiste-léniniste canadien.

Une fois ramené à l'essentiel, le plan d'unification d'EN LUTTE! est simple. Au départ, il y a le mouvement marxiste-léniniste canadien dont l'unité réside dans la reconnaissance de la ligne idéologique marxiste-léniniste et dans un degré plus ou moins avancé d'application de cette ligne à la pratique de la lutte révolutionnaire au Canada, en particulier la reconnaissance de la tâche centrale de reconstruction du parti. Mais ce mouvement est également divisé: les propositions qu'il tire des principes communistes divergent sur des points importants de théorie et de tactique. La division organisationnelle et l'esprit de secte règnent en maîtres.

EN LUTTE! identifie quatre points majeurs de divergences sur la ligne politique du mouvement:

1) la voie de l'unification du mouvement marxiste-léniniste;
2) la voie de la révolution dans notre pays;
3) l'analyse de la situation internationale;
4) les tâches des communistes canadiens, dans la période de lutte pour le parti.

Ainsi donc, la proposition qu'EN LUTTE! met de l'avant vise à **mettre au coeur**

(*) Par "dogmatisme" nous désignons le contraire de l'économisme, c'est-à-dire l'autre versant de l'opportunisme de droite: l'opportunisme de "gauche". Pratiquement, cela conduit au même résultat: l'abandon de la propagation des idées communistes parmi les masses.

des débats les questions essentielles du programme communiste. Pour ce faire, nous proposons la tenue de conférences publiques, ouvertes à tous les groupes marxistes-léninistes, à leurs militants, aux ouvriers et à tous les individus sympathiques à la cause du communisme.

EN LUTTE! fixe à la création de l'organisation quatre conditions;

1) s'appuyer sur un programme politique qui se démarque de toutes les formes d'opportunisme;
2) appliquer le centralisme démocratique;
3) mettre en place les structures organisationnelles propres à favoriser l'édification du parti (les cellules communistes);
4) édifier le journal communiste d'agitation, de propagande et d'organisation à l'échelle du pays.

Voilà comment, deux ans après l'appel à créer l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti, EN LUTTE! faisait un pas de plus pour achever sa rupture avec le spontanéisme et l'attentisme en matière d'unité.

Des conférences qui seront décisives

Afin d'élever et de concentrer le niveau de la polémique au sein de ce qui constituait alors le mouvement marxiste-léniniste canadien, EN LUTTE! convoque une série de conférences publiques où tous les groupes sont appelés à présenter leurs positions et à critiquer celles qu'ils jugent erronées. Ces conférences canadiennes, préparées de longue date et relayées par une série de conférences régionales destinées à poursuivre le débat et à rejoindre les travailleurs dans les principaux centres du pays, marquèrent, sur une période de plus d'un an, un processus systématique de démarcation et d'unité qui portera la lutte entre les deux lignes, entre les deux voies, au niveau des principales questions de programme.

La Première Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens, qui se tint à Montréal le 9 octobre 1976, constituait à la fois un point d'arrivée et un point de départ pour le mouvement marxiste-léniniste canadien. Point d'arrivée, parce qu'elle fut l'aboutissement d'une longue période de lutte contre l'opportunisme de droite, en particulier l'économisme, le localisme et l'esprit de cercle. Point de départ aussi, parce que cette conférence aura été l'occasion, pour la première fois depuis la dégénérescence du "Parti communiste canadien", de rassembler autour d'un même débat et en fonction d'un même objectif, l'ensemble des forces se réclamant du marxisme-léninisme. En particulier, pour la première fois, était brisé le mur qui pendant tant d'années avait séparé les marxistes-léninistes des deux nations de notre pays.

Malgré les difficultés qu'a dû affronter cette première conférence, on peut affirmer qu'elle représentait une victoire importante sur le nationalisme bourgeois (chauvinisme de grande nation, nationalisme étroit), un certain recul de l'esprit de cercle, du localisme et du sectarisme, l'expérimentation d'une forme inédite de débats politiques au sein des masses.

Plus encore, cette première conférence, et toutes celles qui suivirent, marquait la volonté des marxistes-léninistes de s'ouvrir aux masses, de créer un cadre qui favorise la pleine participation des éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple aux débats sur toutes les questions qui confrontent le mouvement communiste (m.-l.).

Suite à cette première conférence, quatre groupes ont rallié EN LUTTE!: le Halifax Communist Group (HCG), le Regina Communist Group (RCG), le Vancouver Communist Group (VCG) et le Groupe pour la révolution prolétarienne (GRP — Montréal). Ces ralliements sont le résultat direct de cette conférence. Désormais, notre groupe a des ramifications dans les cinq grandes régions du pays: les Maritimes, le Québec, l'Ontario, les Prairies, et la région du Pacifique. Après la Deuxième Conférence sur la voie de la révolution au Canada (en avril 1977), trois groupes de Vancouver viendront grossir nos rangs (Long March Collective, May First Collective, October Study Group).

Ces conférences des marxistes-léninistes canadiens constituaient pour la Ligue récemment formée un grand danger. Car la fondation même de la Ligue, comme on peut le constater aujourd'hui, était essentiellement une manoeuvre pour se soustraire au débat de ligne. Les groupes qui ont formé ou rallié la Ligue étaient d'ailleurs passé maîtres dans la manoeuvre. Car, à chaque fois, depuis 1972, que la polémique d'EN LUTTE! tout particulièrement s'intensifait au point de discréditer totalement la ligne des groupes opportunistes, à chaque fois ces groupes se dissolvaient comme par magie pour réapparaître quelques mois plus tard sous de nouvelles apparences, prétendument lavés des anciennes erreurs. Ainsi disparut le RCT, comme par magie; ainsi disparurent la CMO, la COR et le MREQ au moment de l'intensification de la lutte contre l'économisme. Ainsi disparut également après la Première Conférence la "cinq famille", ces cinq groupes également issus du RCT et que la Ligue accueillit à bras ouverts, à condition, bien sûr, qu'ils suivent le grand rite de la "purification" opportuniste consistant à s'accuser de tous les maux, à se dissoudre sans condition et sans débat, et ainsi "purifiés", à poursuivre comme si de rien n'était leur ancienne pratique économiste, mais cette fois, en tant que "marxistes-léninistes" membres de la Ligue.

Mais pour que puisse se dérouler ce scénario infâme pour construire un nouveau bastion de l'opportunisme afin de tenter de scinder encore une fois le mouvement marxiste-léniniste canadien, il fallait absolument s'opposer par tous les moyens aux conférences polémiques qui auraient obligé la Ligue à justifier ses positions publiquement. Plus encore, pour la direction carriériste de la Ligue, l'idée même que ses militants puissent assister à ces conférences et en revenir, oh horreur!, "confus", c'est-à-dire ébranlés dans leur foi aveugle dans la "ligne claire" de la Ligue, était absolument insupportable. Aussi, si elle accepta malgré tout de participer à la Première Conférence, c'est en y envoyant quelques délégués et en demandant à ses militants de ne pas y assister. Aussi n'est-il pas étonnant que tous les autres groupes de la "cinq famille" venus à la conférence pour la dénoncer s'empresseront par la suite de rallier la Ligue qui lancera pour la Deuxième Conférence une grande campagne de scission, qui ne ralliera que les scissionnistes, en vue de boycotter les conférences polémiques, car il pourrait y avoir là des groupes opportunistes...

L'unité des marxistes-léninistes passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme

Tel est le titre du communiqué publié par le Comité central d'EN LUTTE! à l'occasion de la Deuxième Conférence sur la voie de la révolution au Canada.

Nous y affirmions que dans les rangs du mouvement communiste (marxiste-léniniste) canadien, la Ligue demeure à "l'avant-garde" de l'opportunisme de droite. Ayant renoncé depuis longtemps à opérer le moindre développement significatif à son analyse de la voie de la révolution au Canada, la Ligue a trouvé deux recettes magiques pour éviter de dévoiler sa ligne nationaliste et révisionniste: accoler les mots "lutte de classes" à tout ce qui bouge, et répéter inlassablement la ligne du parti communiste chinois et de **Pékin Information**. L'aplomb déconcertant qu'elle manifeste (sa "ligne juste et claire"), son putshisme déclaré (s'emparer par tous les moyens de la direction dans les organisations de masse), son sectarisme à outrance (tout ce qui n'est pas la Ligue est "opportuniste") sont à la mesure

même de ses "succès" en matière de ligne politique.

Dans ce contexte, le Red Star Collective (RSC), dont certains dirigeants sont issus du PWM qui, quant au fond, prônait et prône toujours le même mot d'ordre nationaliste d'"indépendance et socialisme", navigue dans le sillage de la Ligue. L'empirisme, l'économisme, le nationalisme et le social-chauvinisme marquent le développement de sa ligne politique. A l'autre extrémité, on retrouve l'Union bolchévique qui, malgré une habilité certaine à "citer" Lénine, a révélé lors des conférences son caractère de groupuscule parasite du mouvement communiste et de saboteur de l'unité des marxistes-léninistes.

Concernant les tâches qui nous confrontent dans la voie de l'unité, le Comité central d'EN LUTTE! affirme ceci: sans un débat de fond sur le programme communiste, synthèse essentielle des acquis du mouvement marxiste-léniniste appliqués aux conditions de la révolution au Canada, l'unité que nous cherchons, ou bien échouera ou bien sera remise aux calendes grecques. **Le maillon qui unit le ralliement des ouvriers conscients au communisme et l'unité des marxistes-léninistes, c'est le programme.**

Renoncer à mener le débat sur le programme signifait accepter en silence l'état de fait que:

"... la création dans un avenir prévisible d'une organisation unifiée de tous les marxistes-léninistes canadiens (...) apparaît en ce moment fort peu probable." (7)

"Non seulement la lutte sur les questions de programme est-elle une nécessité historique à l'étape de l'édification du Parti et de la lutte pour sa création, elle est également dans les conditions particulières actuelles, le plus sûr moyen pour parvenir à extirper l'opportunisme de droite et de "gauche" du mouvement marxiste-léniniste canadien et réaliser ainsi la condition centrale de son unification." (8)

La suite des événements devait confirmer pleinement cette analyse d'EN LUTTE!. D'un côté la voie de l'unité, de l'autre la voie du scissionnisme; d'un côté le programme communiste, de l'autre des dizaines de programmes de "lutte de classes" pour justifier l'économisme et le réformisme; d'un côté la voie de la révolution prolétarienne, de l'autre la voie de la "théorie des trois mondes" et de la sauvegarde de l'indépendance du Canada impérialiste; d'un côté le marxisme-léninisme, de l'autre le révisionnisme.

De la Deuxième Conférence portant sur la voie de la révolution au Canada en passant par la Troisième Conférence abordant la situation internationale et jusqu'à la Quatrième Conférence portant sur le parti et les tâches des marxistes-léninistes, la lutte contre l'opportunisme a permis de dévoiler qu'il existait bel et bien deux lignes constituées et qui, sur toutes les questions fondamentales de programme tracent deux voies opposées: la voie de la révolution prolétarienne, la voie de l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie d'une part, et la voie du réformisme, de la conciliation avec la bourgeoisie et de la scission d'autre part. Malgré les décrets de la Ligue selon lesquels EN LUTTE! et tous ceux qui condamnent la "théorie des trois mondes" seraient révisionnistes, malgré son appel désespéré à détruire par **tous** les moyens le Groupe EN LUTTE!, l'unité autour de la ligne révolutionnaire au Canada s'est bel et bien constituée en lutte contre le révisionnisme et le social-chauvinisme de la Ligue qui rejoint quant au fond la trahison du PCC.

Les conférences auront permis à tous les groupes, qu'ils soient présents ou non, de choisir leur camp. Et après chaque conférence, de nouveaux groupes, en particulier à Vancouver, rallièrent EN LUTTE!. Si bien qu'aujourd'hui, il n'existe que deux organisations, EN LUTTE! et la Ligue, de même que deux groupuscules: le RSC dont on n'entend plus parler depuis près d'un an, et la secte trotskysante de l'Union bolchévique qui n'a aucune activité dans les masses à part ses tentatives d'infiltrer les activités d'EN LUTTE!

Il pourra paraître étonnant à plusieurs lecteurs, moins familiers avec le développement de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens dans les dernières années, de passer presque sous silence le rôle joué par la "gang à Bains", le prétendu "Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)". Et ces lecteurs auront en partie raison de s'étonner, mais en partie seulement.

Car, s'il est vrai de dire que la "gang à Bains" a joué un rôle, celui de chercher à saboter tout développement de la lutte pour l'unité en recourant à la démagogie, la provocation, la scission et les attaques physiques contre les militants communistes et progressistes, ce dont notre brochure récente **Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs** rend amplement compte, il faut également rappeler que ce groupe de provocateurs fascistes s'était déjà complètement discrédité, au Canada anglais comme au Québec, aux yeux des communistes et de nombreux ouvriers. La lutte contre cette organisation, qui se prétendait le parti du prolétariat, était déjà vue à ce moment comme étant une lutte à finir contre une "gang" de provocateurs dont les ambitions n'avaient rien à voir, ni avec l'unité des marxistes-léninistes, ni avec l'unité du prolétariat canadien.

Ce n'est par ailleurs qu'en 1975 que la démonstration du caractère révisionniste et scissionniste de la ligne et de l'action de la "gang à Bains" allait être intensifiée. Trois groupes publiaient alors une analyse du PCC(m.-l.): le MREQ, EN LUTTE! et la revue Canadian Revolution de Toronto. Depuis lors, la "gang à Bains" n'a été capable d'aucune **riposte politique** digne de mention.

Il n'est donc pas étonnant aujourd'hui de la voir courir de gauche à droite pour tenter de se faire reconnaître; hier, par le Parti communiste chinois, aujourd'hui, par le Parti du travail d'Albanie et d'autres communistes (marxistes-léninistes) étrangers, ce qu'elle a été incapable de faire au Canada. Et il faut avouer que ses tentatives ont remporté un certain succès jusqu'ici, ce qui place aujourd'hui les marxistes-léninistes canadiens devant la tâche d'intensifier la lutte pour convaincre ceux qui, au Canada et surtout à l'échelle internationale, se laissent tromper par cette "gang"; de les convaincre donc de rompre tout appui à une organisation fondamentalement opposée à l'unité des communistes canadiens, à celle du mouvement communiste international et à la révolution socialiste.

Vers la fin de 1977, nous nous retrouvons donc avec une unité organisationnelle supérieure du mouvement marxiste-léniniste canadien, laquelle traduit une unité politique supérieure, alors que la Cinquième Conférence tenue en juin 78 a été l'occasion d'un large débat sur le **Projet de programme** présenté par EN LUTTE! en vue de constituer la base politique d'un nouveau parti communiste marxiste-léniniste au Canada. La lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens entreprend maintenant sa troisième période historique: la lutte pour rallier les militants sincères au programme communiste; la lutte contre le révisionnisme, qu'il se revendique de Moscou ou de Pékin; la lutte contre les nouveaux scissionnistes, la Ligue et le courant social-chauvin international auquel elle se rattache; sans compter la lutte contre le PCC(m.-l.) et l'UB qui camouflent encore plus subtilement leur révisionnisme derrière la "lutte contre la théorie des trois mondes". Comme nous l'avons affirmé dans la brochure ayant servi de document de base à la Quatrième Conférence sur le parti:

"... le temps est venu de poser la question en terme de programme: sont communistes ceux qui adhèrent

au programme communiste et s'engagent dans son application pratique en joignant les rangs de l'organisation qui met ce programme de l'avant." (9)

L'unité des communistes, au Canada et dans le monde, passe par la défense du programme communiste

Le mot d'ordre que lançait EN LUTTE! en 1974 pour l'unité des marxistes-léninistes au sein d'une organisation canadienne de lutte pour le parti est pour ainsi dire aujourd'hui **réalisé**. Certes, il ne s'est pas réalisé dans les conditions que nous avions entrevues puisque les opportunistes, bien loin de rectifier leurs erreurs, ont scissionné le mouvement pour se transformer en un nouveau courant de trahison révisionniste, obstacle à la révolution prolétarienne. Nous n'avions pas prévu non plus que cette lutte fondamentale entre le marxisme et le révisionnisme s'inscrirait, parmi ceux-là même qui se revendiquaient de la lutte contre le révisionnisme moderne, dans une lutte à l'échelle mondiale entre la voie révolutionnaire défendue par le Parti du travail d'Albanie et la voie de collaboration de classes et de conciliation avec l'impérialisme, empruntée maintenant clairement par les nouveaux dirigeants chinois.

Mais si, au Canada comme ailleurs, les révisionnistes ont fait la scission, les marxistes-léninistes dans notre pays se sont unis sur la base d'une ligne prolétarienne et au sein d'un groupe, EN LUTTE!, qui rassemble aujourd'hui toutes les caractéristiques que nous avions dévolues à l'organisation préparti: un programme sur la base duquel appeler à la création du parti; une application conséquente du centralisme démocratique; des bases organisationnelles à l'échelle de l'ensemble du pays et aptes à développer les conditions organisationnelles du parti; en particulier le ralliement des ouvriers au programme communiste; et enfin l'existence d'une presse communiste, maintenant hebdomadaire, constituant à l'échelle du pays l'instrument central de propagande, d'agitation et d'organisation communistes.

Si on peut dégager une leçon générale de notre expérience de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, c'est précisément que cette lutte, qui n'est somme toute que le reflet de la lutte à finir entre le prolétariat et la bourgeoisie, est un combat constant pour raffermir la ligne de la révolution prolétarienne. C'est aussi une lutte qui procède par bonds successifs. Car, à chaque fois que se renforce l'unité autour de la ligne prolétarienne, à chaque fois aussi s'accentue la démarcation face à la bourgeoisie et la voie de la conciliation. A chaque fois aussi les collaborateurs, démasqués par la polémique, vont tenter d'emprunter de nouveaux visages pour finalemnt se lancer ouvertement dans la scission et basculer entièrement dans le camp de la bourgeoisie. C'est ainsi que se confirme notre définition de départ: la lutte pour l'unité, c'est la lutte pour unir les authentiques marxistes-léninistes et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier. La lutte pour l'unité est donc indissolublement liée à la lutte contre la bourgeoisie. Et inversement, les révisionnistes qui prêchent la collaboration avec l'impérialisme sont, en même temps, les pires scissionnistes.

De cette conclusion générale se dégage une conclusion plus immédiate et qui devra nous guider dans les mois et les années à venir. La lutte contre le révisionnisme ne peut se contenter de professions de foi générales. Certes, la démarcation face à la théorie révisionniste des "trois mondes" constitue une dimension importante de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes véritables contre la bourgeoisie et les révisionnistes. Mais si elle est importante, c'est justement parce qu'elle met en évidence deux lignes opposées sur le programme de la révolution prolétarienne au Canada comme dans le monde. Car c'est fondamentalement à ce niveau que se démarquent précisément et fondamentalement le camp du socialisme et le camp de la réaction. Approfondir la rupture avec le révisionnisme sur toutes les questions de programme est donc la condition pour assurer l'unité d'acier des communistes et du mouvement ouvrier et cela, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Ce n'est que sur la base de son programme qu'on peut juger de la ligne d'une organisation ou d'un parti et non seulement sur ses paroles; cela la lutte pour l'unité dans notre pays nous l'a appris.

Ne faut-il pas considérer par ailleurs, si on considère les acquis de l'histoire, que si la Troisième Internationale fondée par Lénine pour reconstituer l'unité des communistes après la trahison de la Deuxième Internationale, ne faut-il pas considérer que le succès de l'action entreprise à l'époque est indissolublement lié à l'importance de la lutte vigoureuse menée alors contre les fondements de la trahison social-chauvine, de son programme de capitulation devant la bourgeoisie et l'impérialisme pour reconstituer les différents partis nationaux sur la base d'un programme communiste pour la révolution prolétarienne dans chacun de ces pays?

Finalement, en ce qui concerne la situation spécifique du Canada, nous pouvons affirmer clairement que la lutte pour l'unité des authentiques marxistes-léninistes a accompli des pas considérables. Mais en même temps, il faut prendre conscience que la lutte est loin d'être terminée et que le ralliement des militants sincères au programme communiste est la condition et l'arme principale pour isoler les sociaux-chauvins de la Ligue et tous les traîtres à la classe ouvrière afin de créer un véritable parti communiste, instrument principal de l'unité politique de la classe ouvrière et de tous les travailleurs en lutte contre le capitalisme oppresseur et l'impérialisme.

---

(1) *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C*, **juillet 1976, p. 40**
(2) **MREQ**, *Sur l'unité des marxistes-léninistes: quelques leçons à tirer des débats entre EN LUTTE! et le MREQ*, **p. 7**
(3) **Idem, p. 12**
(4) *La lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*, **1975, p. 24 (Nous soulignons).**
(5) *Contre l'économisme*, **2e éd., 1977, p. 52**
(6) **EN LUTTE!, no 60, 1er mai 1976**
(7) *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*; **Communiqué du 3 avril 1977, p. 13**
(8) **Idem.**
(9) *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*; **1978, p. 24**

Le chômage, plaie inévitable du capitalisme

Mises à pied, chômage, assistance sociale, voilà non seulement la situation présente de milliers de travailleurs au Canada, mais aussi l'avenir de millions d'autres qui vivent constamment sous la menace de perdre leur emploi et de se retrouver du jour au lendemain sans salaire, obligés de quémander quelques prestations de survie avec au bout de la ligne la misère de l'assistance sociale... Car, si on peut dire des chômeurs qu'ils sont des travailleurs de réserve affamés par le capital pour forcer la classe ouvrière à se serrer la ceinture et à engraisser les bourgeois et leurs profits, on peut aussi parler des ouvriers comme des chômeurs en sursis, tellement le capitalisme, pas plus qu'il ne peut se passer d'eux, ne peut se passer du chômage.

Quelle est la place des chômeurs dans la division de la société capitaliste en deux classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie? Les chômeurs forment-ils une couche sociale à part? Font-ils partie de la classe ouvrière? N'y a-t-il pas diverses catégories de chômeurs? Voilà quelques-unes des questions que nous voulons aborder dans cet article. Signalons que ce court article qui entend approfondir un aspect particulier de l'analyse des classes au Canada fait suite à un premier texte paru dans UNITE PROLETARIENNE numéro 12 et intitulé *Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout*, **et à un second, paru dans le numéro 13, sur** *Les nouvelles couches du prolétariat canadien*. **C'est pourquoi, certains rappels théoriques dans ce nouvel article portant cette fois sur les chômeurs, ou plus précisément sur l'armée de réserve du prolétariat, garderont un caractère schématique dans la mesure où l'explication plus complète a déjà été fournie antérieurement.**

Les ouvriers en chômage, partie intégrante du prolétariat

La première question que nous posons est celle-ci: puisque nous sommes dans une société de classes, chaque individu ou groupe d'individus fait-il nécessairement partie de l'une ou l'autre classe?

La réponse est non et pour comprendre cela, il faut retourner à la théorie de la lutte des classes:

> *"La théorie de la lutte des classes constitue un immense progrès de la science sociale, parce qu'elle fonde avec précision et une netteté absolue la méthode permettant de ramener l'individuel au social..." (1).*

Que nous dit donc cette théorie? Appliquant le matérialisme dialectique à l'étude des sociétés, Marx et Engels en arrivent à la conclusion qu'on ne peut comprendre les innombrables phénomènes sociaux, politiques, religieux, etc., de la société sans examiner d'abord la base matérielle de cette société, c'est-à-dire la façon dont les hommes s'organisent pour produire les biens nécessaires à leur existence et les liens qu'ils établissent entre eux au cours de ce processus.

> *"Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles... Ce mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général" (2).*

Ce sont ces rapports de production qui déterminent les diverses classes de la société. Il y a donc ici deux éléments. D'abord la production, qu'il faut *"considérer dans sa continuité ou comme reproduction"* (3), et ensuite le caractère **social** des conditions dans lesquelles cette production s'accomplit. Cet aspect est important, car on peut produire, de façon privée, sans entrer en relation avec qui que ce soit d'autre, sans que nos actes individuels soient transformés en actes sociaux. On peut donner l'exemple de la ménagère qui produit réellement, mais de façon privée, sans que ces produits aient de valeur d'échange (ils ne sont pas destinés au marché).

Or, il doit être clair que les classes s'érigent sur la base de la **production sociale**, qu'elles représentent des rapports de production bien déterminés:

> *"Le critère fondamental de la différence entre les classes est leur place dans la production sociale, et par suite, leur situation par rapport aux moyens de production" (4).*

Cela nous indique qu'il faut limiter la composition des classes aux vastes groupes d'hommes qui occupent diverses positions à l'intérieur

de la production sociale. Par le fait même, on exclut des classes ceux et celles qui n'y participent pas.

On ne peut pourtant en rester là. L'idée qu'il convient de mettre de l'avant, ce n'est pas l'exclusivité des rapports de production, mais la prépondérance de ces rapports sur les autres rapports sociaux existants...

> *"... en étudiant à part, parmi tous les rapports sociaux, les rapports de production, considérés comme fondamentaux, primordiaux et déterminant tous les autres rapports" (5).*

Si notre souci de ne pas vider les classes de leur contenu en y assimilant n'importe quel groupe social, établi à partir de n'importe quelle base ou à partir de n'importe quel rapport social, se trouve tout à fait justifié, il ne faut pas faire le saut et conclure, à tort, que divers individus, groupes, phénomènes, de notre société n'ont pas de **caractère de classe**.

> *"L'analyse de l'aspect économique doit être naturellement complétée par celle des superstructures sociales, juridiques, politiques et idéologiques. Le fait de ne pas comprendre cette liaison entre le capitalisme et la "production populaire" a engendré chez les populistes l'idée que... l'Etat, l'intelligentsia, etc., n'ont pas un caractère de classe" (6).*

C'est de cette façon que se manifestent le rôle déterminant des rapports de production dans l'existence des classes ainsi que le caractère central, fondamental, de la lutte des classes dans la vie de la société. Même chez les individus qui ne peuvent être inclus dans une classe, leurs luttes, leurs idées, etc., tous ces phénomènes revêtent un caractère de classe, car ils reflètent nécessairement les intérêts de l'une ou l'autre classe en lutte. La force déterminante des classes est telle qu'elle oblige l'ensemble de la société à prendre parti d'un bord ou de l'autre. Dans notre société, c'est entre la bourgeoisie et le prolétariat qu'il faut choisir.

Cela nous autorise à parler au sens large de "famille ouvrière" ou de "famille bourgeoise" car, ce qui est le plus significatif à l'intérieur de la famille, c'est sa base matérielle, la façon dont elle est reliée à l'ensemble de la société. Et c'est justement la place de chacun de ses membres dans les rapports sociaux de production qui va déterminer la nature de classe d'une famille.

Lénine utilise d'ailleurs cette façon de procéder dans **Le développement du capitalisme en Russie** où il répartit l'**ensemble** de la population russe en classes de base. Les 125 millions d'habitants sont divisés ainsi: 3 millions de bourgeois, 23 millions de petits propriétaires aisés, 35 millions de petits propriétaires pauvres et 63 millions de prolétaires et de semi-prolétaires. De ces 125 millions, Lénine distingue 92 millions de *"membres des familles"* qui sont répartis selon l'occupation de celui ou celle qui *"gagnent leur vie eux-mêmes"* (7).

Ces concepts de "famille ouvrière", de "population ouvrière" ne sont pas à bannir car ils permettent de rendre compte des conditions de vie du peuple par exemple (les conditions de vie du prolétaire sont les mêmes que celles de sa famille). Le chômage ne touche pas seulement 1.5 millions de personnes, mais leurs familles également, ce qui donne un portrait plus exact de la misère dans notre société.

Ceci dit, il serait tout à fait erroné de considérer ces concepts comme des concepts de base dans notre analyse de classe, ce qui entraînerait les absurdités suivantes: l'enfant de trois ans d'une "famille ouvrière" serait un ouvrier, l'étudiant la même chose, etc. Toute l'oeuvre de Lénine confirme d'ailleurs que ce n'est pas sur les "familles ouvrières" en général qu'il a appuyé son action, mais sur la classe d'avant-garde, le prolétariat des usines et des villes, sur ceux qui, au coeur même des rapports de production capitaliste se heurtaient le plus violemment à la classe antagoniste.

Voilà esquissée à grands traits la portée politique d'une analyse de classe scientifique. La situation des êtres humains dans les diverses classes, en effet, détermine leur conscience, leur façon de voir le monde, de même que leurs intérêts objectifs.

La production sociale et les chômeurs

Comment faut-il comprendre la participation à la production sociale? Faut-il limiter de façon rigoureuse cette participation à ceux qui travaillent et mettre dans le même bain tous ceux qui ne travaillent pas?

La réponse, encore un fois, c'est non. Pour saisir correctement cette réponse, il faut retourner à la théorie marxiste-léniniste de l'accumulation du capital en mettant en lumière ses conséquences sur la participation à la production sociale, et par voie de conséquence, sur l'appartenance de classe, de diverses catégories de la population qui ne travaillent pas.

L'élément-clé — comme on l'a déjà mentionné rapidement plus haut — est de tirer toutes les conséquences appropriées du fait qu'on ne peut isoler le procès de production, (c'est-à-dire l'ensemble du processus matériel et social de production des biens) de la reproduction. En effet, le capital doit toujours prévoir la production d'un certain nombre de biens destinés non pas à une consommation immédiate, mettant fin par là au procès de production, mais plutôt destinés à une consommation productive. Ces biens sont destinés à permettre la poursuite de la production lorsque les moyens de production actuels (ex.:les matières premières) auront été consommés au cours de la production. Si on regarde les faits, il s'agit non seulement de poursuivre la production à la même échelle, mais surtout d'élargir cette échelle.

Le procès de production capitaliste n'a pas grand chose de commun avec une ligne droite ayant un début et une fin où tout cesse. On peut se représenter plutôt une spirale où chaque fin est en même temps un début, à une échelle si possible plus grande. Le Capital agit donc nécessairement avec l'objectif d'une accumulation toujours plus grande et doit mettre en place les conditions nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Cela fonde le fait que les chômeurs ne sont **pas exclus** de la production sociale dont ils sont à la fois une conséquence et une exi-

gence pour une accumulation capitaliste toujours plus grande. En pratique, on pourrait dire que la condition des chômeurs n'est qu'un moment particulier de la production et de la reproduction sociales sous le capitalisme.

L'accroissement du capital repose sur l'extorsion du maximum de travail gratuit à la classe ouvrière. La bourgeoisie mène constamment des attaques en ce sens; la plus célèbre au Canada ces dernières années est sans doute la loi C-73 qui, au niveau économique, venait modifier en faveur de la bourgeoisie les proportions entre travail gratuit et travail payé. Plus la bourgeoisie réussit en ce sens, plus elle accentue l'exploitation du prolétariat et accroît son propre capital.

Quelles en sont les conséquences pour le prolétariat? Pour un certain temps, cet accroissement de capital peut susciter — et suscite le plus souvent — une demande supplémentaire en force de travail afin de mettre en oeuvre ce capital. Cette demande supplémentaire place la classe ouvrière dans une position avantageuse et elle peut réussir, à l'intérieur de certaines limites, à réduire la proportion de travail gratuit fourni aux capitalistes. Ces limites, c'est justement que les nouveaux investissements ne soient plus aussi attrayants pour les bourgeois et donc que les conditions de mise en valeur de leur capital ne soient plus aussi favorables. Il s'opère donc un ralentissement des affaires, des lock-outs, des fermetures d'usines et, forcément, une hausse du chômage. Les conditions qui avaient causé une hausse de salaire (réduction du travail gratuit) n'étant plus réunies — car le nombre de chômeurs fait pression sur les salaires — les conditions redeviennent de plus en plus favorables à la classe capitaliste.

On voit par là que les chômeurs ne constituent qu'une partie du cycle de production/reproduction capitaliste. Mais il y a plus que cela. Présenté comme on vient de le faire, le système ressemble à un cercle vicieux où on se retrouve perpétuellement au point de départ après diverses péripéties.

Il n'en est rien. Dans notre schéma, nous présupposions que le capital supplémentaire s'échangeait constamment contre une même proportion de machines, de matières premières, de force de travail... Mais la réalité est pire, car en fait, on ne pourrait expliquer comment le développement du capitalisme entraîne nécessairement la création d'une quantité toujours plus grande de chômeurs.

En effet, inévitablement, sous l'effet de la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes, le machinisme connaît une extension rapide. Produire avec des machines désuètes, c'est se condamner à la faillite, à cause des coûts plus élevés dus à une productivité plus faible.

Pour ne prendre qu'un exemple: en France, un rapport vient d'être présenté à Giscard d'Estaing sur le travail de bureau notamment. La bourgeoisie, désespérée de la faible productivité de ce type de travail, vient de mettre au point la téléinformatique qui est, paraît-il, extraordinairement efficace et bon marché. Ce système, prévoit-on, sera en mesure de réduire de 30% le personnel de bureau: d'autres sans-travail en perspective, et ce n'est pas de la futurologie, pas plus que l'introduction de machines dans les usines.

La productivité croissante du travail fait qu'on en arrive à ce que:

> *"Le capital additionnel qui se forme dans le cours de l'accumulation renforcée par la centralisation attire proportionnellement à sa grandeur un nombre de travailleurs toujours décroissant. D'autre part, les métamorphoses techniques et les changements correspondants dans la composition-valeur que l'ancien capital subit périodiquement font qu'il repousse un nombre de plus en plus grand de travailleurs jadis attirés par lui" (8).*

En somme, l'augmentation du capital constant (machines, matières premières, etc.) par rapport au capital variable (salaires des ouvriers) — loi du capitalisme — nous permet de constater que plus la classe ouvrière est productive, plus elle permet une accumulation rapide du capital, plus elle produit elle-même *"les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative"* (9). Marx parle même à ce sujet de la loi de la population qui caractérise l'époque capitaliste.

Marx parle de surpopulation **relative** car elle n'a rien à voir avec le fait qu'il y aurait dans l'absolu trop de bras ou trop de bouches dans un pays pour qu'ils soient tous employés ou nourris. Le fait est qu'il y a trop de bras à un moment donné, relativement à ce que le capital peut consommer de façon productive, c'est-à-dire en produisant des profits.

Lénine illustre cela de façon assez saisissante en mentionnant qu'à un moment donné, l'exploitation dans les campagnes était si féroce, le travail gratuit tellement important par rapport au travail payé, que le chômage avait diminué: les propriétaires fonciers n'utilisaient même plus leurs machines et trouvaient plus profitable d'engager une nombreuse main-d'oeuvre qui faisait les récoltes à la main!

De ce qui précède, il faut retenir que l'existence d'une surpopulation ouvrière relative n'est pas un phénomène conjoncturel, passager, accessoire à l'intérieur du capitalisme. C'est une **partie intégrante de son cycle de production-reproduction** qui joue puissamment sur l'accumulation.

La surpopulation ouvrière relative ou, en d'autres mots, **l'armée de réserve**, joue un rôle essentiel pour le capital en étant une sorte de tampon d'ouvriers disponibles à tout moment pour répondre aux secousses de la production capitaliste.

On sait que ce mode de production engendre crise après crise, le tout entrecoupé de périodes d'activité parfois fébriles. Les besoins en force de travail varient donc considérablement, de presque rien lors des récessions, à des besoins nombreux lors des périodes plus prospères. Aussi, le capital exige que son approvisionnement en force de travail soit suffisant, même lorsque les affaires sont à leur maximum.

La grandeur de l'armée de réserve se trouve ainsi déterminée par l'espace qui sépare les périodes de "boum" des périodes de crise:

"Or l'amplitude de ces fluctuations

détermine le chiffre de la population excédentaire dont a besoin le capital" (10).

L'armée de réserve, ce n'est donc pas toute personne qui, théoriquement, pourrait travailler dans un pays donné. Par exemple, il ne serait pas juste aujourd'hui de compter les enfants dans l'armée de réserve, même s'ils en ont effectivement fait partie il y a un siècle, avant que la classe ouvrière gagne l'interdiction du travail des enfants.

En fait, **l'armée de réserve, ce sont des travailleurs que le capital ne peut employer constamment, mais qu'il a déjà employés ou compte employer**. En effet, pour exercer une pression sur les salaires par exemple, il faut que la possibilité qu'une autre personne prenne l'emploi existe. Dans le cas cité plus haut, les enfants n'exercent, dans les conditions actuelles, aucune pression sur les salaires. Ils n'ont jamais travaillé et il n'est pas vraisemblable qu'ils le fassent à brève échéance.

Il est important de préciser ce point de vue pour ne pas se mettre à classer tout le monde indistinctement dans l'armée de réserve, le jour où on s'aperçoit que telle personne ne travaille pas. Nous parlerons cependant un peu plus loin d'un autre aspect de la question, la consolidation d'une armée de réserve "permanente".

Avant cela, et pour préciser d'avantage l'analyse de classe relativement aux chômeurs, il faut faire appel à une idée très importante que Marx formule ainsi:

"Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste avant de se vendre à un capitaliste individuel" (11).

Cette idée contient ce qu'il faut pour nous faire saisir que le prolétaire n'est **pas** prolétaire **à condition** qu'il trouve à vendre sa force de travail. Il peut parfaitement — et c'est fréquent — ne pas trouver à la vendre pendant une période de temps plus ou moins longue. Il n'en continue pas moins à être la propriété de la classe capitaliste, en réserve. On pourrait à cet égard comparer le chômeur à une machine que le capitaliste a achetée et qu'il ne fait pas fonctionner pendant une période de temps plus ou moins longue (la nuit, la fin de semaine, ou pour un temps plus long) avec l'intention de la remettre en mouvement quand les affaires seront meilleures. Cette machine ne cesse pas pour autant d'être du capital, tout comme l'ouvrier ne cesse pas d'être prolétaire la nuit, la fin de semaine, ou pendant ses périodes de chômage. Comme la machine, il subit une dépréciation:

"Le chômage croissant qui résulte du machinisme laisse l'ouvrier complètement désarmé. Son habileté se déprécie..." (12).

Une précision s'impose maintenant que nous avons établi que le fait d'être en chômage ne marque pas une rupture dans les rapports sociaux qu'entretient le prolétaire par rapport à la classe capitaliste, mais en constitue plutôt un élément essentiel. Cette précision, c'est qu'on ne peut faire équivaloir chômeur et prolétaire. Un petit-bourgeois en chômage reste un petit-bourgeois, tout en prenant en considération le fait que le chômage puisse servir d'antichambre à la prolétarisation. Madame Lise Bacon, ex-ministre qui fut un bon bout de temps à se chercher un emploi après la chute du gouvernement Bourassa au Québec, n'a jamais fait partie pour autant du prolétariat. Mais, lorsqu'on regarde le phénomène dans son ensemble, le chômage est d'abord et avant tout le lot de la classe ouvrière.

Les formes de l'armée de réserve

Ces formes varient selon les pays et les circonstances mais on peut les ramener à trois principales:

a) **la forme flottante**: il s'agit de cette forme de surpopulation que nous identifions généralement aux chômeurs "ordinaires": l'ouvrier qui travaille, puis se retrouve devant un lock-out, une fermeture de poste, et qui trouvera peut-être un autre emploi plus tard à la même place ou ailleurs.

On peut illustrer cette forme en se référant aux ouvriers de la Davie Shipbuilding, près de la ville de Québec. Le nombre d'ouriers qui travaillent varie de 400 à 2000, selon les contrats. A un moment donné, il peut y avoir les trois-quart de ces ouvriers "en réserve", en prévision d'éventuels contrats. On peut prendre aussi l'exemple des prolétaires de cafétéria scolaires, "slackés" pour l'été, réembauchés à l'automne, etc.

b) **la forme latente**: l'armée de réserve ne comprend pas seulement des gens qui ne travaillent pas. Elle comprend également des gens qui pourraient vraisemblablement être embauchés par la classe capitaliste et qui n'attendent que ça pour abandonner le travail qu'ils font actuellement. Cela vise principalement les petits paysans pauvres et les petits propriétaires à moitié ruinés qui n'attendent que l'occasion pour entrer de plain pied dans l'armée industrielle active. C'est une forme de chômage qui ne paraît pas. Dans cette catégorie, on pourrait inclure un certain nombre de ménagères, un certain nombre d'étudiants qui étudient parce qu'ils sont sans travail. Dans les deux cas, ménagères et étudiants, ils n'attendent que l'occasion propice, si tant est que la bourgeoisie la leur offre en cette période de crise. Encore là, ce ne sont pas des gens comptabilisés comme chômeurs.

c) **la forme stagnante**: il s'agit des gens qui ne trouvent à travailler que très irrégulièrement et dans les pires emplois. Ils sont forcément constamment disponibles pour n'importe quel capitaliste. De cette forme on pourrait donner l'exemple qui a fait scandale il y a quelques années, des femmes qui faisaient des sacs de plastique à domicile pour un salaire absolument révoltant.

Ces différentes catégories trouvent leur importance dans le fait qu'elles permettent de comprendre le processus de paupérisation du prolétariat et donc, aussi, la profondeur et la croissance de la misère des masses sous le capitalisme. Il ne faut donc pas les considérer comme un catalogue des différentes couches les plus pauvres de la classe ouvrière, mais comme un instrument pour situer ces différentes couches dans la production sociale et, plus généralement, dans la lutte révolutionnaire.

"Les mêmes causes qui développent les forces expansives du capital amènent la mise en disponibilité de la force ouvrière (mise en disponibilité n'égale pas rayer des rangs de... n.d.l.r.); la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit comparativement à l'armée actuelle du travail, mais plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste" (13).

Cette citation met en évidence que:

1) L'armée de réserve est appelée à augmenter de façon continuelle, avec le développement du capitalisme. Aujourd'hui on peut être sûr qu'une partie non-négligeable du prolétariat se trouve dans l'armée de réserve, ce qui rend fausses les statistiques sur la répartition des classes au Canada qui ne comprendraient que la section active du prolétariat.
2) Cet accroissement est tel que même en période du plus grand essor économique, il est impossible d'éliminer l'armée de réserve. Une fraction de plus en plus importante est consolidée et ne peut avoir d'autre espoir que le renversement du capitalisme. Cela se rapproche de la théorie des "taux de chômage normaux" qui seraient de 6% au Canada, ou du plein emploi qui correspond à trois ou quatre pourcent!
3) Le paupérisme officiel n'est pas un phénomène à part, il répond exactement aux mêmes lois que le chômage et doit à ce titre être considéré sous le même angle en termes de classes:

"Encore un mot sur le paupérisme officiel, c'est-à-dire sur la **portion de la classe ouvrière** *(souligné par nous, n.d.l.r.) qui, ayant perdu sa condition d'existence, la vente de sa force, ne vit plus que d'aumônes publiques" (aujourd'hui le bien-être social, n.d.l.r.)" (14).*

Finalement, il n'y a pas de muraille de Chine entre l'armée active et l'armée de réserve ou le paupérisme. Le prolétariat passe constamment d'une situation à l'autre. Ainsi, en Ontario, une législation réactionnaire a déjà été passée pour forcer les assistés sociaux à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions, sous peine de se retrouver complètement démunis.

Marx considérait en outre diverses autres catégories dont il faisait une partie intégrante de la surpopulation relative, catégories toujours actuelles pour la plupart: les ouvriers dont le métier a disparu et qui ne trouvent plus à s'employer; ceux qui ont dépassé l'âge normal du salarié; les victimes directes de l'industrie, malades, accidentés du travail; il parlait aussi des orphelins, des enfants de pauvres, car à ce moment-là, en période de prospérité, ces derniers rentraient sur le marché du travail.

A Toronto et ailleurs au pays, on a vu les luttes que les accidentés du travail mènent. Ça illustre de façon simple que, entre le prolétaire dans l'armée active et le prolétaire accidenté, le passage est facile et fréquent, mais le combat reste le même. Comme le dit Lénine:

"L'ensemble de ces différentes catégories de la population constitue la surpopulation relative ou l'armée de réserve. Ce dernier terme montre clairement de quelle sorte de population il s'agit. Ce sont des ouvriers indispensables au capitalisme pour le cas d'un agrandissement éventuel des entreprises mais qui ne peuvent jamais être employés de façon permanente" (13).

La plus grande partie des chômeurs et des assistés sociaux occupe donc, au même titre que les ouvriers, une place précise dans la production sociale de type capitaliste. Il est clair qu'ils sont séparés de tout moyen de production; il est aussi clair qu'ils n'ont pas d'autre choix pour vivre que de vendre leur force de travail. Pour l'instant, les chômeurs ne trouvent pas d'acheteurs, mais leur sort est d'essayer jour après jour de vendre leur force de travail. On peut dire la même chose d'une partie des assistés sociaux. De plus, les chômeurs et les assistés sociaux ne participent d'aucune façon à l'organisation sociale de l'exploitation. Enfin, le chômeur est l'exploité du capital. Ce que l'on a vu jusqu'ici nous permet de l'affirmer. Le chômeur en effet n'est pas coupé de la production sociale. Il ne se trouve qu'à un moment particulier du cycle de production/reproduction du capital, qu'à un moment particulier de sa vie d'exploité. Il faut se rappeler en effet que c'est l'existence même de cette armée de chômeurs qui permet à la classe capitaliste de soutirer encore plus de travail gratuit chez ceux qui sont encore à l'ouvrage. Même sans travail pour l'instant, le chômeur n'en continue pas moins à être une source d'enrichissement et de profits pour le capital dans son ensemble.

Les sans-travail, force importante dans la lutte pour le socialisme

La conclusion qui se dégage de l'analyse scientifique des classes est donc claire: font également partie du prolétariat la grande majorité des chômeurs, assistés sociaux, accidentés du travail et ouvriers jetés sur le pavé à cause de leur âge "avancé". Leur condition commune de prolétaires non-actifs est causée directement par le développement du capitalisme, et le cortège de misère et de pauvreté qu'il entraîne pour la classe ouvrière. A mesure que s'accroît le capital, diminue en même temps sa portion destinée aux salaires de la classe ouvrière. Des usines se modernisent, des secteurs économiques entiers transforment leur mode de fonctionnement, ce processus étant d'ailleurs renforcé par la centralisation de la production. Alors, des millions d'ouvriers sont jetés sur le pavé, non pas parce qu'il y a trop d'ouvriers dans le pays, mais bien parce que les richesses immenses produites par eux permettent aux capitalistes de se passer d'une partie plus ou moins grande d'entre eux pendant un certain temps, et même de façon

quasi permanente dans certains cas. Ainsi la production de machines et de moyens de production destinés à accroître la productivité du travail engendre une armée de réserve, dont les rangs augmentent à un rythme scandaleux, en particulier dans les périodes de crise économique du capitalisme. Aucun secteur économique où le capitalisme s'installe n'échappe à cette loi. D'autre part, cette armée de réserve est utilisée par la classe capitaliste pour exercer une pression à la baisse sur les salaires de la classe ouvrière. Cela devient un autre moyen par lequel la classe capitaliste cherche à réduire la portion du capital destinée aux salaires et lui permet ainsi d'accroître encore davantage son capital. Doivent également être considérés comme faisant partie de l'armée de réserve une partie des ménagères et des étudiants qui sont disponibles et n'attendent que l'occasion de pouvoir vendre leur force de travail, et pendant ce temps, demeurent à la maison ou continuent d'étudier.

Cette armée de réserve est entièrement disponible et à peu près totalement soumise aux conditions d'exploitation et de misère que lui impose la bourgeoisie. Au Canada, son nombre est très important; de tous les pays impérialistes, il est parmi les plus élevés et n'a jamais diminué depuis 10 ans. Dans les régions les plus pauvres, plus de la moitié de la main d'oeuvre vit de l'assurance-chômage, du bien-être social, de travaux pénibles et tout à fait passagers. Les jeunes ouvriers, les femmes, les ouvriers autochtones et ceux des Maritimes sont les plus durement touchés par le chômage. Cette armée de réserve est harcelée continuellement par les inspecteurs et les agents du gouvernement qui cherchent en plus à lui retirer ses revenus de misère. Elle est forcée de travailler "clandestinement" pour survivre et d'accepter n'importe quelle condition imposée par les capitalistes.

Le chômage n'affecte pas que la classe ouvrière, d'autres classes et couches sociales le subissent également de plus en plus à mesure que le capitalisme envahit tous les secteurs de l'activité socio-économique. Les luttes des chômeurs pour un revenu décent, et souvent pour un revenu tout court, affaiblissent directement la bourgeoisie. C'est par une lutte vigoureuse, menée alors sous la direction de son parti d'avant-garde, que la classe ouvrière canadienne a arraché, dans les années 30, l'assurance-chômage à la bourgeoisie. Aujourd'hui même, les chômeurs, assistés sociaux, accidentés s'organisent de plus en plus à travers le pays pour faire face aux attaques répétées des capitalistes en crise. Le succès de leur lutte réside dans l'unité de leur combat avec celui de tout le prolétariat canadien pour l'élimination de l'exploitation capitaliste. Car on ne saurait éliminer le chômage, la pauvreté et la misère qui s'ensuivent pour la classe ouvrière, sans éliminer ce qui le produit et l'agrandit sans cesse.

---

(1) **Lénine, Oeuvres complètes, tome 1, p. 443**
(2) **Marx,** *Contribution à la critique de l'économie politique*, **cité par Lénine dans** *Karl Marx*, **Editions en langues étrangères, Pékin, pp. 15-16**
(3) **Marx,** *Le Capital*, **Editions Garnier Flammarion, p. 418**
(4) **Lénine, Oeuvres, tome 6, p. 268**
(5) **Lénine, Oeuvres, tome 1, p. 152**
(6) **Lénine, Oeuvre, tome 1, p. 479**
(7) **Lénine, Oeuvres, tome 3, p. 532**
(8) **Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, p. 455**
(9) **Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, p. 459**
(10) **Lénine, Oeuvres, tome 2, p. 99**
(11) **Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, p. 471**
(12) **Lénine, Oeuvres, tome 2, p. 99**
(13) **Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, p. 478**
(14) **Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, p. 478**
(15) **Lénine, Oeuvres, tome 2, p. 179**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

Un document du Parti communiste portugais (reconstruit)

La voie de la révolution au Portugal

(Extraits des résolutions adoptées au IIe Congrès du PCP(R))

Le texte produit par le Parti communiste portugais (reconstruit) que nous reproduisons aujourd'hui dans les pages de notre chronique fournit quelques éléments fondamentaux de l'analyse stratégique fondant le programme du parti. Il s'agit d'un texte contenu dans un recueil de documents édité en français à Paris par le Nouveau bureau d'édition. L'extrait choisi s'intitule *La révolution démocratique populaire en marche vers le socialisme, étoile polaire de notre lutte*, texte approuvé par le Deuxième Congrès du Parti. C'est donc, encore une fois, la question des étapes que pose ce texte dans le cadre cette fois des "traits typiques de la société portugaise". Ce texte mérite d'être connu et diffusé car il tente d'analyser une question stratégique centrale. Plus encore, au delà des "traits typiques de la société portugaise", le texte du PCP(R) doit être inscrit dans le débat général sur la question des étapes de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ayant atteint le stade des monopoles et du capital financier. En même temps, le texte soulève la question des conséquences stratégiques du fascisme. Or, on sait que c'est là aussi un sujet important de débat alors que le mot d'ordre de démocratie populaire aura été pour de multiples partis l'occasion, au moment de la Deuxième Guerre mondiale, de substituer le révisionnisme au marxisme-léninisme, de substituer la démocratie bourgeoise à la dictature du prolétariat.

Nous savons aussi, et cette question mérite réflexion, que le fascisme ne représente en fait que la dictature la plus ouvertement réactionnaire et chauvine du capital monopoliste et non pas une forme d'Etat qui aurait précédé le capitalisme ou le stade impérialiste. C'est à la lumière de ces questions que nous nous interrogeons sur le texte du PCP(R) ainsi que sur la justesse du mot d'ordre stratégique de "révolution anti-impérialiste et démocratique" dans les conditions d'un pays capitaliste parvenu au stade des monopoles, un pays impérialiste qui comme le Portugal, possédait même jusqu'à tout récemment des colonies en Afrique.

Concernant la question de la révolution démocratique bourgeoise que soulève le texte du PCP(R), ne faudrait-il pas considérer à cet égard les enseignements de la révolution russe où, aussitôt que furent renversés le tsar et le régime absolutiste en Russie, les bolchéviks ont considéré que l'étape de la révolution bourgeoise était pour ainsi dire réalisée, c'est-à-dire réalisée *politiquement*, ce qui est l'aspect décisif. Voilà pourquoi le parti de Lénine s'est alors directement engagé dans la révolution socialiste appelant le prolétariat à prendre le pouvoir et à instaurer *sa* dictature. Et c'est en prenant le pouvoir en son nom propre que le prolétariat acheva alors les *tâches* démocratiques bourgeoises, en particulier la réforme agraire, condition indispensable pour engager la paysannerie dans le mouvement de masse révolutionnaire et faire reconnaître le rôle dirigeant du prolétariat.

Que la révolution bourgeoise dans beaucoup de pays capitalistes indépendants ait subi des détours et se soit accompagnée de compromis importants face à d'autres pays impérialistes plus puissants, ou même face aux anciennes classes féodales, que le parlementarisme bourgeois comme forme privilégiée de l'Etat de dictature capitaliste ait cédé le pas à la dictature fasciste ouverte des fractions les plus parasitaires de la bourgeoisie, que la pénétration du capital financier étranger, avec les servitudes politiques que cela implique, ait tissé de multiples fils de dépendance par rapport aux pays impérialistes dominants, et aujourd'hui d'abord les deux superpuissances, tout cela influe certes sur les conditions de la révolution dans chaque pays, et en particulier sur la nature et les caractéristiques des alliés du prolétariat, et aussi sur l'expérience politique du prolétariat lui-même. Tout cela peut certes donner plus ou moins d'importance aux *tâches* démocratiques de la révolution prolétarienne et peut influer grandement sur la tactique des communistes dans chaque pays, mais cela devrait-il changer, quant au fond, la nature de la révolution et son objectif premier: la prise du pouvoir par le prolétariat, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat dans les conditions d'une alliance de classe spécifique?

Certes, il appartient aux marxistes-léninistes de chaque pays d'apprécier les conditions particulières de leur pays pour

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

tracer la voie la plus juste pour réaliser la révolution prolétarienne. Cependant, les principes généraux sur lesquels s'appuie le programme communiste et qui sont l'acquis le plus précieux du mouvement communiste international, doivent servir de guide pour démarquer à l'échelle mondiale et dans chaque pays la ligne marxiste-léniniste de la ligne révisionniste. Voilà pourquoi nous entreprenons aujourd'hui la publication de certains documents de programmes sur la voie de la révolution dans différents pays capitalistes avancés.

Il est clair que dans les mois et les années à venir, ces questions fondamentales de programme devront être examinées très sérieusement au sein du mouvement communiste international. Car la rupture avec le révisionnisme en dépend, car l'unité des communistes dans chaque pays et à l'échelle internationale en dépend. Car, en définitive, la révolution socialiste en dépend.

Sur la voie du 25 avril du peuple, de la démocratie populaire et du socialisme

LA BOURGEOISIE A TRAHI SES TÂCHES HISTORIQUES

Le Portugal est entré dans l'étape capitaliste de son histoire en étant un pays dépendant de l'Angleterre, tout en étant un pays colonialiste, simultanément exploiteur et exploité, oppresseur et opprimé. Il en résulte qu'il n'a jamais connu de révolution démocratique-bourgeoise radicale comme d'autres pays européens. Extrêmement fragile et dépendante, la bourgeoisie a essayé d'exercer sa dictature sur le peuple portugais et les peuples des colonies en se livrant chaque fois plus à l'impérialisme et en faisant des compromis avec le régime féodal. Elle a renoncé aussi bien à ses tâches nationales-démocratiques qu'aux tâches de la révolution agraire antiféodale, qui étaient indispensables au plein développement du capitalisme national.

Au cours d'un siècle et demi s'est ainsi constituée une grande bourgeoisie d'exportateurs et d'importateurs, de banquiers industriels, d'intermédiaires et spéculateurs, de latifundiaires et grands agrariens, une bourgeoisie extrêmement parasitaire qui s'est de plus en plus limitée au rôle d'agent et laquais de l'impérialisme, en trahissant complètement l'indépendance et la souveraineté nationales. Pendant plus d'un siècle, le Portugal a été le vassal de l'Angleterre. Dès qu'elle fut installée au pouvoir par l'intervention des armées étrangères qui ont écrasé le peuple, en 1847, la grande bourgeoisie n'a plus cessé de suivre une politique d'abjecte soumission à l'impérialisme. Pour pouvoir maintenir son emprise sur les colonies, elle a commencé à agir comme gendarme et intermédiaire des impérialistes, et a criminellement lancé le peuple portugais dans le carnage de la première guerre mondiale.

Avec l'instauration de la dictature fasciste, tout en maintenant sa dépendance face à l'impérialisme anglais qui lui assurait la possession de « l'empire colonial », la grande bourgeoisie est devenue complice et laquais de l'impérialisme allemand ; elle est intervenue dans la guerre d'Espagne et a soutenu économiquement le camp nazi-fasciste au cours de la IIe guerre mondiale. Après la guerre, elle a choisi la subordination à l'impérialisme américain, elle a laissé installer les bases militaires étrangères sur le territoire national et a fait de l'armée portugaise un détachement aux ordres des généraux de l'OTAN.

Photo du meeting de clôture du IIe Congrès du PCP(R) à Lisbonne, le 17 avril 1977.

Depuis 1961, pour essayer de faire face à la lutte de libération des peuples des colonies, la bourgeoisie dominante a fini par se livrer entièrement aux mains de l'impérialisme et par lui céder ce qu'il restait de la souveraineté nationale, faisant ainsi de l'économie portugaise une filiale et agence des trusts du monde entier.

Avec la chute du fascisme, la perte des colonies, les conquêtes du mouvement populaire et la grande crise du monde capitaliste, la grande bourgeoisie n'a eu d'autre issue que de se livrer inconditionnellement aux mains des impérialistes américains et allemands, selon des formes de dépendance encore plus accentuées qui accéléraient la ruine du pays.

En analysant la nature de la présente étape de la révolution au Portugal, notre parti prend en compte cet aspect déterminant : la dépendance totale de notre pays à l'impérialisme, étant donné le caractère traître et anti-national de la grande bourgeoisie. Les traits particuliers du régime bourgeois, au Portugal, qui le différencient de tous les pays capitalistes développés autant que des pays semi-féodaux et semi-coloniaux, en découlent. Ces traits sont :

— *Sur le plan économique, la grande bourgeoisie, dilapidatrice et parasitaire a créé un système profondément déséquilibré. Le capitalisme a envahi toutes les sphères de l'économie, mais en se conjugant avec les restes du féodalisme décadent, ce qui a freiné le développement des forces productives et les a déformées. L'économie nationale est à la merci des centres de décision impérialistes qui la désorganisent et la ruinent.*

Sous le salazarisme, la bourgeoisie a procédé à une monstrueuse concentration de capitaux entre les mains d'une poignée de groupes financiers, malgré l'énorme retard du pays. Elle a prospéré au prix du travail des esclaves dans les colonies, de la surexploitation terroriste des ouvriers et paysans, du commerce intermédiaire parasite, de la spéculation financière, reposant sur le protectionnisme de l'Etat et l'organisation corporative. Les monopolistes et commerçants, qui se sont associés aux latifundiaires et aux grands agrariens, ont plongé l'agriculture dans la ruine, liquidé des centaines de milliers d'exploitations familiales, forcé à l'immigration un cinquième de la population valide et fait de l'intérieur du Portugal la zone la plus attardée et misérable d'Europe. Une poignée de milliardaires ont régné sur un peuple extrêmement pauvre. Tel était le visage de notre pays.

Les conquêtes populaires obtenues après le 25 Avril ont profondément ébranlé les privilèges de la grande bourgeoisie. Mais comme les gouvernements réformistes ont suivi une politique de conciliation avec le capital financier et de soumission à l'impérialisme, la grande bourgeoisie n'a pas été détruite et est en train de passer à la contre-attaque. Elle creuse à nouveau de plus profondes inégalités sociales et impose le chômage massif et de nouvelles privations aux masses populaires.

— *Sur le plan politique : Incapable de gouverner au moyen de sa propre légalité constitutionnelle, la*

bourgeoisie tend à se retrancher derrière des régimes réactionnaires et fascistes, à étouffer par la violence les revendications des masses travailleuses et de la petite bourgeoisie.

Les mouvements révolutionnaires de 1820, 1836, 1846 et 1910 n'ont pas résolu la structure sociale, comme cela était nécessaire, et ont fini dans des compromis. Les tentatives des secteurs radicaux et patriotiques de la petite et moyenne bourgeoisie pour mener à bien de véritables transformations dans la structure et la superstructure du Portugal ont toujours été contenues, tronquées et étouffées par les forces réactionnaires de la grande bourgeoisie, vendue à l'Angleterre colonialiste et par la suite à l'impérialisme. Des vestiges pourris des anciens rapports sociaux, des vieilles institutions et de la vieille mentalité, qui auraient dû être enterrés, ont franchi le siècle actuel.

Dès le début du siècle, quand la classe ouvrière a commencé à intervenir sur la scène politique avec ses revendications propres, la grande bourgeoisie a accentué son caractère réactionnaire. Les seize années de la Première République ont été ponctuées par de successifs putschs militaires de droite.

Finalement, incapable de soutenir plus longtemps le masque de la démocratie bourgeoise, la grande bourgeoisie a implanté au Portugal la plus longue tyrannie fasciste jamais connue dans l'histoire mondiale. Pendant le demi-siècle d'oppression salazariste, la grande bourgeoisie a produit un régime à sa mesure : une ténébreuse machine policière, une caste militaire ultra-réactionnaire, un appareil d'Etat corrompu et noyé dans la bureaucratie, un haut clergé obscurantiste et complice des plus grands crimes. Le bandit Salazar représentait toutes ces caractéristiques réactionnaires de la grande bourgeoisie.

Durant les treize dernières années du règne fasciste, la grande bourgeoisie s'est rendue responsable des guerres coloniales, en pratiquant des crimes odieux contre l'humanité pour essayer de sauver ses privilèges.

Actuellement la grande bourgeoisie montre qu'elle n'a rien perdu de son caractère réactionnaire et qu'au contraire, elle l'accentue pour essayer de se venger des coups que le mouvement révolutionnaire populaire lui a assénés. Poussée par l'impérialisme nord américain, elle s'efforce d'assurer un régime réactionnaire ou même d'avancer vers un nouveau régime fasciste, encore plus terroriste que le précédent, en se servant de l'appareil militaire et étatique que le 25 Avril n'a pas détruit.

— *Sur le plan social : Le régime capitaliste au Portugal repose sur des injustices et des inégalités plus explosives que dans tout autre pays d'Europe. Mais la stagnation de la vie nationale a fait que le pays n'a pas connu de grands mouvements révolutionnaires depuis plus d'un siècle, et que les profondes contradictions accumulées dans notre société n'ont pas éclaté.*

L'absence de grandes confrontations de classe depuis près de cent ans a permis à la petite bourgeoisie de devenir le conducteur politique de grandes masses populaires, imprimant au mouvement démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste la marque de ses vacillations et limitations. En empêchant les classes sociales de se révéler ouvertement sur la scène politique avec leurs positions propres, le demi-siècle de fascisme a prolongé jusqu'à présent cette tutelle politique et idéologique de la petite bourgeoisie sur les larges masses travailleuses et a répandu l'idéologie réformiste et pacifiste petite-bourgeoise.

Bien que se situant toujours à l'avant-garde de la lutte populaire comme la force la plus aguerrie et la seule qui soit conséquente, le prolétariat n'a pu se tremper et s'éduquer dans les grands chocs révolutionnaires, ce qui a retardé la conquête de son indépendance idéologique et politique et a laissé un large champ d'action, tout d'abord à l'opportunisme de « gauche », anarcho-syndicaliste, et plus tard à l'opportunisme de droite et au révisionnisme.

La paysannerie travailleuse, opprimée et humiliée plus qu'aucune autre classe, est passée progressivement de l'exploitation féodale à l'exploitation capitaliste sans connaître l'expérience d'une grande révolution à la campagne qui eut balayé le pouvoir des seigneurs, sans traverser l'école d'une alliance de lutte avec le prolétariat contre les ennemis communs, ce qui a permis à la grande bourgeoisie de l'utiliser fréquemment comme une réserve, à travers les caciques ruraux.

Pour définir sa ligne stratégique, notre parti se base sur ces traits typiques de la société portugaise : la stagnation, le déséquilibre et la crise chronique de l'économie nationale, surtout à la campagne ; l'antagonisme entre la pauvreté des grandes masses et l'opulence des riches ; le caractère rétrograde et parasitaire de l'appareil d'Etat et des institutions ; l'aspiration profonde du peuple à une république démocratique qu'il n'a pratiquement jamais connue ; l'influence de l'idéologie petite-bourgeoise sur les masses travailleuses. Tout ceci dans le cadre d'une écrasante dépendance face à l'impérialisme. Objectivement, le capitalisme au Portugal est un des plus fragiles maillons de la chaîne impérialiste en Europe. Mais jusqu'à l'heure actuelle, les forces subjectives ont pris du retard sur les conditions objectives. (...)

LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE

Le camarade Staline a dit : « La question essentielle du mot d'ordre stratégique, c'est la question du pouvoir à une étape donnée de la révolution, la question de savoir quelle classe est renversée et dans les mains de quelle classe passe le pouvoir. »

La révolution démocratique populaire ne peut être réalisée que par le renversement du pouvoir actuel et par l'instauration du pouvoir des travailleurs. Seule la prise du pouvoir politique par le peuple, dirigé par la classe ouvrière, pourra permettre d'entreprendre les transformations politiques et sociales qui constituent la révolution. La question de l'instau-

ration de la République populaire, démocratique et souveraine, et la question de la conquête du pouvoir politique par les masses laborieuses des villes et des campagnes sont deux tâches d'un seul et unique objectif stratégique. La république populaire n'existera que par la prise du pouvoir par les travailleurs. Les institutions démocratiques populaires ne surgiront jamais par la voie « légale » et pacifique, par la transformation graduelle des actuelles institutions bourgeoises. Il faudra détruire celles-ci par la force pour les remplacer.

L'expérience que nous vivons depuis le 25 Avril est la meilleure preuve de l'impossibilité de réaliser d'authentiques transformations révolutionnaires dans le cadre de l'Etat actuel. Il ne s'agit pas seulement de renverser un gouvernement ou d'épurer l'appareil d'Etat. Il s'agit de le détruire complètement ; comme seule forme de liquidation du rempart derrière lequel les classes exploiteuses et oppressives, de l'intérieur et de l'extérieur, défendent leurs privilèges et empêchent le peuple d'exercer sa volonté.

Le système de pouvoir, qui est à la base de la révolution démocratique populaire, *c'est la dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers, des paysans et autres travailleurs,* dirigés par la classe ouvrière et son parti communiste marxiste-léniniste. C'est un pouvoir de démocratie révolutionnaire dans lequel les ouvriers et les salariés agricoles — qui sont les forces les plus combatives et les plus conséquentes — joueront partout leur rôle dirigeant. Pour cette raison, la dictature démocratique-populaire contient en elle un embryon de dictature du prolétariat. Il s'agit là d'une forme de pouvoir de transition qui ouvre la voix à l'instauration intégrale de la dictature du prolétariat à mesure que la révolution s'approfondit et passe à l'étape socialiste.

La dictature démocratique populaire s'exercera au moyen d'un nouvel appareil d'Etat, de forces armées révolutionnaires, de milices, de tribunaux, de conseils et autres organes constitués dans le processus révolutionnaire, par les masses, au cours de l'insurrection populaire. Ce sera la garantie que les conspirations et les assauts des ennemis internes et externes seront vaincus ; que le sabotage bourgeois et impérialiste sera mis en échec et que le peuple travailleur avancera avec succès dans la voie de la construction du socialisme.

La dictature démocratique populaire sera une véritable démocratie pour le peuple et une dictature sur les grands capitalistes et les contre-révolutionnaires. Contrairement au régime actuel, qui est la dictature d'une infime minorité déguisée en « démocratie pour tous », la démocratie populaire sera une dictature déclarée, mais uniquement sur les requins capitalistes, les contre-révolutionnaires et les traîtres, au profit de tout le peuple et de sa liberté. La démocratie populaire privera les réactionnaires de leurs droits politiques, les empêchera de s'organiser et de conspirer pour restaurer l'ordre bourgeois et le pouvoir de l'impérialisme. Mais en même temps, elle garantira les plus larges libertés aux classes et couches qui composent le peuple, leur assurera le droit d'organi-

sation et d'expression, de participation à l'assemblée populaire et au gouvernement, etc.

Ainsi, le pouvoir démocratique populaire matérialisera l'alliance des classes révolutionnaires. (...)

LA DEMOCRATIE POPULAIRE ET LE SOCIALISME

Pour notre Parti, et pour l'ensemble des forces révolutionnaires, il est de la plus grande importance de comprendre le caractère de la révolution démocratique populaire, ce qui la rapproche et ce qui la distingue de la révolution socialiste.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que, pour avancer sur le chemin du socialisme, notre pays doit compléter les transformations révolutionnaires qui incombent historiquement à la révolution démocratique bourgeoise mais que la bourgeoisie a mis de côté : l'émancipation nationale contre l'impérialisme et la révolution agraire. La bourgeoisie réformiste qui a accédé au pouvoir lors du 25 Avril, a démontré également son incapacité de mener à bien ces transformations révolutionnaires. Seul le prolétariat peut les réaliser dans de nouvelles conditions historiques en les reliant à sa lutte pour le socialisme. La révolution démocratique populaire est ainsi une étape qui précède la révolution socialiste, elle a ses tâches spécifiques et elle est fondée sur un vaste système d'alliances de classes qui lui est propre. S'il ne tenait pas compte de cela, notre Parti commettrait des erreurs aventuristes et « gauchistes », il diviserait le peuple et même les travailleurs, compromettrait la lutte pour la victoire de la révolution et le passage au socialisme.

Mais par ailleurs, les tâches démocratiques populaires de notre révolution se rapprochent des tâches socialistes et certaines, même, se recoupent. Le triomphe de notre révolution ne sera assuré que si elle avance rapidement, sans interruption ni hésitations, vers le socialisme. Notre révolution démocratique populaire diffère, par bien des aspects, de celles qui ont eu lieu dans d'autres pays où les tâches antiféodales, démocratiques bourgeoises de la révolution ont joué un rôle important et ont déterminé un élargissement des alliances de classes à la bourgeoisie nationale et un échelonnement sur une longue période des mesures socialistes. Ce n'est pas le cas du Portugal. Si cet aspect n'était pas compris, notre Parti commettrait des erreurs de droite, compromettrait le rôle dirigeant du prolétariat et la victoire de la révolution.

Ainsi notre Parti fonde sa stratégie sur le principe que la révolution portugaise se dédouble en deux étapes liées entre elles, en ayant pour objectif le socialisme. La révolution démocratique populaire est la préparation nécessaire de la révolution socialiste et celle-ci, à son tour, est le résultat inévitable du développement de cette dernière. La révolution démocratique populaire est, dans notre pays, une étape de transition où les tâches démocratiques et anti-impérialistes s'entrelacent avec les tâches socialistes.

Opposer la révolution socialiste à la révolution démocratique populaire, en les considérant comme deux alternatives possibles pour le prolétariat, est un faux choix. Elles forment un mouvement révolutionnaire unique et ininterrompu, pareilles à deux maillons de la même chaîne. Chacune des deux étapes n'a de sens qu'en étroite relation avec l'autre. Cette relation est assurée de trois façons :

Premièrement : en axant la lutte révolutionnaire sur la conquête du pouvoir par les travailleurs et sur l'instauration du pouvoir populaire par la voie révolutionnaire.

Deuxièmement : en assurant, tout au long du déroulement du processus révolutionnaire, le rôle dirigeant de la classe ouvrière guidée par son parti marxiste-léniniste et en refusant toute concession quant à ce rôle dirigeant.

Troisièmement : en pratiquant, avant et après la prise du pouvoir, une ample et combative politique d'alliances, fondée sur l'alliance ouvriers-paysans, et en maintenant à l'intérieur du processus révolutionnaire le semi-prolétariat, la petite bourgeoisie et les secteurs qui en sont proches.

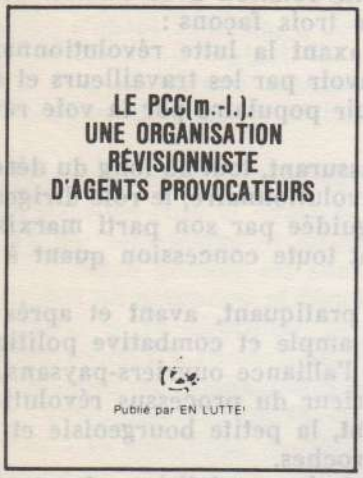
Le passage à la révolution socialiste, cela signifie que les rapports de production socialistes gagneront graduellement toute la société, l'agriculture comme l'industrie et le commerce, jusqu'à la nationalisation intégrale des moyens de production, en bannissant complètement le capitalisme.

Au fur et à mesure de la transformation de la révolution démocratique populaire en révolution socialiste, *la dictature du prolétariat* s'affirmera en tant que nouvelle base de l'organisation sociale. Le prolétariat, transformé en classe dominante sous la direction politique de son parti marxiste-léniniste, supprimera l'exploitation de l'homme par l'homme, déclenchera de puissantes forces productives, créera une industrie et une agriculture modernes aptes à assurer l'indépendance de notre pays et à garantir une élévation constante du niveau de vie des masses, édifiera une puissante défense nationale.

Sous la direction du prolétariat, soutenu par la mobilisation des paysans et des autres travailleurs, les possibilités de restauration capitaliste seront liquidées, une révolution idéologique qui mettra en échec les restes de la mentalité bourgeoise et les offensives du révisionnisme sera réalisée, et toutes les conditions de la suppression définitive des classes seront préparées.

La dictature du prolétariat élève le contenu de la démocratie populaire en la transformant en démocratie socialiste, en démocratie politique et économique intégrale, assurant de la façon la plus large les droits démocratiques aux masses travailleuses et, en premier lieu, à la classe ouvrière. La dictature du prolétariat s'exercera à travers la direction politique de son parti marxiste-léniniste, le nouvel appareil d'Etat, la propriété sociale des moyens de production, le contrôle ouvrier, etc. La dictature du prolétariat, « mille fois plus démocratique que le plus démocratique des régimes bourgeois », comme le disait Lénine, est une manifestation nouvelle de la lutte des classes en voie de disparition, vers le communisme. (...)

DISPONIBLES EN LIBRAIRIES



LE PCC(m.-l.): UNE ORGANISATION RÉVISIONNISTE D'AGENTS PROVOCATEURS

Le prétendu Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait aujourd'hui beaucoup parler de lui. Après près de 10 ans de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière canadienne, cette organisation se présente aujourd'hui sous un nouveau visage, celui de la lutte contre le révisionnisme et contre la "théorie des trois mondes". Mais l'analyse rigoureuse de la ligne politique du PCC(m.-l.) nous démontre que derrière ce nouveau maquillage, le programme du PCC(m.-l.) n'a guère changé depuis sa création. Ce programme en est un qui révise tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, un programme qui ne s'est jamais démarqué du révisionnisme, un programme profondément nationaliste qui ne peut mener qu'au renforcement de la bourgeoisie impérialiste canadienne et à la défaite du prolétariat.

Non seulement le PCC(m.-l.) s'est-il autoproclamé le parti d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne en 1970, non seulement a-t-il mis, depuis ce temps, toute son énergie à saboter la lutte pour l'unité des véritables marxistes-léninistes au Canada et même dans le monde, mais nous sommes en mesure d'affirmer que cette organisation n'est rien d'autre qu'une organisation de contre-révolutionnaires et d'agents provocateurs professionnels.

C'est par l'étude rigoureuse de la ligne politique et des pratiques du PCC(m.-l.), ainsi que de son histoire, que nous invitons nos lecteurs à approfondir la critique de cette organisation qui a beaucoup plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme-léninisme.

REVOLUTION AND COUNTER-REVOLUTION, the Revisionist Coup in China and the Struggle in the Revolutionnary Communist Party (USA) (RCP Publications).

"Ce livre contient des documents rédigés à la fin de 1977 et au début de 1978 au cours de la lutte qui s'est menée au sein du Revolutionnary Communist Party (USA) concernant la position que les communistes doivent adopter face au coup d'Etat de droite qui s'est produit en Chine suite à la mort de Mao. Comme cette question a une portée historique mondiale, la lutte devait inévitablement soulever à un moment ou à un autre toutes les questions fondamentales auxquelles font face les révolutionnaires. Ainsi, en plus de la partie principale du livre consacrée à la Chine, le livre comprend une annexe concernant le travail communiste aux Etats-Unis.

La lutte qui s'est déroulée au sein du RCP (USA) survient dans le contexte de la lutte qui se mène à l'échelle mondiale entre le marxisme et le révisionnisme. C'est pour contribuer à cette lutte que nous publions les documents de la lutte qui s'est déroulée dans notre parti et qui a conduit à la défaite du quartier général des révisionnistes".
(Extrait de l'introduction) Prix' $4.95 (en anglais seulement)

LISONS LA REVUE MARXISTE-LÉNINISTE ALBANIE AUJOURD'HUI

Dans le dernier numéro, no 4 (41), on pourra lire notamment:

- *Le 35e anniversaire de la création de l'Armée populaire albanaise*
- *Le Centenaire de la Ligue Albanaise de Prizren*
- *Le VIIIe Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie*
- *La "théorie du monde non aligné" et la "théorie des trois mondes" en unité pour défendre le statu quo impérialiste*
- *(Documents) Les peuples aspirent à une paix véritable*

VIENT DE PARAITRE

Lénine: L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale, L'impérialisme et la scission du socialisme

Les deux textes de Lénine que nous rééditons aujourd'hui sont de 1916, soit un an à peine avant la Révolution d'Octobre et trois ans avant la création de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste.

A cette époque, la Première Guerre mondiale faisait rage. Dans tous les pays d'Europe s'approfondissait la crise révolutionnaire déclenchée par la guerre impérialiste.

Mais pour que la révolution triomphe, il faut plus que la révolte populaire, il faut plus que l'affaiblissement du pouvoir des classes exploiteuses. Pour donner une issue révolutionnaire à la crise révolutionnaire, il faut encore la force du facteur subjectif, c'est-à-dire l'existence d'une direction, d'un parti doté d'une tactique et d'une stratégie marxistes-léninistes, capable d'indiquer le chemin de la victoire et d'y guider la grande majorité des masses opprimées.

Or, nous savons que seul le prolétariat russe a réussi à tirer partie de la crise révolutionnaire provoquée par la guerre de 14-18. Seul le prolétariat russe, allié à la paysannerie, a renversé les classes exploiteuses, a instauré son pouvoir de classe et a su conserver ce pouvoir. Pourquoi a-t-il été le seul à mener la révolution à la victoire? Parce que, à la différence du Parti bolchévik en Russie, les partis de la IIe Internationale qui, depuis une vingtaine d'années, avaient dirigé la lutte pour le socialisme en Europe, ont à cette époque trahi la révolution. Ils ont abandonné le mot d'ordre révolutionnaire de "guerre civile contre la bourgeoisie". Ils ont prôné et pratiqué la collaboration de classes avec la bourgeoisie impérialiste sous le mot d'ordre de "défense de la patrie" dans la guerre impérialiste.

C'est cette trahison révisionniste de la révolution que Lénine analyse dans les articles que nous rééditons aujourd'hui. (Extrait de la présentation)

Procurez-vous les numéros déjà parus d'UNITÉ PROLÉTARIENNE!

(Tous les numéros se vendent au prix de $1.50 l'unité)

- **Vol. 1, No 1:** Pour une revue théorique nationale d'EN LUTTE! — Pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste canadien.
- **Vol. 1, No 2:** Tirons les enseignements de la journée de grève générale du 14 octobre 1976 — La situation internationale et la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances.
- **Vol. 1, No 3:** La voie de la révolution au Canada — Bilan de la conférence du 9 octobre sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens.
- **Vol. 1, No 4:** Abattre la loi C-73 et tout contrôle des salaires: un pas important vers la destruction du pouvoir bourgeois — Notre lutte est double car notre oppression est double — La lutte pour un programme révolutionnaire.
- **Vol. 1, No 5:** Pour l'unité du prolétariat, pour l'unité des marxistes-léninistes, développons le programme de la révolution prolétarienne — Ouvriers canadiens, luttons contre les divisions nationales! — La social-démocratie, ou comment la bourgeoisie canadienne veut se sortir de la crise.
- **Vol. 1, No 6:** Dans l'analyse de la situation internationale: conserver le point de vue de classe — Le Progressive Workers' Movement et le Red Star Collective: un héritage d'économisme et de nationalisme bourgeois au sein du mouvement marxiste-léniniste.
- **Vol. 2, No 1:** Combattre pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste international — Brève histoire de la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien au Canada.
- **Vol. 2, No 2:** Les crises économiques sont inévitables sous le capitalisme — De quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin?
- **Vol. 2, No 3:** Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit détruire l'Etat bourgeois — Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale — La lutte des autochtones, partie prenante de la révolution prolétarienne au Canada.
- **Vol. 2, No 4:** Le Canada est un pays impérialiste où la voie du progrès passe par la révolution prolétarienne — Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale — A propos de la théorie des trois mondes: Indépendance nationale et révolution socialiste à l'époque de l'impérialisme.
- **Vol. 2, No 5:** Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme — Le programme communiste et les revendications immédiates.
- **Vol. 2, No 6:** Où vont les dirigeants actuels du Parti communiste et de l'Etat chinois — Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.
- **Vol. 3, No 1:** La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte contre l'opportunisme — Les nouvelles couches du prolétariat canadien.

Ci-inclus..... pour les numéros suivants d'UNITÉ PROLÉTARIENNE:

.....

.....

Faites parvenir votre chèque ou mandat postal à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Librairie l'Etincelle, 4933, De Grand Pré, Montréal, Qué.

Nom .....

Adresse .....**Code postal** .....

Ville .....**Province /Etat/Comté** ..... **Pays** .....

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du Groupe marxiste-léniniste canadien En LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste; et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS: (abonnements envoyés sous pli)

- **ABONNEMENT RÉGULIER (Canada): ☐ $10.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT DE 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an**
- **ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an**

Ci-inclus $ ..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $ ..... à titre de soutien financier au journal.

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:

EN LUTTE!,
A/S 4933 rue de Grand-Pré, Montréal, P.Q., CANADA ou à l'une des librairies l'Etincelle, Spark Bookstore, ou encore contactez un diffuseur.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! paraissant à tous les deux mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- **Abonnement régulier: ☐ $8.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $9.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement de soutien: ☐ $8.00 plus n'importe quel montant pour un an (6 numéros)**

Ci-inclus $..... pour un abonnement commençant au numéro ..... et $ ..... à titre de soutien financier à la revue.

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:

EN LUTTE!, A/S 4933 de Grand-Pré, Montréal, P.Q., Canada, ou à une des librairies l'Etincelle, Spark Bookstore, ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, Qué., tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph)
métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10 h à 21h
Samedi de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto, Ont.
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture

Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

110 St-Vallier ouest, Québec, Qué.
C.P. 3308, Québec, Qué., tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 12h à 17h30
Jeudi, Vendredi de 12h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2542, rue Kingsway Est, Vancouver, C-B,
tél.: (604) 438-3121

Heures d'ouverture

Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

Publications du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Brochures disponibles

- *Pour le parti prolétarien*, octobre 1972 ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975 ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, Contre le sectarisme de la LC (m.-l.)C, juillet 1976 ($1.00)
- *Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, janvier 1977 ($1.50)
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977 ($0.25)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle*, (réédition du discours du Deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977 ($0.25)
- *Statuts du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, avril 1977 ($0.30)
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977 ($0.15)
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977 ($0.75)
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, mai 1977 ($0.75)
- *Le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, brève présentation de son histoire et de sa ligne politique, août 1977 ($0.40)
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977 ($0.25)
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977 ($1.50)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 11 à 15, octobre 1977 ($0.75)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 16, 17, 19, 20, décembre 1977 ($0.75)
- *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, novembre 1977 (le Projet de programme seulement: $0.50, le Projet avec les commentaires: $1.50)
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, janvier 1978 ($0.75)
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat!*, février 1978 ($0.75)
- *Contre l'oppression nationale: Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, mars 1978 ($0.50)
- *Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978 ($3.00)
- *Documents de la IVe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur les tâches de la reconstruction du Parti prolétarien canadien*, août 1978 ($0.90)

Rééditions EN LUTTE!

- *La libération des femmes en Chine*, recueil de textes (en français seulement) ($1.00)
- *Notes critiques sur la question nationale et faut-il une langue officielle obligatoire?*, Lénine, juin 1977 ($0.75)
- *Communism versus opportunism*, Fergus McKean, juillet 1977 (disponible en anglais seulement) ($4.00)
- *Lénine: Sur la situation internationale*, juin 1978, ($1.25)
- *La lutte contre les agents provocateurs*, l'Organisation des marxistes-léninistes grecs, juin 1978 ($1.25)
- *De la nécessité de la critique et de l'autocritique*, Article écrit par Gaston Monmousseau en 1949 et extraits de Mao Tsé-toung, août 1978 ($1.00)

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français, sauf indication contraire.

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

EN LUTTE! publiait en décembre 77 son Projet de programme pour le Parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au Projet de programme, **tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des cinq conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le Projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti; il définit les buts et les tâches générales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme; ils développent chacune des thèses et** chacun des articles du programme. **Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières, tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant-garde, le Parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce Projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois; il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat; finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classes. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste. Le** Projet de programme **est aussi disponible dans une édition réduite, sans les commentaires, ainsi qu'en espagnol, portugais, italien et grec.**

REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!

201-14 Prix: $1.50